

Combattants sans uniforme

2^{ème} partie

CHAPITRE IX

CHEZ LES GUÉRILLEROS

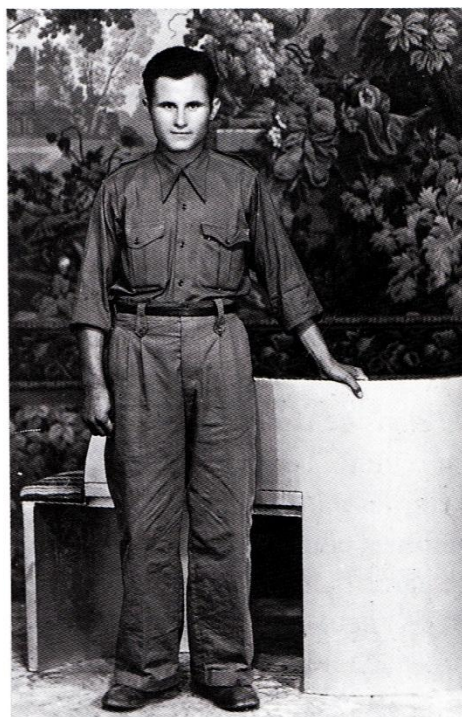
FERNANDO VILLAJOS, une longue vie de combats...

MON PAYS : L'ESPAGNE.

Je suis né le 30 mai (j'aurai donc bientôt 87 ans...) à Puebla de Almoradiel, province de Tolède. Fils d'un petit agriculteur, avec mes deux frères et ma sœur, nous mangions à notre faim. Mais je voyais bien la misère autour de nous ; je constatai dès mon plus jeune âge qu'il y avait des riches et des pauvres et cette injustice sociale me révoltait. Je m'efforçais d'aider autour de moi ceux qui avaient faim, qui souffraient de cette pauvreté. Pour être plus efficace, j'ai adhéré aux jeunesses communistes créées par le parti communiste espagnol, avec notamment deux camarades, un fils de maçon et un étudiant, fils de pharmacien. Notre ennemi : la monarchie ; notre idéal : une république démocratique. Très jeune, j'ai aussi participé à des grèves de petits paysans qui n'acceptaient plus leur sort.

Quand Franco s'est révolté contre la République démocratiquement installée, j'ai choisi mon camp : barrer la route au fascisme. J'ai été volontaire, avec mes deux frères aînés, pour former les bataillons républicains ; j'ai combattu au front de Madrid en 1936 car nous ne pouvions accepter que la capitale de notre pays tombe aux mains des franquistes. Le peuple espagnol et les Madrilènes en particulier en font preuve d'un courage incroyable : femmes, enfants, vieillards, ont dressé des barricades et Madrid a tenu trois ans.

Nous avons quitté Madrid pour renforcer les forces républicaines d'Aragon. Puis ma brigade a pris part aux combats de l'Ebro et, fin août 38, j'ai été blessé à Santé del Ebro : des éclats de mortier au pied, à la jambe et au bras (même aujourd'hui je garde un éclat au bras) ; j'ai été hospitalisé trois mois et demi. Après avoir réintégré mon unité, nous avons repassé le Segre pour contre-attaquer, et diminuer la pression franquiste ; mais nous avons dû reculer encore à travers toute la Catalogne. Notre front ne pouvait plus tenir devant des forces supérieures.



*Fernando VILLAJOS
à l'hôpital de Savadel (province de
Barcelone) en août 1938.*

DANS LES CAMPS EN FRANCE

C'est le 9 février 1939 que j'ai passé la frontière française ; nous avons été désarmés par les soldats français et parqués au village de Saint-Laurent-de-Cerdagne. Nous avons été reçus à notre grande surprise comme des ennemis de la France. Parqués entre la route et la rivière, on nous a laissés, 5 000 hommes, une semaine sans ravitaillement. Une fois, un camion plein de pains est arrivé au camp ; on nous a jeté le pain, comme à des chiens ! Je n'ai pas voulu en manger, je préférais crever de faim ! Avec mes camarades, nous avons traversé la rivière pour atteindre un bois de châtaigniers ; en grattant sous les feuilles, nous avons récolté ainsi quelques châtaignes que nous avons fait cuire. Mais un jour, un soldat de la troupe coloniale qui nous gardait m'a sauvagement frappé à coups de crosse et je suis tombé dans la rivière que je n'avais pas fini de traverser ; mes camarades m'ont heureusement tiré de l'eau. Il faisait très froid en ce mois de février et même il neigeait ; nous dormions à même le sol, blottis à quatre ou cinq sous une couverture.

Au bout d'une semaine, des camions sont venus nous chercher ; direction le camp de Sept-Fonds, près de Montauban.

A SEPT-FONDS

A notre arrivée à Sept-Fonds, rien n'était prévu pour nous accueillir et nous étions 16 000 hommes ! C'était un espace occupé par d'anciens champs, où l'on voyait encore les sillons. On nous a fait construire des baraques, avec des piquets et des tôles. Nous avons nous-mêmes dû installer une clôture en fil de fer barbelé. Quand il pleuvait, l'eau coulait dans les sillons et il fallait pourtant dormir à même le sol. Avec deux jeunes de mon village, nous n'avons pas trop souffert de la faim au début de notre séjour ; nous avons rempli nos musettes de paquets de cigarettes, dans une manufacture espagnole, avant de franchir la frontière ; et nous pûmes échanger du tabac contre du pain... Quand notre réserve de cigarettes fut épuisée, je fus volontaire pour travailler aux cuisines ; je pus ainsi récupérer des épluchures de pommes de terre, volontairement assez épaisses, avec lesquelles nous préparions une espèce de soupe, cuite dans une boîte.

Dans ce camp, les conditions de vie furent très dures ; le chef du camp, un colonel en retraite, ne nous ménageait pas ; par exemple, quand tombait le soir, il faisait intervenir les gardes-mobiles à cheval qui fonçaient dans l'allée centrale, où nous étions rassemblés pour causer ou échanger ce que nous possédions encore ; on avait intérêt à vite se garer ! Une fois, un certain nombre d'entre nous se sont concertés et nous avons fait front : deux ou trois gardes-mobiles ont été blessés. Pour nous punir, le colonel nous a privés de nourriture le lendemain.

Des pressions quotidiennes nous étaient imposées : quatre ou cinq militaires, installés dans une baraque, nous faisaient défiler un à un devant leur table et nous posaient toujours les mêmes questions : "Où veux-tu aller ? En Espagne, ou dans la Légion Etrangère ?" Beaucoup d'entre nous se laissèrent intimider et acceptèrent de retourner en Espagne (mais quel sort leur fut réservé par Franco ?) ou d'être intégrés dans l'armée française. Un nombre important de camarades, surtout les anciens combattants républicains, refusèrent ce choix jusqu'au bout ; alors on nous répartit en groupes d'une dizaine pour aller travailler dans ce qu'on appela les Compagnies de Travail.

DANS LES COMPAGNIES DE TRAVAIL : D'AUXERRE À PERPIGNAN.

Je quittai donc Sept-Fonds en septembre 1939, direction le département de l'Yonne. Me voici donc à la 66^{ème} compagnie de travailleurs étrangers (CTE), près d'Auxerre. La France venait de déclarer la guerre à l'Allemagne. Le travail de mon groupe consistait à décharger les wagons qui arrivaient à la gare d'Auxerre ; c'était du matériel militaire très lourd : bombes, obus, etc... ; puis il fallait transférer ce matériel sur des camions.

Nos conditions de travail étaient très dures ; le chef de la compagnie était un capitaine français que je considérais comme un fasciste ; notre camp, c'était un véritable camp de concentration : nous étions des esclaves. Le matin, de l'orge bouillie en guise de café ; à midi, de l'eau chaude avec quelques pommes de terre ou des topinambours ; pas de viande. Notre chef d'équipe, un ancien lieutenant de l'armée espagnole, voulut faire valoir nos droits d'êtres humains ; des gendarmes l'emmenèrent et nous ne le revîmes plus. Un jour, en essayant de décrocher deux wagons, je reçus un jet d'air comprimé dans la bouche, qui se mit à enfler ; il fallut continuer mon travail ; je ne pus rien manger à midi, tellement j'avais mal. Mais je dus quand même reprendre mon poste l'après-midi.

Quelque temps après, j'ai été affecté à un groupe qui travaillait en forêt à abattre des arbres. Nous entendions des coups de canons et des bombardements ; c'était en mai 1940 et l'attaque allemande progressait ; avec cinq ou six camarades nous avons décidé de quitter la compagnie car nous ne voulions absolument pas tomber entre les mains des Allemands. Et direction le Sud ! Nous nous sommes mêlés à l'incroyable débâcle de la population française qui fuyait aussi dans la même direction : hommes, femmes, enfants par milliers, à pied, en vélo, dans des charrettes ou en auto, transportant leurs affaires, sur une grande route déjà encombrée par des unités militaires françaises qui essayaient de remonter vers le front. Parfois l'aviation allemande venait mitrailler et bombarder cette pauvre colonne, tuant ou blessant ces malheureux. Avec mes camarades nous avons alors emprunté de petites routes, évitant ainsi l'encombrement de la nationale et les bombardements. En une semaine, nous avons ainsi pu rejoindre Bourges. Notre but était de prendre un train vers Toulouse ; nous en avons trouvé un, déjà plein à craquer ; mais les bombardements allemands, sur un terrain d'aviation proche de la ville et sur la gare, nous ont fait changer de projet : nous avons "emprunté" un vélo dans un magasin, le mien était un vélo de course, tout neuf. Par où sommes-nous passés ? Je ne sais pas exactement, mais nous avons enfin atteint Carcassonne.

C'est à Carcassonne que nous avons été contrôlés par des gendarmes et acheminés vers la gendarmerie où un cuisinier de nationalité espagnole nous a d'abord permis de bien nous restaurer (nous en avons besoin) ; il nous a conseillé de rejoindre une compagnie de travailleurs espagnols d'Argelès en vélo ; les autorités nous ont, non sans difficulté, délivré un sauf-conduit pour atteindre notre but. Le jour de l'armistice de juin 1940, nous passons à Perpignan. C'est à Elne que nous avons miraculeusement rencontré un copain de mon village natal ; il nous a conseillé de rejoindre la 149^{ème} CTE en formation à Saint-Cyprien. J'ai vendu mon vélo à un Portugais qui passait par là : 100 F ! et nous sommes allés nous faire inscrire dans la 149^{ème}. Ce fut une période tranquille qui dura environ un mois ; nous pouvions sortir du camp, sans trop nous montrer et nous nous faisons embaucher par des vigneron aux travaux de vendanges. Avec l'argent gagné, nous pûmes nous acheter un costume, pour remplacer le vieil uniforme

de l'armée de 1914 que nous traînions depuis le camp d'Auxerre. Nous aidions aussi les pêcheurs à la traîne à ramener leurs filets sur la plage ; en échange nous recevions quelques poissons ; mais nous avons surtout remarqué leurs chaussures, qu'ils abandonnaient pendant leur travail ; nous en avons "piqué" une paire chacun. Pour moi qui chausse du 41, pas de chance : c'était du 46 ! Bien bourrées de papier, elles ont quand même fait l'affaire !

A CASTRES

En septembre 1940, toute la compagnie reçut son affectation : la caserne Drouot à Castres, dans le Tarn. Notre travail consistait à soigner et nourrir les chevaux rescapés de l'armée française ; mais on crevait tous de faim, bêtes et gens ! Nous prélevions un peu d'avoine ; après l'avoir écrasée et tamisée comme on pouvait, on se préparait une espèce de "farinette". Un peu plus tard, nous avons trouvé une solution pour ne pas dépérir, car l'encadrement français, pensions-nous, devait s'approprier viande et autres nourritures qui nous étaient destinées : alors nous subtilisions des affaires militaires dans des dépôts (capes d'officiers, chaussures) et nous les revendions en ville, pour pouvoir acheter un supplément de nourriture. Il faut dire aussi que la solidarité entre Espagnols laissait parfois à désirer : un ancien capitaine de l'armée républicaine espagnole, un trokiste de connivence avec les officiers français, avait dénoncé deux des nôtres, communistes, et fait déporter en Afrique du Nord deux anarchistes. Un jour, nous l'avons saisi, à plusieurs, et suspendu par les pieds, la tête en bas, au-dessus du pont de la ville, en lui disant : "premier et dernier avertissement". Et il nous a laissés tranquilles. D'ailleurs il a été muté plus tard au camp disciplinaire pour étrangers du Larzac. C'est le capitaine Gil, responsable du P.C.E. clandestin, qui le remplaça. Nous avons ainsi passé tout l'hiver de 1940 à cette caserne.

Au printemps 41, tout en faisant partie de la même compagnie, nous avons été affectés à un chantier de bûcherons, à Arifat, près de La Bessonié (25 km de Castres). A l'issue de plusieurs réunions avec des responsables politiques du P.C.E., nous avons constitué les premiers groupes de l'Union Nationale Espagnole (UNE) qui avait pour but de regrouper tous les Espagnols en exil, pour mieux lutter contre le fascisme de Franco et de Hitler.

En automne 41, on nous affecta à un autre chantier, beaucoup plus dur que le précédent car la pente de la forêt était plus forte (il fallait s'attacher pour travailler). Avec mon camarade Alcazar Medina (que j'avais connu à St-Cyprien et que je retrouverai en Ariège en 1942) nous avons demandé une augmentation de notre maigre salaire. On nous accusa de "refus de travail" ; nous fûmes convoqués à Castres ; et finalement les autorités du camp décidèrent de nous envoyer à Bordeaux, où les Allemands construisaient le mur de l'Atlantique, avec de la main-d'œuvre réquisitionnée. Vous pensez bien que nous n'allions pas accepter. Aussi, quand nous fûmes embarqués dans les wagons direction Bordeaux, et que nous vîmes que la porte opposée à celle par laquelle nous étions montés était restée ouverte, nous avons sauté sur la voie. Je suis convaincu que les cheminots français étaient complices et avaient laissé cette porte volontairement ouverte.

Nous étions désormais clandestins. Je me rendis chez un camarade, Rogelio del Moral, un bon républicain qui avait perdu un fils pendant la guerre d'Espagne. Il me cacha chez lui. Je pus avoir assez vite le contact avec le capitaine Gil qui m'orienta vers

un autre chantier, à Boissezon (à 20 km de Castres), dont le responsable était Moreno, qui sera tué dans un combat à Gaillac ; ce chantier de bûcherons était en fait une cache pour clandestins. J'y restai trois ou quatre semaines seulement. Un nouveau chantier m'attendait : celui de la Galoube, du nom d'une ferme, en Montagne Noire, où je devais rester quelques mois. A proximité de notre coupe de bois, s'était établi un groupe de réfractaires français, officiers pour la plupart, dans une grande cabane ; ils ne se méfiaient pas assez, ne montaient pas la garde. Suite à la trahison d'un homme qui les avait repérés en prétextant vouloir entrer lui aussi dans le maquis, les Allemands les ont tous cueillis en pleine nuit. Par la même occasion, les Allemands ont ensuite encerclé la Galoube. Prévenus à temps par un Yougoslave présent aussi à la ferme, avec trois ou quatre camarades, nous nous sommes dissimulés dans une cache creusée dans du fumier de vaches, cache que le Yougoslave a recouvert de paille et de fumier encore. Nous l'avions échappé belle ! Et nous voilà au début mai 43.



*Le chantier de Boissezon en 1943.
Fernando VILLAJOS tient une bûche.*

EN ARIÈGE

Grâce à une nouvelle intervention du capitaine Gil auprès du commandant français de la compagnie, qui voulait m'expédier travailler pour les Allemands, j'obtins mon inscription sur la liste de départ pour le chantier des mines de talc en Ariège ; en fait c'était la consigne des dirigeants de l'UNE : concentrer le plus près des Pyrénées le maximum de cadres espagnols. En train de Castres à Luzenac, puis à pied jusqu'à la mine, nous voici à Trimouns, à 1800 m d'altitude. En tant que bûcheron, je fus donc embauché pour couper le bois nécessaire à la carrière. Le chef d'équipe me prit en estime et m'affecta à la conduite des mulets qui débardaient les troncs jusqu'au téléphérique. Au bout d'une quinzaine de jours, j'ai pu descendre à Lavelanet, à pied bien sûr, par des sentiers de montagne, car j'avais la consigne de Gil de contacter les responsables ariégeois du PCE : le chef de la 3^{ème} brigade des guérilleros, Mateo, et le commissaire politique Pichon. Ils me demandèrent de retourner à la carrière, d'essayer d'y recruter d'autres camarades, et de redescendre à Lavelanet dès que possible. De retour à Trimouns, je ne pus convaincre qu'un autre ouvrier espagnol. Mais nous ne voulions pas quitter les lieux sans être payés ! Je suis allé demander un acompte à l'ingénieur Granier, chef du chantier, prétextant que des Andorrans, qui travaillaient aussi à Trimouns, achèteraient pour nous, en Andorre, ce dont nous avons besoin. Deux jours après, le facteur nous apporta notre salaire ; aussitôt nous descendîmes dans la vallée.

Nous étions fin mai 43, notre consigne était de rejoindre le petit village de Péreille-d'en-haut, à quelques kilomètres de Lavelanet ; nous y fûmes accueillis par le camarade Garcia, responsable de notre groupe. Garcia nous mit en contact avec M. Villeneuve,

propriétaire de la mine de bauxite de Péréille, et en même temps maire de Villeneuve d'Olmes, village voisin. C'était un ami de la Résistance. Grâce aux relations qu'il avait, il nous procura de faux papiers et en même temps il nous offrit une bonne couverture : ouvrier à sa mine. J'étais devenu Paulino Tostado : Paulino, prénom d'un de mes frères décédé, et Tostado, nom d'un camarade tué pendant la guerre d'Espagne. J'en avertis Marguerite, restée à Castres, sans nouvelles de moi depuis assez longtemps.

MARGUERITE VILLAJOS

Je suis née en 1922 et j'habitais Castres avec mes oncles, étant orpheline. Avec ses camarades, Fernand venait chez une réfugiée espagnole qu'ils considéraient un peu comme leur mère à tous ; elle les aidait de son mieux, et leur lavait le linge. Etant amie avec une de ses filles, j'ai fait la connaissance de Fernand en 1940. Mais je n'ai jamais été au courant de ses activités de résistant, même plus tard, quand il était en Ariège. C'est que tous ces militants antifascistes gardaient leurs activités secrètes. Avec mon amie, à la demande de ces jeunes Espagnols, nous écrivions des lettres ou expédiions des colis à certains de leurs camarades qui étaient en prison, ou dans des camps ; mais nous ne nous doutions pas des activités clandestines des uns et des autres. D'ailleurs, après son évasion à la gare de Castres, je n'ai pas eu de ses nouvelles jusqu'au mois de mai 1944, date à laquelle il m'a écrit, de Lavelanet, pour m'annoncer son nouveau nom : Paulino Tostado. Même à ce moment-là, j'ai cru qu'il avait changé de nom parce qu'il avait perdu ses papiers.

FERNANDO VILLAJOS

LES PREMIÈRES OPÉRATIONS À PARTIR DE PÉREILLE

Nous nous sommes donc installés à l'école abandonnée de Péréille-d'en-haut ; nous étions cinq guérilleros seulement, le chef Garcia, un dénommé "Valenciano" avec des dents en or, et deux autres ; mais notre activité fut débordante pendant les trois ou quatre mois qu'a duré notre cantonnement à ce village ; l'ordre exact de nos diverses opérations n'est pas garanti ! Les poteaux des lignes à haute tension furent souvent nos cibles : celle qui relie Péréille à Lavelanet (nous l'avons sabotée deux fois) ; celle qui passe près du moulin de Péréille-d'en-bas ; nous avons aussi détruit les poteaux près d'un transformateur qui alimentait Lavelanet ; puis le transformateur lui-même a sauté. Nous l'avons ouvert et à l'explosion ce fut un vrai feu d'artifice ! (avec l'aide de Pichon cette fois-là). Nous nous sommes même attaqués à des poteaux près de la gendarmerie ; nous voulions en même temps montrer aux autorités que la proximité de la caserne n'était pas un problème pour nous. Entre temps nous avons fait sauter quatre locomotives, au dépôt de Lavelanet, sur la ligne de chemin de fer qui reliait cette ville à Bram.

La première opération lointaine à laquelle j'ai participé, c'était en novembre 43, sous les ordres de Pichon. Ayant "piqué" un vélo dans les rues de Lavelanet, je rejoignis le Col de Py et, vers 22 h, nous voilà partis, sans lumière, pour notre objectif : l'usine de Pamiers. Nous étions cinq camarades, avec Ramos, "Canaille" et Miguel. Nous avons escaladé le mur de l'usine déserte la nuit ; nous avons neutralisé le gardien, un pauvre vieux qui se demandait d'où ça venait ! Il nous a conduits vers le local où étaient installés les quatre moteurs électriques qui chauffaient les fours. Nous avons placé nos charges et éloigné le gardien ; nous avons quitté les lieux sans incident.

A la sortie de Pamiers, nous avons traversé le chemin de fer qui était justement gardé par deux gardes-voie ; ils nous ont arrêtés, et demandé nos papiers ; Pichon fit semblant de les chercher, mais il braqua son pistolet sur les deux hommes. Ils ont levé les mains et nous leur avons pris leur fusil. C'est à ce moment-là que nous avons entendu les explosions : les moteurs venaient de sauter à l'usine.

Ne pas confondre cette première opération contre l'usine, avec celle du mois de juin 44, menée par les FTP.

Je voudrais ajouter quelques mots concernant Pichon (un des premiers responsables de la 3^{ème} brigade) : excellent organisateur, intelligent et prudent, j'avais en lui une totale confiance, pour sa valeur militaire et sa simplicité d'homme. Parti en Espagne après la Libération pour organiser la résistance contre Franco, il fut dénoncé, arrêté et fusillé.

La première fois que j'ai vu Robert, c'était lors de l'attaque de la perception de Lavelanet. Il était venu du col de Py, avec Ramos et "Canaille" ; et moi je leur servais de couverture à la porte de la perception. Nous n'étions donc que quatre. Robert a crié : "Haut les mains !" Et il a expliqué aux agents de service le but de l'opération ; ça a été rapide ; nous avons emporté dans les 300 000 F, ce qui était une grosse somme. Les trois camarades sont repartis vers le col de Py, et moi à Péreille-d'en-haut. Coïncidence : trois portes après la perception, se trouvait la maison amie, un couple de Catalans, où j'avais laissé quelques affaires personnelles, et où je recevais le courrier habituellement.

J'ai gardé un souvenir précis de l'attaque de la gendarmerie de Lavelanet ; nous sommes rentrés en plein jour dans leur local ; nous avons menacé le gendarme de garde avec nos pistolets, l'avons désarmé et nous nous sommes emparés de quelques autres armes de service. J'ai également "piqué" une veste en cuir, très solide, chaude, qui m'a servi pendant toute la campagne (après la Libération, je l'ai même emportée chez moi). Le gendarme a protesté :

- C'est la propriété de l'Etat !

- Aujourd'hui, l'Etat c'est moi ! Je suis un soldat de la Liberté ! et j'en ai plus besoin que vous !

Il faut dire que nous dormions la plupart du temps dans des cabanes couvertes de branchages, où nous n'étions guère à l'abri du froid et de la pluie.

Il est certain que notre activité n'est pas passée inaperçue ; nous avons été repérés. Nous n'avons pas été étonnés quand un agent de liaison de Lavelanet nous a avertis que les Allemands et la Milice allaient nous attaquer. Nous avons pris nos affaires et nous nous sommes réfugiés dans les bois, au-dessus, de telle façon à pouvoir observer les environs. Les Allemands sont effectivement montés à l'école en pleine nuit ; (nous avons pu voir leurs lampes de poche) ; ils l'ont faite sauter ; ils sont arrivés au petit matin au village de Péreille pour questionner les habitants. Puis ils ont tiré quelques rafales de mitrailleuse dans notre direction. Nous avons installé le fusil-mitrailleur que nous possédions déjà (la brigade nous l'avait attribué) ; chacun de nous avait son fusil et des grenades ; nous avons préféré ne pas engager le combat, puisque les Allemands n'ont pas poussé plus haut leurs recherches.

A CASTELNAU-DURBAN

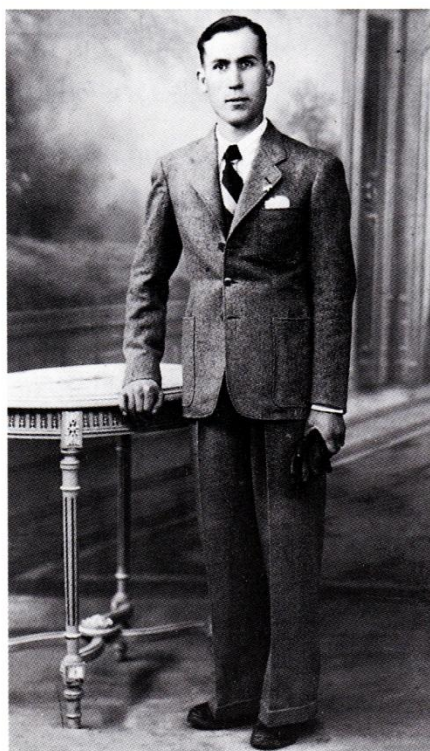
Par prudence, nous avons quand même quitté ce cantonnement ; c'était la fin mars ou le début avril. Nous avons séjourné quelques jours au col de Py, puis avons reçu

l'ordre de nous cantonner près de la Bastide-de-Sérou. Nos déplacements s'effectuant toujours à pied ! Nous étions à la Bastide vers le 20 ou 25 avril, puisque ce fut notre base de départ le 1^{er} mai pour aller saboter une conduite forcée à Tarascon. Nous étions le même groupe, plus deux autres guérilleros dont Soto (qui sera plus tard le commandant du 3^{ème} bataillon de la Crouzette). A pied, bien sûr, à l'aide d'une carte, nous avons atteint les environs de Tarascon, avec tout le matériel sur le dos : armes et explosifs. Mais quelle pluie ! Près de Tarascon, pour éviter les routes gardées par des sentinelles allemandes, nous avons franchi un ruisseau grossi par les pluies, avec de l'eau jusqu'au ventre !

L'opération de sabotage de la conduite forcée qui alimentait l'usine Péchiney s'est bien déroulée puisque l'usine fut paralysée pendant quelques semaines ; ensuite nous avons trouvé un abri pour la nuit dans une grange pleine de paille, pour nous réchauffer et sécher un peu nos habits. La mission accomplie, nous avons rejoint notre base ; nous n'y sommes pas restés longtemps, 15 jours peut-être, car nous avons déménagé pour un nouveau cantonnement près du col du Portel (commune de Loubens).

AU COL DU PORTEL : LE DRAME

C'est là que devait périr mon camarade originaire de mon village natal, Alcazar Medina (de Castres, il m'avait rejoint en Ariège) ; il succomba dans une opération délicate décidée par l'E. M. de la brigade : il s'agissait de capturer un Espagnol, habitant entre Varilhes et Loubens, qui avait déjà dénoncé deux résistants aux Allemands.



MÉDINA à Castres en 1941.

L'E.M. désigna deux camarades, Medina et Guaje, certes très courageux, mais pas assez réfléchis ; je n'étais pas d'accord sur ce choix et je le dis, mais en vain.

L'opération fut décidée pour une après-midi (car le matin nous avons intercepté un camion de la réquisition sur la route qui mène au Mas-d'Azil). Je donnai la consigne aux deux camarades de se déplacer à travers bois et d'éviter les routes. Quand ils se présentèrent au domicile du traître, il était absent. Ils décidèrent de retourner au cantonnement par la route de Loubens, sans prendre d'élémentaires précautions, comme nous l'ont dit des gens du village plus tard. Ils furent repérés par un brigadier de gendarmerie présent au petit café. Celui-ci les suivit, et ils ne s'en aperçurent pas. Mais deux autres gendarmes s'étaient cachés avant le croisement de la route de la vallée de la Lèze, près d'un transformateur. Quand nos deux camarades arrivèrent à proximité de ce lieu, le brigadier les interpella ; avec son pistolet, Medina fit feu, blessant le brigadier à la main. Les deux autres gendarmes tirèrent à leur tour, atteignant Medina ; Guaje, quoique blessé au bras, réussit à s'enfuir et à rejoindre le col. Il nous raconta toute l'affaire. Aussitôt, avec un groupe, nous sommes descendus sur les lieux ; nous avons eu

le temps d'apercevoir une ambulance qui emportait Medina. Au village, on nous a affirmé qu'il était mort.

Je n'étais pas du tout content ; je venais de perdre un bon camarade ; j'ai proposé au commandant de la brigade d'attaquer la gendarmerie de Varilhes ; il s'y opposa, voulant éviter un carnage qui aurait effectivement pu se produire.

Ni avant, ni après la Libération, nous n'avons pu obtenir des éclaircissements : Medina est-il réellement mort ce jour-là ? Dans ce cas où a-t-il été enterré ? Peut-être n'était-il que blessé ? Sa femme et ses enfants, moi-même, n'avons pu élucider ce mystère.

Cette affaire-là a déclenché une enquête me concernant. Les gendarmes ont trouvé, sur Medina, une photo de Marguerite et de moi-même. J'avais pourtant interdit à tous mes hommes d'emporter des documents pendant les opérations.

Mais notre vie de combattants clandestins ne pouvait s'arrêter, malgré ce drame...

Marguerite VILLAJOS : La Milice est venue à la maison, en juillet 44, me montrant une photo de Fernand et de moi, tachée de sang. Cette photo avait été trouvée dans le portefeuille de Medina, tué par des gendarmes à Loubens en mai 44. Elle avait servi, avec d'autres papiers peut-être, à identifier Fernand et à retrouver sa trace, partout où il était passé. Ils m'ont interrogée toute une après-midi ; heureusement que je n'étais au courant de rien ; ils n'ont pas voulu me croire ; l'un deux a précisé : "Vous avez de drôles de fréquentations : celui qui portait la photo était un terroriste et il est mort ; et celui-ci (il s'agissait de Fernando) a encore la tête sur ses épaules, mais pas pour longtemps ; et ce dernier à qui vous écrivez est en prison. Mais nous reviendrons." Heureusement que la Libération a eu lieu peu après... et personne n'est revenu !

Fernando VILLAJOS : Près de nos cabanes en branchages au col du Portel, se trouvait une grotte qui nous fut bien utile, pour y abriter des habits et des chaussures que nous avions réquisitionnés aux chantiers de jeunesse et à la compagnie de travailleurs étrangers de St-Jean-de-Verges. Le comptable de cette compagnie, je l'ai sollicité pour rejoindre nos rangs. Il m'a répondu qu'il préférerait continuer son travail de comptabilité ; bien sûr, il y avait moins de risques !

Ce matériel entreposé dans la grotte nous fut donc précieux car le bataillon s'étoffait ; d'Arvigna, où nous nous installâmes vers la fin mai, nous revenions parfois nous réapprovisionner à la grotte.

Une expédition mémorable est à signaler : celle de Mercus (au niveau du pont du Diable). Il s'agissait de récupérer des uniformes allemands pour une opération importante de Toulouse. Partis à pied, avec trois camarades, nous avons traversé l'Ariège à St-Jean-de-Verges, contourné Foix par le Pech et monté une embuscade contre une patrouille allemande qui venait de Mercus. Cachés entre le chemin de fer et la route, nous avons attaqué les deux soldats ; l'un fut tué, l'autre blessé put s'enfuir. Nous avons donc récupéré un uniforme.

A ARVIGNA : LE 1^{er} BATAILLON A L'ÉPREUVE

Notre nouveau cantonnement sur cette commune, c'était "au Château", petit hameau au-dessus du cimetière ; nous dominions ainsi toute la vallée, et les bois où nous pou-

vions trouver refuge étaient à proximité. Une partie de notre ravitaillement était assuré par le fermier Naudy de la ferme Marty, en contre-bas. De plus, ce nouveau cantonnement nous rapprochait de l'état-major de la brigade, toujours installé au Couderc, dans une vallée voisine, commune du Merviel ; chaque fois qu'une opération délicate était décidée, c'était mon bataillon qui la réalisait ; les deux autres bataillons étaient implantés trop loin. En fait, nous étions toujours en opération !

Le 9 juin, nous étions donc cantonnés à Arvigna, au nombre d'une vingtaine. Nous avons déjà participé à des opérations communes avec les FTPF de Vira, telles que réquisitions et ravitaillement. Nous devions justement ce jour-là, aller ensemble à Lavelanet pour nous ravitailler. A 13 h 30, avec notre camion et une douzaine de guérilleros, nous étions au rendez-vous au moulin d'Embayourt, comme convenu. L'état-major FTP y était aussi : Gos, Calvetti, Oscar, etc... A 14 h, leur groupe pour Lavelanet n'était pas encore prêt.

Quelques minutes après, nous avons entendu des rafales de mitraillettes ; c'étaient les sentinelles qui avaient ouvert le feu contre une colonne d'Allemands. Alerte générale ; ça grouillait de partout autour du moulin : des centaines de jeunes avaient répondu à l'ordre de mobilisation générale après le débarquement en Normandie, mais la plupart étaient sans armes et désorganisés. J'ai eu un bref entretien avec les responsables FTP ; je leur ai exposé mon point de vue ; il ne me semblait pas possible d'affronter les Allemands au fond de cette vallée, tout plat. Ils ne furent pas d'accord avec moi. Je décidai de prendre ma liberté de manœuvre ; nous remontâmes dans notre camion, direction le côté opposé aux Allemands ; le véhicule conduit par celui que nous appelions "el Rapido", nous laissa entre Vira et Engraviès, au pied de la colline ; le chauffeur alla le garer en lieu sûr.

Entre-temps, nous avons entendu les rafales de la mitrailleuse des FTP, et la riposte des Allemands. Avec ma douzaine de camarades, nous prîmes position sur le flanc de cette colline ; nous dominions ainsi la route en ligne droite qui sort de Vira vers le moulin. Bien dissimulés dans la végétation, nous avons placé notre fusil-mitrailleur en batterie ; il était tenu par "el Bigotès", un ancien garde-civil de la République espagnole, en qui j'avais totale confiance. La fusillade a bientôt cessé dans la plaine. Nous avons su plus tard que la mitrailleuse des FTP avait été prise et leurs servants tués. Les Allemands ont occupé Vira. Et nous, nous attendions, dans notre bois au-dessus de la route. Quelque temps après, nous avons aperçu la colonne de camions rouler dans notre direction ; des soldats allemands progressaient en même temps dans le fossé. Nous avons encore attendu qu'ils se rapprochent. Sans doute avaient-ils pris confiance, pensant que la bagarre était terminée.

Je me suis alors rendu compte de l'existence d'un petit pont, qui coupait le fossé, à l'entrée d'un champ ; et là, les Allemands allaient être obligés de sortir du fossé protecteur. J'ai demandé à "el Bigotès" de pointer le fusil-mitrailleur sur ce petit pont, distant peut-être de 600 m. Il a déclenché le feu au moment précis où les Allemands le franchissaient ; et nous aussi, avec nos fusils. Ça a dû faire mal... Quelques FTP (je me souviens de Gos, d'Alban Rescanières, d'Oscar) ont aussi tiré avec leurs fusils. Le convoi a été stoppé là ; les Allemands se sont même repliés, surpris par cette attaque soudaine. Une demi-heure plus tard peut-être, les camions vides ont repris leur progression, lentement, les combattants s'abritant derrière. Mais nous les avons de nouveau copieusement arrosés. Les Allemands ont riposté avec leurs fusils-mitrailleurs ;

mais ils tiraient au hasard, car ils ne pouvaient pas nous repérer ; d'autant plus que j'ai fait plusieurs fois déplacer le fusil-mitrailleur pour leur faire croire que nous étions très nombreux : tactique élémentaire de la guérilla.

Le combat a ainsi duré jusqu'à l'approche de la nuit. Nous avons l'avantage de surveiller le déplacement de nos adversaires, sans être vus d'eux ; et leurs camions ne pouvaient pas passer ailleurs que sur cette portion de route que nos tirs contrôlaient.

Il est un fait que nous ne manquions pas d'armes individuelles : fusils ou mitraillettes et une douzaine de grenades chacun ; de plus, quand les jeunes FTP, assez désorganisés, passaient près de notre position, nous leur demandions de rester avec nous, ou de nous remettre leurs armes ; un certain nombre d'entre eux choisirent cette dernière solution ; il faut dire qu'ils étaient jeunes, inexpérimentés, et pas encadrés ; sauf le groupe commandé par Aimé Gos, Rescanières et Oscar participa réellement au combat.

Nous nous doutions bien que les Allemands, beaucoup plus nombreux que nous, profiteraient de la nuit qui tombait, pour monter nous attaquer dans le bois. Dans cette attente, nous nous sommes discrètement repliés un peu plus haut, sur une pente très raide ; nous nous sommes déployés en demi-cercle, avec la consigne d'observer le plus grand silence. C'était peut-être 22 h 30. Nous avons entendu ronfler le moteur des camions, qui roulaient tous phares éteints, puis des ordres ; nous avons compris qu'ils montaient ; ils ont bientôt atteint l'emplacement de la première position que nous avions quittée. Nous les avons encore laissés s'approcher. Quand j'ai estimé qu'ils étaient à portée, j'ai donné le signal convenu : une rafale de mitrailleuse. Tous mes camarades espagnols et FTP ont aussitôt déclenché le feu et lancé leurs grenades. La surprise a été totale chez les Allemands ; là aussi ça a dû faire mal car nous avons aussitôt entendu les cris et les plaintes des blessés. Eux aussi se sont mis à tirer, mais aucun des nôtres n'a été atteint. Notre coup réussi, j'ai donné l'ordre de repli vers le haut de la colline, c'était sans doute 23 h passées. Après une brève concertation avec Gos, nous nous sommes séparés des FTP. Nous avons pour notre part marché une bonne demi-heure, chargés de nos armes et de celles que nous avaient laissées les Français. Nous avons trouvé une petite cabane, où nous avons passé le reste de la nuit. Au petit matin, nous avons rejoint nos camarades restés à Arvigna ; ils avaient entendu la fusillade de la veille et de la nuit et ils s'étaient fait du souci à notre sujet. Aussi ils nous ont accueillis avec la joie que l'on peut deviner, d'autant plus que quelqu'un du village leur avait déjà appris qu'il y avait eu des morts chez les maquisards.

Pour notre part, nous étions satisfaits de ne pas avoir eu un seul blessé, espagnol ou français, dans ce combat mené dans la colline, satisfaits aussi d'avoir réussi à stopper les Allemands sur la route du moulin, permettant ainsi à tous ces jeunes qui avaient répondu à l'appel à la mobilisation de se mettre en sécurité. Car si l'ennemi avait pu arriver rapidement au moulin, peut-être y aurait-il eu un massacre.

Il ne nous restait plus qu'à récupérer notre camion dissimulé la veille.

A MILLET

Après le 9 juin, à une date que je ne peux préciser, nous avons quitté "le château" pour nous installer plus loin du village d'Arvigna, au hameau de Minguet, bien caché au milieu des bois ; seul un chemin le desservait.

Nous manquions de moyens de transport fiables. Nous reçûmes l'ordre de la brigade de réquisitionner un camion qui assurait le ravitaillement du camp du Vernet. Nous avons intercepté ce camion entre le Vernet et Pamiers et capturé en même temps deux policiers réputés pour être durs avec les internés du camp. Nous avons remis les deux hommes à la brigade. Mais nous avons gardé le camion, et même son chauffeur (que nous appelâmes Tarzan) ; celui-ci, un interné, accepta en effet de rester au maquis avec nous.

Pour Tarzan, l'affaire de la côte de Millet (près de la bifurcation de la route de Mirepoix vers Pamiers et Varilhes) fut le baptême du feu. Notre mission était de réquisitionner des camions en vue de la libération du département. Tarzan était au volant d'une Peugeot familiale que nous avons prise à un collaborateur du secteur de Mirepoix (une information nous avait précisé que ce véhicule était caché sous de la paille) ; cette Peugeot nous rendit bien service pour des déplacements rapides de petits groupes. Donc, Tarzan nous conduisit jusqu'à la côte de Millet ; il gara le véhicule près de la ferme du même nom où, n'étant pas armé, il resta au volant. Nous étions une demi-douzaine guérilleros, avec Lozano, mécanicien originaire de Mirepoix, Fons, "el Bigotès" et d'autres dont j'ai oublié le nom.

Des camarades se sont postés avec le fusil-mitrailleur, en position haute, dans l'enfilade de la route qui mène à Pamiers ; avec les autres, nous avons pris position au bord de la départementale. Arrive un premier camion venant de Mirepoix, que nous arrêtons ; c'est un meunier qui va livrer de la farine ; mais coïncidence extraordinaire : une des deux passagères est la femme de Fons ; nous bavardons un moment ; pas longtemps, car surgit un autre camion, venant aussi de Mirepoix, mais chargé d'Allemands. Ils ont compris en passant que nous étions des maquisards et ils ont ouvert le feu avec leur fusil-mitrailleur, sans s'arrêter. Notre fusil-mitrailleur a riposté et, à quelques centaines de mètres sur la route de Pamiers, le camion a basculé dans le fossé. Mais il roulait en éclaireur d'un convoi, car quatre autres camions suivaient à peu de distance. Ils ont stoppé en entendant la fusillade ; nous entendions les ordres lancés en allemand ; ils sont descendus de leurs véhicules ; je pense qu'il y en avait bien une vingtaine par camion, donc une centaine en tout ; et nous étions cinq ou six ! Avec nos mitraillettes, mes camarades et moi avons ouvert le feu dans le tas. Ils ont riposté bien sûr et la fille qui était dans le camion du meunier a été blessée. Nous nous sommes repliés en direction de notre fusil-mitrailleur ; les Allemands, après s'être dispersés dans les champs, ont commencé à s'avancer, dans les fossés, jusqu'à l'entrée du chemin qui mène à Millet. Mais j'avais demandé à "el Bigotès" de se déplacer, de contourner la ferme, pour prendre les Allemands à revers ; la manœuvre a réussi et les rafales de notre fusil-mitrailleur ont surpris l'ennemi, qui a dû croire que nous étions nombreux ; ça a été la débandade chez eux. Pendant ce temps, nous sommes revenus, avec nos mitraillettes, en direction des Allemands, rampant dans les fossés, cherchant à les localiser. Je suis ainsi parvenu au petit pont du chemin de la ferme ; j'ai aperçu à 3 m, de l'autre côté du pont, des Allemands sans doute blessés, aplatis dans le fossé ; j'ai lâché une rafale ; mais l'un d'entre eux s'est saisi d'une grenade à manche et l'a lancée dans ma direction ; elle est tombée près de moi sur la route, j'ai eu le temps et la chance de la saisir et de la renvoyer ; elle a explosé sur eux, et plus personne n'a bougé dans le fossé. Notre fusil-mitrailleur continuait à tirer dans les champs de blé ou de maïs dans lesquels les Allemands essayaient de se cacher, tout en fuyant ; nous sommes restés maîtres du ter-

rain ; cela a peut-être duré une demi-heure. Les Allemands ont eu plusieurs morts et plusieurs blessés.

Il ne nous restait plus qu'à évacuer la fille blessée au début, et deux camarades également blessés pendant l'engagement ; c'est ce que fit Tarzan avec la voiture ; il les transporta à la brigade. Et nous, nous avons récupéré deux camions allemands (parmi les quatre) qui étaient encore en bon état (l'un avait eu la chaudière à gaz percée par nos balles). Lozano, bon chauffeur, donna quelques explications à son camarade qui n'avait jamais conduit, et les deux véhicules ont pris le chemin du retour. En même temps nous avons récupéré dans les camions de l'équipement abandonné par les Allemands, notamment des grenades.

LA TRAGÉDIE DE MARTY

Nous avons donc deux camions à Arvigna mais l'un d'eux tomba en panne. Justement, un jour où j'étais en service commandé, donc absent de la base, se présenta un homme qui demanda à me voir :

- Je suis mécanicien à Pamiers et je viens réparer votre camion en panne.

Les camarades le laissèrent se pencher sur le moteur ; puis il déclara :

- Je vois, je ne peux pas le réparer tout de suite ; il manque une pièce que je vous apporterai demain.

A mon retour, j'ai tout de suite compris qu'il s'agissait d'un agent de la Gestapo, car je n'avais jamais commandé un mécanicien ; j'ai donné l'ordre d'évacuer notre cantonnement. Nous nous sommes installés dans les bois, après avoir évacué le camion en panne, par remorquage. Le lendemain, 29 juin, nous avons entendu des explosions : les Allemands et les miliciens faisaient leur sale travail à la ferme de Marty. Nous nous sommes rapprochés, tout en restant sous bois, et avons assisté, impuissants, à l'incendie de la ferme et aux déplacements des Allemands sur la route qui relie Marty à Arvigna. De notre colline, située entre Minguet et la plaine, nous voyions bien tout ce qui se passait. Nous n'avons pas voulu intervenir car des habitants avaient été pris en otages près de l'école ; et notre intervention aurait déclenché leur massacre. Nous sommes restés dans les bois jusqu'au départ des camions.

Pourquoi cet assassinat des trois hommes de Marty dans des conditions atroces ? Il est vrai que cette ferme nous ravitaillait en lait ; et la famille Naudy était amie de la Résistance ; cela avait dû se savoir.

Je n'oublierai jamais l'aide que la famille Naudy nous a apportée – et le prix tragique qu'elle a payé. Ma reconnaissance durera jusqu'à la fin de mes jours.

Mais qui a dénoncé les Naudy ? Quel a été le rôle du faux mécanicien, venu la veille à notre cantonnement ? Enfin, peut-être une autre explication : au village d'Arvigna vivait une famille très pauvre, des Alsaciens je crois, avec une dizaine d'enfants. Le père, au début de notre séjour à Arvigna, était venu à notre cantonnement. Ayant pitié de lui, nous l'avons ravitaillé. Mais il a pris l'habitude de venir très souvent ; nous lui avons interdit de revenir, par mesure de sécurité. Un jour, je le surpris encore à l'intérieur de la zone qui lui était interdite. Je me suis fâché, et je l'ai menacé sans ménagement. C'était dans les jours qui ont précédé le 29 juin. Il n'est pas revenu. Mais je me demande s'il n'a pas donné des indications aux Allemands. L'institutrice d'Arvigna,

Madame Aragni, m'avait également mis en garde contre cet individu. A la Libération, les F.T.P.F. l'ont arrêté et incarcéré à Foix. Un doute subsiste.

Une embuscade aurait été tendue aux Allemands lors de leur retour sur Pamiers, au niveau des Pujols. Je ne peux rien en dire ; ce n'est pas notre bataillon qui était engagé.

Nous ne sommes pas revenus nous installer à Minguet ; nous avons une nouvelle fois "déménagé" pour Cénant, dans les premiers jours de juillet.



*Guérilleros en simulacre d'attaque à Cénant en juillet ou août 1944.
TOSTADO le cinquième à partir de la gauche.*

Cénant, c'était un plateau bien dégagé, d'où nous pouvions surveiller les vallées du Douctouyre et du Crieu ; on pouvait y accéder en camion par un seul chemin de terre. La ferme était déjà en ruines ; de toute façon, les bâtiments n'auraient pas pu loger tous les guérilleros puisque nous étions environ 80, avec ceux venus de Savoie. En effet, notre maquis fut renforcé par les guérilleros qui avaient combattu en Savoie. Nous nous abritions dans des cabanes couvertes de branches. Mais le plateau était cultivé ; cette année-là, il y avait des champs d'avoine.

Dès la première quinzaine du mois, une partie du premier bataillon, avec Robert et Montero, a attaqué l'école de gendarmerie de Pamiers, à côté de la gare. D'autres devaient participer : un groupe de Saverdun, conduit par un gendarme (qui était d'ailleurs à l'origine de cette opération), et un groupe d'Espagnols de Gutierrez. A l'heure du rendez-vous, 12 h, nous nous retrouvâmes seuls, à l'entrée de Pamiers, avec nos deux camions ; nous avons décidé de continuer quand même l'opération. Robert se présenta au garde de service, pistolet au poing, et le désarma. Il se fit ouvrir la porte de la cour puis il cria :

- Messieurs les gendarmes, c'est le maquis ; la caserne est encerclée. Sortez dans la cour, sans vos armes. Faites ce que je dis et tout se passera bien.

Les gendarmes, les uns après les autres, sortirent dans la cour. Nous avons coupé le téléphone, nous avons porté aux camions du ravitaillement, des armes, des habits, même des uniformes (on rigolait entre nous, nous imaginant habillés en gendarmes !). Robert leur a donné l'ordre de ne pas donner l'alerte avant 15 h. Mais il y eut un épisode imprévu : un de nos deux camions, chargé de matériel, ne voulut pas démarrer. Que faire ? Nous avons demandé aux gendarmes de nous pousser ; ils furent bien obligés d'obéir ! Enfin le camion démarra.

Nous avons décidé de rejoindre notre base par une petite route, voulant éviter celle de Mirepoix ; mais le camion tomba de nouveau en panne ! L'autre qui fonctionnait bien heureusement, le remorqua avec des cordes. Mais tout cela prit du temps ; un cycliste de passage nous avertit que les Allemands nous poursuivaient (ou du moins étaient à notre recherche !) ; cependant ils ne nous attaquèrent pas. Et nous pûmes monter à Cénant, un camion tirant l'autre et son précieux matériel.

Nous allions bientôt récupérer du matériel tout neuf ! Nous fûmes informés que l'usine Ricalens de Laroque avait reçu un camion à gazogène. Avec notre chauffeur "el Rapido" et un groupe, nous nous rendîmes à Laroque en voiture, de nuit. Nous avons pris le gardien de l'usine et lui avons donné l'ordre de nous livrer le véhicule ; il était réticent ! Mais il fut bien obligé de nous conduire au garage. C'était vraiment une belle prise, car ce camion nous assura la sécurité et la rapidité de nos déplacements. (Nous avons bien sûr délivré un bon au gardien pour que le propriétaire puisse être indemnisé à la Libération).

Ça me rappelle une autre histoire de camion : nous allions chercher l'eau à Ventenac, à l'aide d'une cuve installée sur la plate-forme ; mais un jour, le chauffeur, avant d'atteindre le col de Calzan, alla au fossé et le véhicule y fut immobilisé deux jours. Justement des Allemands passèrent dans la vallée du Crieu, près de Malléon ; ils rencontrèrent le curé de ce village et lui demandèrent où se trouvait le maquis. L'abbé, nous le connaissions bien, nous lui avons demandé de signaler notre présence aux Allemands s'il en avait l'occasion. Car nous aurions bien voulu les attirer jusqu'à Cénant, où nous avions ce qu'il fallait pour les recevoir.

- Le maquis ? Vous voyez ce camion là-haut ? Il est là, précise l'abbé.

Des ordres sont lancés, et les Allemands descendent de leurs véhicules.

- Mais quel maquis est-ce ? français ou espagnol ?

- Espagnol ! répond l'abbé.

De nouveaux ordres, et tout le monde remonte sur les camions, qui prennent le chemin du retour...

Je pense que les Allemands se sont souvenus des deux affrontements avec les guérilleros, à Vira, puis à Millet, où ils ont subi de lourdes pertes.

À partir de Cénant, également, nous avons un jour réquisitionné un camion-citerne qui transportait du vin, au croisement des deux routes de Vira et de Mirepoix ; notre chauffeur l'a conduit au cantonnement. Nous avons rempli deux barriques de vin dont ont même profité des habitants de Ventenac ! Le camion-citerne ne pouvant pas servir au transport, nous l'avons ramené au bord de la route où nous l'avions pris...

Nous n'avons pas souffert de la faim, ni à Arvigna, ni à Cénant. Nous connaissions des paysans amis de la Résistance. Quand ils recevaient un avis de réquisition pour une de leur bête, ils nous prévenaient et nous allions en prendre possession comme convenu. Nous la leur payions ; et quand les agents de la réquisition passaient, les paysans n'avaient plus qu'à se plaindre que le maquis les avait précédés... Je me souviens avoir vu tuer à Cénant deux bœufs et deux cochons. Par contre, quand nous allions nous approvisionner chez un collaborateur qu'on nous avait signalé, nous prélevions ce qu'il nous fallait, sans payer. Nous procédions aussi d'une autre façon : en échange du veau ou du cochon que nous emportions, nous délivrions un bon aux paysans, avec lequel ils pouvaient se faire rembourser à la Libération. Au début les paysans étaient un peu réticents ; puis ils acceptèrent cette façon de procéder.

Une date mémorable : le 18 juillet 1944, anniversaire du 18 juillet 1936, début de notre combat contre Franco. C'était une initiative départementale des guérilleros ; chaque groupe tenait à marquer cette date.

Nous, nous avons saboté la voie de chemin de fer entre Verniolle et Varilhes ; nous étions une dizaine ; nous nous sommes répartis le long de la voie pour la faire sauter à plusieurs endroits, les uns en poste de surveillance, les autres plaçant les charges. J'avais donné la consigne d'allumer les mèches à mon coup de sifflet. Mais, avant mon signal, une explosion se produisit, et aussitôt des cris de douleur ! Un des nôtres venait d'être blessé par un morceau de rail projeté par l'explosion : une blessure aux jambes atroce. Après avoir placé le blessé en retrait, j'ai donné le coup de sifflet et le sabotage s'est déroulé comme prévu.

Nous avons transporté le blessé sanglant au camion. Et vite au Couderc, pour le faire soigner. Nous avons cru qu'il allait mourir. J'ai pris à part l'imprudent ("el Quico") qui avait allumé la mèche trop vite ; il m'a affirmé qu'il avait cru entendre le coup de sifflet ; il s'est mis à pleurer, car il s'était rendu compte de la gravité de sa faute. C'était un gars courageux, un des meilleurs du bataillon.

Il faut dire que nous vivions une période extrêmement fatigante ; nous étions en opération de jour et de nuit. La tension était permanente, les nerfs toujours à vif ; nous étions tous en situation de commettre des erreurs. Moi-même, je fus victime d'une crise cardiaque à la veille de la Libération.

Le lendemain, Royo, le nouveau chef de la brigade, en remplacement de Mateo, malade, (notre pauvre camarade Mateo mourra tragiquement dans un accident de voiture, du côté de Varilhes ou de Foix, au moment de la libération de l'Ariège), voulut faire passer "el Quico" en jugement. Je savais qu'il risquait l'exécution. Je m'y opposai fermement en ces termes : "Il a commis une grosse erreur ; il sera sanctionné ; on lui donnera l'occasion de se réhabiliter". Quant au blessé, il fut finalement bien soigné et il s'en tira.

Quant à Royo, j'avais compris la veille que je ne lui ferai jamais confiance ; en effet, à notre arrivée en pleine nuit à la brigade avec notre blessé, il était resté couché ; il n'avait pas daigné venir se rendre compte tout de suite de ce qui se passait ; ce n'était pas l'attitude d'un responsable ; j'en fis part à Robert. Dans les jours qui suivirent, nous nous heurtâmes assez souvent avec Royo ; par exemple, il ne voulait pas m'attribuer cinq litres d'essence dont j'avais besoin pour des déplacements rapides avec la voiture. Il fit un rapport sans doute accusateur à mon sujet qu'il adressa à "l'agrupación" du PCE, laquelle m'envoya un enquêteur, Cortès de Pamiers ; je le reçus allongé puisque

j'avais été obligé d'arrêter toute activité, à cause de la crise cardiaque. Je lui dis :

- Va faire ton enquête, tu peux interroger les 80 gars du bataillon sans moi.

Ce qu'il fit. Bien sûr le rapport dut m'être favorable, car je n'en entendis plus parler. Mais cela me fit beaucoup de mal. Pour finir avec Royo, il fut exécuté par deux camarades, plus tard, en Espagne, car son attitude n'était pas claire.

Nous avons eu heureusement quelques parachutages à Rieucros ; je me rappelle de trois d'entre eux : l'un le 8 août (jour où atterrit Bigeard et son équipe), un autre un peu avant, le 3^{ème} vers la mi-août. Le matériel parachuté lors de ces opérations fut stocké à Cénant, avant d'être redistribué aux autres maquis, FTP compris.

Le 1^{er}, nous le devons à Aragni, armurier à Pamiers, qui avait mis Robert en contact avec le responsable aux parachutages. Par contre, je peux parler abondamment du parachutage qui eut lieu à Cénant, pendant notre séjour. Ce soir-là, des FTP étaient montés pour prendre livraison de quelques armes. Tout à coup, deux avions se présentèrent au-dessus du plateau, s'éloignèrent, revinrent vers nous ; pourtant nous n'avions reçu aucun message nous annonçant un parachutage. J'ai alors eu l'idée de proposer au commissaire politique du bataillon : un dénommé Mateo, mais pas le malade, de faire des signaux pour provoquer un largage. Pourquoi pas ? J'ai aussitôt constitué deux équipes pour placer des gerbes d'avoine en alignement ; j'ai fait placer notre voiture, l'arrière orienté en direction des avions ; les hommes ont mis le feu aux gerbes, et moi, avec un béret, je cachais, puis je découvrais les feux rouges allumés de la voiture, ce qui pouvait être interprété par les pilotes comme des signaux de morse. Ils durent apercevoir nos signaux, car, en repassant au-dessus de nous, ils allumèrent une lumière verte ; au passage suivant, encore plus bas, cette lumière verte était clignotante ; ça allait marcher ! Nous étions tous là, n'en croyant pas nos yeux. Au 4^{ème} passage, très bas, ce fut une pluie de parachutes. Nous étions ravis de tout ce qui nous tombait du ciel : un quarantaine de conteneurs peut-être ! Nous nous mîmes à les rassembler, ainsi que les parachutes.

Tout à coup, nous vîmes les phares d'une voiture qui montait dans le chemin. C'étaient Bigeard et Royo, qui arrivaient du Couderc, d'où ils avaient assisté aux parachutages.

Bigeard commença par gueuler :

- Qui vous a donné l'ordre de faire parachuter ?

- Mais personne ; c'est moi qui ai eu l'initiative.

- Vous n'en aviez pas le droit, ces armes ne vous étaient pas destinées. Vous êtes un saboteur, et je vais vous faire mettre aux arrêts.

Le ton montait ; mes hommes se regroupèrent autour de moi, bien décidés à ne pas laisser faire.

- Essayez donc de mettre Tostado aux arrêts ! lui lança le guérillero "el Quico".

Impuissant et furieux, Bigeard dut repartir, non sans menacer encore :

- Vous êtes un saboteur ! le parachutage était destiné à Montauban. Je ferai un rapport à Londres.

- Vous pouvez vous adresser à Londres ou à Berlin ! Ça m'est bien égal ! lui répondis-je.

Bigéard a dû par la suite entrer en relation radio avec Londres ; il revint le lendemain à Cénant compter les conteneurs que j'avais mis en dépôt et il ne trouva pas le compte ; il paraît qu'il en manquait.

Ils avaient dû tomber dans les pentes, et on ne les avait pas retrouvés. Cela le mit de nouveau en colère ! Ces armes, on les a bien sûr gardées. Nous avions été comblés : mitraillettes, fusils-mitrailleurs, une mitrailleuse légère, des mortiers, même un bazooka !

Je tombai malade le 18 août. L'infirmier de la brigade me fit des piqûres, mais je dus me reposer plusieurs jours ; je ne pus donc être à la tête de mon bataillon pour la libération de Foix ; je l'ai beaucoup regretté, car je n'avais pas l'habitude de rester tranquillement à l'arrière ! C'est le capitaine Madrilès qui a commandé le 1^{er} bataillon, l'état-major ne me trouvant pas apte au commandement. Mais c'est bien de Cénant que partirent les libérateurs de Foix. Avant leur départ, je m'adressai à Madrilès :

- Madrilès, comme capitaine, nous te confions la responsabilité du bataillon. Nous espérons que tu seras digne de le mener et de conduire les hommes dans le chemin de la réussite et de la Libération.

Nous eûmes malheureusement trois morts. Madrilès fut blessé à Prayols.

L'Ariège libérée, c'est encore à Cénant qu'ont été regroupés une centaine de prisonniers allemands de Foix ; c'étaient deux officiers et des hommes de troupe. Un soldat parlant espagnol, j'ai pu communiquer avec eux : chaque jour je les informais de l'évolution de la guerre ; ils étaient ainsi conscients que pour eux, c'était fini. Je les ai considérés comme des prisonniers de guerre : ils disposaient de nourriture et de cigarettes. Leur capitaine émit la prétention d'être considéré comme un officier : je le fis enfermer dans une pièce de la ferme ; mais je me permis de vérifier le contenu de sa valise, car ses propos concernant ses droits ne m'avaient pas plu ; il avait gardé un 6/35, que je lui confisquai.

Nous les avons enfermés dans les bâtiments à moitié détruits, pour mieux les contrôler. Et nous, avec nos fusils-mitrailleurs, étions installés tout autour. On dormait dans nos cabanes. Ils restèrent peut-être une semaine, avant d'être transférés au Vernet.

Etant bientôt rétabli, je reçus l'ordre de la brigade d'installer mon bataillon à Ussatles-Bains ; nous étions devenus les gardes-frontières ; j'ai installé une compagnie à l'Hospitalet, une autre à Ax, une autre aux Cabannes, une autre à Auzat ; ce qui faisait environ 200 guérilleros.

En octobre, nous fûmes rassemblés à Marc, au-dessus d'Auzat ; un appel aux volontaires pour continuer la lutte en Espagne fut lancé par les responsables de l'Agrupación. La moitié du bataillon environ accepta ; j'en étais toujours le commandant. Nous avons atteint la frontière au point de contact des trois pays, France, Espagne, Andorre (chargés comme des mulets, avec environ 50 kg chacun d'armement et de provisions).

Tempête de neige : les deux contrebandiers que nous avions requis comme guides en ont profité pour s'échapper. Heureusement un guérillero montagnard originaire de l'Aragon nous a conduits pour pénétrer en Espagne. Encore deux jours de marche ! Nous avons par miracle retrouvé les deux contrebandiers, qui, sous la menace, nous ont enfin permis d'atteindre le village de Calda-de-Huit ; j'étais porteur d'un message pour le curé de ce village, anti-franquiste, qui devait nous informer de la situation dans ce



Prisonniers allemands à la caserne Gaston Phœbus à Foix le 24 ou 25 août 1944.



Obsèques de trois guérilleros tombés lors de la libération de Foix.

secteur. Celui-ci nous a conseillés de ne pas pousser plus avant, sous peine de nous faire tous arrêter. J'ai proposé à mes camarades de nous scinder en plusieurs petits groupes pour continuer de progresser ; mais ils ont refusé. Il ne nous restait plus qu'à nous retirer en France ; le moral n'y était plus. Grâce à nos cartes, nous avons décidé de choisir un autre itinéraire qui nous amena à un lac, appelé "le lac noir", près duquel nous avons repéré une baraque de chantier. Mais quelle neige ! et quel froid ! Ce fut extrêmement pénible, car nous n'avions plus rien à manger, pas même de l'herbe ou des feuilles !

Le lendemain, nous avons rencontré un groupe de chevaux, qui s'abritaient dans une espèce de cabane ; nous avons abattu un poney et ... l'avons mangé presque cru ! C'est sans doute ce qui nous a permis de survivre. Encore un jour de marche pour atteindre la frontière ; mais certains d'entre nous déliraient. Nous avons dormi à un col ; malheureusement des dizaines de camarades quittèrent leurs chaussures, ayant trop froid aux pieds ; le lendemain matin, elles étaient gelées. Malgré la chaleur des couvertures que nous avons brûlées, beaucoup ne purent se rechauffer et continuèrent leur route en s'enveloppant les pieds dans des bandes de tissu.

La descente sur les baraquements de la mine de Sentein fut terrible ; quatre camarades glissèrent dans des ravins glacés et y disparurent. Moi-même je ne dus mon salut, lors d'une glissade, qu'à ma mitrailleuse, dont le canon fut bloqué entre deux rochers.

Du village de Sentein enfin atteint, nous pûmes téléphoner à l'état-major de la division de Foix ; des camions vinrent nous chercher ; des dizaines de camarades furent soignés à l'hôpital à cause de pieds ou de mains gelés.

Et de plus, le chef de la division, Tovar, bien au chaud à Foix, nous traita de lâches, nous disant que notre place n'était pas en France, mais en Espagne... Cette aventure en terre espagnole dura presque deux mois, puisque nous étions de retour pour la Noël 1944.

Pendant l'hiver 44/45, j'ai reçu la responsabilité de réorganiser la 3^{ème} brigade, avec ses bataillons et ses compagnies, à Saint-Amadou ; car les guérilleros avaient été dispersés un peu partout. Nous avons maintenu une organisation militaire, avec instruction et manœuvres, mais rien de comparable avec notre activité de 1943 et 1944 !

Nous fûmes démobilisés en mars 1945. Je suis parti dans le civil avec un uniforme bien usagé et une couverture ; c'est tout ! J'ai travaillé pendant un an, à Brassac, comme bûcheron. Enfin de retour à Castres, je suis devenu maçon ... et le suis resté toute ma vie !

Marguerite VILLAJOS : Nous nous sommes mariés à Tarascon/Ariège en mai 1945. Et nous avons eu six enfants...

Mais je voudrais ajouter ceci : après la libération de la France, mon mari, comme d'autres Espagnols qui avaient pourtant risqué leur vie pendant des années, a dû se présenter toutes les semaines d'abord, tous les mois ensuite, au commissariat de police de Castres ; il était assigné à résidence comme un individu dangereux... Au lieu d'être reconnaissantes pour tout ce qu'il avait fait, les autorités françaises se méfiaient de lui...

Fernando VILLAJOS : En 1962, la naturalisation comme Français m'a été refusée (avec une précision : "pas de recours possible"). Pourtant je pense que je méritais bien d'être considéré comme Français après tout ce que j'avais fait pour la France. Je ne pus être naturalisé qu'en 1984...

Ce petit "poème" à ma façon servira de conclusion...

El guerrillero

Un jefe de guerrilleros preparando una emboscada

Estudia la estrategia del combate y la retirada.

Salimos del campamento marchando por esas montañas.

Se oyen los camiones de las fuerzas alemanas.

Los guerrilleros se esconden para hacerles la emboscada.

Después de un duro combate con las fuerzas alemanas

Cogemos los prisioneros, los camiones y las armas.

Los montamos al maquis y dentro de una casa vieja

Los guardamos con rigor y vigilancia.

No olvidemos a estos héroes que murieron en la montaña

Por la liberación de los pueblos y la libertad de España.

Cuántos hombres y mujeres han marchado en esas montañas

Llamando al pueblo al combate para liberar la FRANCE.



TOSTADO, de retour près de la ferme de Cénant en 1999 (55 ans après...).

MON PAYS, L'ESPAGNE

Je suis né en août 1910 à Espejo, petit village près de Cordoue (Espagne). Mes parents étaient de petits agriculteurs (une centaine d'oliviers en propriété et quelques hectares de terre en location auprès du marquis du village). Nous étions quatre frères et deux sœurs. Déjà en 1932, j'ai été mis en prison pendant quatre mois, au temps de la République. La droite était au pouvoir et la police avait découvert que j'étais membre du parti communiste espagnol, qui était illégal. En 1935-36, les jeunesses communistes et les jeunesses socialistes se sont organisées en milices populaires dans les villages, car la République ne donnait pas satisfaction au peuple ; les choses allaient de plus en plus mal.



*A Córdoba pendant la guerre d'Espagne en 1937.
Au milieu, Antonio ORTIZ, commandant du bataillon "Garcès" ; à droite Alphonse GUTIERREZ.*

Après la victoire du Frente Popular, en 1936, la droite n'accepta pas la défaite et voulut prendre sa revanche ; le gouvernement républicain manqua de fermeté. Au lieu de sanctionner Franco, qui ne cachait pas son opposition à la République, le gouvernement l'«exila» au Maroc espagnol, où il put organiser la rébellion et ainsi mieux envahir mon pays. Cordoue et les autres villes du secteur tombèrent aux mains des franquistes. Dans mon village, nous avons arrêté la trentaine de partisans de Franco, ce qui fit qu'Espejo s'est trouvé en pointe sur la ligne de front entre les armées franquiste et républicaine. De Valence est arrivé un régiment d'artillerie pour essayer de stopper l'avance de

Franco. Mais des attaques de tous côtés, en septembre et en octobre nous ont obligés à nous replier vers le nord de l'Andalousie. Le gouvernement républicain a transformé les milices en unités militaires ; nous sommes ainsi devenus un bataillon, commandé par Antonio Ortiz, originaire de mon village, «le bataillon Garcès» (du nom d'un député communiste de Cordoue fusillé par les franquistes). Quand la ligne de front républicain était menacée, en divers points d'Andalousie, c'est notre bataillon, devenu une unité de choc, qui était envoyé pour essayer de s'opposer à l'avance franquiste. Un de mes frères fut tué le 11 mai 1937, près de Cordoue.

Quand Franco a menacé Madrid, nous sommes allés renforcer l'armée républicaine à Tolède. J'ai participé aussi aux combats de Teruel ; mais nous n'avons pas pu empêcher Franco de couper en deux les forces républicaines : celles de Valence, au sud, celles de Barcelone, au nord. Malgré notre résistance acharnée, nous avons dû reculer vers le Nord. Notre bataillon était devenu une division d'armée, avec le même commandant ; j'avais le grade de capitaine. Le 9 février 1939, nous fûmes repoussés jusqu'à la frontière française, que nous avons franchie au Perthus, où nous dûmes abandonner nos armes aux autorités françaises.

EN FRANCE : LES CAMPS ET LA PRISON

Nous avons été enfermés au camp de Saint-Cyprien, dans les Pyrénées-Orientales. Les autorités du camp voulaient nous faire entrer dans la Légion Etrangère ; mais rares furent les volontaires.

Lorsque la guerre entre la France et l'Allemagne commença, on nous fit quitter le camp pour constituer des compagnies de travail ; pour ma part, je fus expédié dans la Vienne ; nous travaillions à construire des usines, à côté de Montmorillon. Quand les Allemands ont occupé la France vaincue, on nous a libérés de notre travail et chacun a fait ce qu'il a voulu. Avec mon jeune frère et un camarade d'Espejo nous avons choisi de nous rapprocher du Sud ; nous avons atteint Périgueux ; là, avec dix ou douze de mes camarades, nous avons été incorporés dans une autre compagnie de travail et occupés à couper du bois pour faire du charbon. Nous étions toujours très organisés : aussi, quand nous avons été sollicités pour entrer dans l'organisation Todt (pour aider l'armée allemande) nous avons évidemment refusé ; en même temps nous avons constitué des groupes dits de «Reconquista» d'Espagne.

Mais je fus arrêté, en même temps que deux autres camarades, en septembre 1942, à la suite de la capture à Toulouse d'un responsable qui avait quelque temps auparavant contacté nos groupes pour transmettre des consignes. Environ deux cents camarades furent arrêtés dans toute la région. Mon frère ne fut pas du nombre ; il s'engagea plus tard dans le maquis espagnol de la Dordogne. Nous voici donc, nous aussi à Toulouse, où nous fûmes interrogés à la 7^{ème} brigade pendant quinze jours – puis transférés à la prison militaire de Furgole. Nous y restâmes trois mois. Le général français de Lattre de Tassigny y était aussi incarcéré. Les gardiens ne permettaient pas que les «politiques» sortent dans la cour en même temps que lui ; il était autorisé à se promener après notre retour en cellule ; le premier jour, à travers nos barreaux, nous le regardions se promener. Mais le deuxième, pendant sa promenade, nous avons entonné la Marseillaise avec d'autres détenus politiques français. Entendant son hymne national, même chanté par des Espagnols, le général s'est mis au garde-à-vous ! Ça a été un bon moment pour nous.

J'ai été condamné à cinq ans de prison (de plus, à l'issue des cinq ans, j'aurais été assigné à résidence). J'ai été expédié au camp du Vernet d'Ariège pour y purger ma peine. En septembre 43, au Vernet, existait déjà une organisation de résistance, qui regroupait des Espagnols et des anciens des Brigades Internationales. Deux ou trois jours après mon arrivée, j'ai été contacté pour intégrer cette organisation. Plus tard, quand des camarades dirigeants ont été extraits du camp et dirigés vers la centrale d'Eysses, j'ai été choisi pour devenir le nouveau responsable de la Résistance à l'intérieur du camp ; j'étais le commissaire politique de l'organisation militaire et en même temps le responsable du quartier B : celui «des politiques», à surveiller particulièrement ; nous étions peut-être cinq cents à ce moment-là. Plusieurs groupes de résistants de cinq éléments chacun avaient été constitués, avec chacun un chef ; par mesure de sécurité, j'étais le seul à connaître l'organisation de l'ensemble.

Il faut rappeler qu'il existait en Ariège, à cette époque, un responsable des guérilleros dont on a peu parlé : Montero, de son vrai nom : Louis Estevaz ; il vit actuellement à Madrid, et, de temps en temps, nous nous écrivons ; il était commissaire politique pour le département. Angel Matéo était le commandant de la 3^{ème} brigade de guérilleros, pour toute l'Ariège. Malheureusement il a été tué dans un accident de voiture, entre Foix et Varilhes, au moment de la libération du département. Les contacts avec ces responsables de l'extérieur, je les avais, entre autres, par Séraphine Velez, de Pamiers ; elle avait réussi à obtenir de la Préfecture l'autorisation de m'apporter des colis ; elle avait imaginé de dire que j'étais le mari de sa sœur restée en Espagne ; ces colis contenaient évidemment des instructions écrites.



*Le 3^e bataillon de guérilleros dans les bois de la Reboule en juin 1944.
Alphonse GUTIERREZ, debout, avec chapeau. A sa droite, PIQUERA, le chauffeur, debout, portant des lunettes. A sa gauche, le "Rouge", assis, en tenue de gendarme. A la mitrailleuse, le Yougoslave PAVLOV. A gauche et derrière PAVLOV, CALERO, assis, portant un béret.*

En avril 1944, j'ai reçu l'ordre d'établir un plan pour libérer les Espagnols internés. Jean de Pablo (lieutenant-colonel des Brigades Internationales) était «le technicien», c'est-à-dire le responsable de la mise au point de l'évasion. Le plan prévoyait de libérer le camp avec une douzaine de camarades ; six ou sept gardiens étaient pour nous ; avec leurs armes, nous aurions désarmé les autres. Ce plan était connu de Gaston Delache, responsable gaulliste. De Pablo le lui avait communiqué. Mais Delache ignorait que j'en étais le responsable.

J'ai alors reçu l'ordre de m'évader pour présenter mon plan ; ce que je fis le 11 mai 1944, vers 1 h du matin : profitant du fait que deux sentinelles qui étaient complices prenaient leur tour de garde, avec deux planches, j'écartai les rouleaux de barbelés épais de trois ou quatre mètres et je me faufilai à l'extérieur.

Je gagnai la ferme Andorre, sur la route de Saverdun à Saint-Amans, où le fermier Francisco Lizarte me cacha trois jours, jusqu'à ce que les guérilleros viennent me chercher pour rejoindre l'état-major au col du Portel : Montero, Mateo et Alonso. Je leur présentai mon plan ; mais celui-ci ne fut pas mis à exécution car l'état-major estima qu'il n'était pas possible dans l'immédiat d'intégrer cent à cent cinquante évadés qui viendraient s'ajouter d'un coup à la vingtaine de guérilleros organisés.

AU MAQUIS

L'état-major se déplaça bientôt au Merviel. Mon groupe d'une quinzaine d'hommes venait à peine d'être organisé quand éclata la bataille de Vira ; nous reçûmes l'ordre de couper la route entre Pamiers et Vira, au niveau de l'embranchement vers Arvigna, et de ne laisser passer aucun véhicule ; c'était vers le soir ; les Allemands étaient toujours du côté de Vira. Avec un camarade espagnol, j'ai arrêté une voiture venant de Pamiers qui tournait vers Vira, juste à l'embranchement ; il y avait le chauffeur et un autre homme ; ils m'ont dit qu'ils avaient reçu l'ordre d'aller soigner des blessés. Je leur ai précisé :

- Ne continuez pas, car le groupe de guérilleros posté un peu plus loin ne vous laissera pas passer.

- Nous avons l'ordre, nous y allons.

- Vous prenez vos responsabilités, mes camarades vous empêcheront de passer.

Effectivement, quand la voiture est arrivée au barrage, les guérilleros ont tiré.

Nous avons été cantonnés deux jours sur la commune d'Arvigna. Puis j'ai été chargé de former et de commander le 2^{ème} bataillon, dans le secteur de Montségur, à la Reboule, dans une ferme abandonnée ; ma mission était d'organiser une base pour recevoir les guérilleros qui arrivaient de tout le midi de la France ; notre but, c'était, la Libération venue, de passer en Espagne pour renverser Franco. Nous pensions que Franco, allié d'Hitler, ne pourrait pas être maintenu au pouvoir, et que nos Alliés français, anglais, américains nous aideraient, nous, les guérilleros, à libérer aussi notre pays. Quelle illusion !

Notre base a été attaquée par les Allemands en juillet, car nous avons été dénoncés par un des nôtres qui avait vécu quelques jours à la Reboule, avant de désertir. Il a sans doute indiqué nos positions aux Allemands. Ceux-ci sont montés à la vieille ferme, en ayant pris soin de faire marcher devant eux une dizaine d'otages (des habitants du village). Heureusement le facteur de Montferrier, ayant eu connaissance de l'attaque, a

aussitôt envoyé son jeune fils nous prévenir. Nous n'avons pas voulu engager le combat (car nous avions quand même deux mitrailleuses) pour protéger les otages. Et nous avons assisté, impuissants, à l'incendie de la ferme.

D'une vingtaine d'hommes, au début, le 2^{ème} bataillon a atteint le chiffre de cinquante en quelques semaines. La progression fut très rapide partout en Ariège. Lors de l'attaque de Foix, nous étions deux cents à deux cent vingt. Dix jours après nous étions deux mille !

Nous nous étions alimentés en explosifs et autre matériel de dynamitage à la carrière de talc de Luzenac, dont je connaissais le directeur, Granier ; ce matériel était ensuite réparti entre les groupes de guérilleros (même les F.T.P.F. de Calvetti en ont reçu). Ainsi, pylônes à haute tension, conduites forcées, chemins de fer ont-ils été détruits un peu partout.

LA LIBÉRATION DE L'ARIÈGE

Au début août, nous avons quitté Montségur pour nous rapprocher des villes de Basse-Ariège que nous allions libérer. Mon bataillon s'est cantonné dans les collines de Gouiric (commune de Dun). C'est là que j'ai fait la connaissance de celle qui deviendra plus tard ma femme ; elle était venue en vacances à Gouiric, avec la femme du chauffeur de mon groupe (Piquera).



*Six guérilleros au maquis en juin 1944. A gauche, José ALONSO, debout.
A ses côtés, également debout, MATEO ; et quatre agents de liaison.*

Lors de l'attaque de Foix, mon groupe avait été doté de trois mortiers (reçus par parachutage). Il faut dire que les armes parachutées, au début, n'étaient pas pour nous, qui, pourtant, en avions bien besoin. Comment se battre sans armes ? Nous avons enfin eu des armes lourdes après l'arrivée de la mission Bigeard et de ses compagnons ; mais beaucoup de ces armes, nous les avons «récupérées», grâce à un code que nos chefs s'étaient procuré ; elles n'étaient certainement pas pour nous ! A Foix donc, Madrilès, capitaine des guérilleros (en remplacement de Tostado, malade) a attaqué avec le premier bataillon du côté de la gare. Notre bataillon, venu par la Charmille, a attendu l'heure convenue près de l'entrée de l'actuel tunnel. Puis la moitié de nos hommes (une vingtaine) a traversé l'Ariège à gué pour attaquer Foix rive gauche (après avoir éloigné les baigneurs...) ; avec l'autre moitié, nous avons atteint le pont de la ville. Nous avons installé une mitrailleuse qui couvrait à la fois la route et la voie ferrée. Nous avons eu un blessé (Ventura de Lavelanet) un des servants de notre mitrailleuse.

Pendant que nous arrivions à pied, les guérilleros du 1^{er} bataillon avaient déjà pris le secteur de la gare et pénétré dans la ville ; nos hommes du 2^{ème} bataillon avaient aussi progressé après la traversée de l'Ariège et s'étaient emparés de la prison. Les Allemands s'étaient déjà retranchés au lycée quand nous avons atteint Villote. Un de nos hommes, Fernandez, a été tué net en traversant la rue du lycée.

J'ai alors reçu l'ordre d'installer un de nos mortiers dans la cour de l'hôpital, et les deux autres sur la colline au-dessus de Foix avec la consigne de tirer avec nos trois pièces sur le lycée à la même heure. Les Allemands ont bientôt hissé le drapeau blanc. Ils n'ont pas voulu se rendre aux Espagnols. L'Anglais qui avait été parachuté avec Bigeard a été appelé et la reddition fut réalisée.

Le lendemain, nous avons été prévenus que les Allemands des hautes vallées de l'Ariège s'étaient regroupés à Tarascon et que leurs camions descendaient sur Foix. Ça a été le combat de Prayols, et puis celui de Castelnau-Durban, où mon bataillon a aussi participé. Mais d'autres l'ont raconté.

LA RECONQUISTA

L'Ariège était donc libérée ; les guérilleros, nous ne pensions qu'à une chose : continuer le combat contre Franco ; nous nous sommes regroupés le plus près possible de la frontière espagnole. Je fis venir mon frère José avec nous. En octobre, avec un groupe d'une quarantaine d'hommes, tous volontaires, que je commandais, nous avons traversé l'Andorre, direction la frontière espagnole ; nous étions toujours persuadés que les Alliés allaient nous aider à leur tour, puisque nous venions de faire le maximum pour libérer un morceau de la France. Ce fut le contraire ; nous avons été trahis. Les nouvelles auto-



rités françaises étaient au courant de notre expédition. Nous comptions marcher sur Seo de Urgel. Mais avant de franchir la frontière, avec un commissaire politique, je suis allé me rendre compte du point exact où nous devions passer. Et nous avons découvert une batterie de quatre canons de l'armée franquiste qui n'aurait pas manqué de nous exterminer. Nous avons sans doute été trahis par des officiers anglais présents en Andorre avec lesquels notre commandant Royo avait défini l'itinéraire. (Royo, lui-même fait prisonnier plus tard par les franquistes, joua un rôle louche dans la prison de Barcelone ; certains affirment qu'il a dénoncé des camarades ; il fut par la suite exécuté par la Résistance espagnole). J'ai alors amené mon groupe à un autre point de la frontière, 2 km plus bas, où nous sommes passés sans difficulté, avec 40 kg de matériel chacun...

Nous sommes restés deux mois en Espagne ; ce fut très dur ; notre mission consistait à faire sauter le chemin de fer de la ligne Barcelone - Seo de Urgel ; nous avons réussi à saboter la voie ferrée deux ou trois fois. Mais l'armée franquiste nous a pris en chasse ; pour lui échapper, nous nous sommes divisés en petits groupes et avec mon frère et d'autres avons repassé la frontière comme on a pu. Cet échec de la «reconquista», c'est ce qui m'a fait le plus mal.

RETOUR A LA VIE CIVILE

De retour en Ariège, il fallait bien gagner ma vie ; et je n'avais été formé à aucun métier. Grâce à un ingénieur français qui avait été résistant, je pus entrer en 1946 à l'usine de Pamiers, où j'ai appris la soudure. Quand j'ai eu acquis de l'expérience, j'ai choisi de partir en déplacement ; je gagnais ainsi mieux ma vie. Entre-temps je m'étais marié et, avec ma femme, nous avons habité à Toulouse, où j'ai obtenu un premier travail (notamment à la réparation de ponts de chemins de fer bombardés). Nous sommes restés quatre ans dans cette ville, puis deux ans et demi à Dunkerque ; douze ans à Martigues aux raffineries de Lavera ; douze ans à Grenoble chez Péchiney. Nous avons eu deux garçons.

Il faut que je précise ici un point d'histoire à peine croyable : alors que j'étais à Dunkerque, mon frère, resté à Pamiers, m'apprit que la police française me recherchait pour «activités subversives», prétendant que nous voulions, nous les anciens guérilleros, renverser le gouvernement français, alors que nous avons contribué à rétablir la République. Un comble ! On ne put retrouver ma trace mais d'anciens guérilleros furent déportés en Corse : Méliton Bustamante de Pamiers, José Chinchilla de St-Girons, Montero..., etc...

Après la libération complète de la France, j'ai été volontaire pour effectuer plusieurs voyages en Espagne, jusqu'en 1949-1950. Je portais des valises pleines de journaux, de documents du parti communiste espagnol exilé en France, pour les camarades restés au pays ; certains continuaient à se battre dans les montagnes, organisés en maquis. Le premier voyage, ce fut pour une liaison avec des camarades du côté de Valence. Une autre fois, j'ai porté la moitié d'un poste-émetteur (un camarade portant l'autre moitié) pour le maquis de la Sierra Morena, région de Cordoue ; j'ai aussi effectué une liaison avec le maquis du secteur de Taragone. Ces voyages de deux ou trois jours, en train puis à pied, étaient très dangereux ; je savais à quoi je m'exposais, en cas de capture.

Je ne parle pas bien le français, même aujourd'hui ; c'est que les premières années qui ont suivi la Libération, je ne voulais pas l'apprendre, c'était pour moi une mesure

de sécurité lors de mes voyages clandestins en Espagne ; car le moindre accent français risquait de me faire repérer par la police franquiste.

En 1975, avec ma femme, nous avons pris notre retraite à La Tour-du-Crieu. Nous avons formé l'Amicale des anciens guérilleros de l'Ariège ; mes camarades m'ont élu président ; je le suis resté dix ans. Nous avons atteint le nombre de deux cents membres et je les ai tous connus ! Nous ne sommes plus qu'une trentaine aujourd'hui en Ariège. Mais l'Espagne nous tient toujours au cœur...

A 91 ans, je ne peux plus aller à la rencontre de mes camarades... C'est ce que je regrette le plus. Mais je garde des liens avec ceux qui ont vécu ce glorieux passé de la Résistance.



*Au mémorial de Calzan le 10 juin 2001.
Les trois chefs guérilleros, Fernando VILLAJOS,
José ALONSO, Alphonse GUTIERREZ.*



*Hermine à Dalou
à 16 ans.*

LA RETIRADA

Je suis née en 1926 à Mataró, à une trentaine de kilomètres de Barcelone. Mon frère naîtra en 1934. J'avais cinq ans lorsque nous avons déménagé à Tordera, où mon père, Puigsech Ramon, a été maire ; c'était au temps de la République espagnole.

Mes parents étaient des gens «formidables» ; lui, honnête et droit ; elle, courageuse et aimante. Nous nagions dans le bonheur. Je ne voulais pas grandir pour toujours rester avec eux.

En 1939, quand les bombardements des franquistes, d'abord éloignés, se sont peu à peu rapprochés, j'ai éprouvé ma première peur. Tous, y compris nous, les petits, sentions qu'il se passait quelque chose de grave, même si nous ne comprenions pas réellement. Les valises pour le départ étaient prêtes, et les premiers réfugiés arrivaient chez nous. Je garde en mémoire ces bombes luisantes qui tombaient à proximité. Les aviateurs bombardaient tout sur leur passage, les routes, la gare, les maisons. Quand les bombardements sont devenus plus nombreux, à l'approche des franquistes qui entraient dans Barcelone, la décision a été prise : il fallait partir ; mon père, lui, restant mobilisé au parc automobile de Tordera.

Donc, avec ma mère et mon petit frère, nous sommes partis sur les routes, vers le nord, en camion. C'était l'enfer de la «retirada». Dans les fossés, j'ai aperçu un enfant mort. La ville de Figueras où nous avons vu mon père en Espagne pour la dernière fois, était en ruines. On entendait les sirènes, les explosions, les cris. Oui, on avait peur de mourir. La panique et l'encombrement étaient tels, que nous avons continué à pied. La pluie nous a obligés à faire étape dans une salle de cinéma de la Jonquera. Le lendemain, nous avons continué, toujours à pied. La foule était si dense que nous ne pouvions plus avancer à trois, de front. Ma mère nous a alors demandé de toujours circuler à droite, près du bord de la route, pour nous retrouver, au cas où nous viendrions à nous perdre. Les gens jetaient dans les fossés tout ce qui les embarrassait, même des objets de valeur. Juste à côté de nous, une mère pleurait, tenant son enfant mort dans ses bras. Enfin nous avons pu passer la frontière au Perthus ! C'était en février 1939.

EN FRANCE

Des gendarmes français nous ont ensuite fait monter dans un train. Nous avons voyagé cinq jours sans trop savoir où nous allions. Nous nous sommes retrouvés en Haute-Marne, hébergés dans un couvent désaffecté. Nous étions toujours sans nouvelles de notre père. Ma mère eut l'idée d'écrire à un parent éloigné, du côté de Perpignan, espérant que son mari en ferait autant : c'était l'unique chance de nous retrouver en famille.

La guerre éclata alors en France. Et on nous transféra, pour des raisons que j'ignore, dans une ancienne prison à Langres. A la vue des barreaux, des lourdes portes, des verrous, je fus prise de panique, au point de crier, de pleurer. On nous affecta finale-

ment dans un local assez confortable, appelé «salle des politiques». L'interprète (car nous ne comprenions pas le français) nous apprit que les autorités souhaitaient que nous retournions en Espagne. Bien sûr, pour nous, il n'en était pas question : nous savions trop ce que nous risquions.

Heureusement que mon père eut lui aussi l'idée de contacter les cousins de Perpignan. Nous apprîmes par leur intermédiaire où il se trouvait. Il était passé par les camps d'Argelès, Barcarès, Saint-Cyprien puis à celui de Bram. Après la déclaration de guerre, les paysans français avaient été autorisés à prendre de la main-d'œuvre dans les camps pour compenser le départ des hommes mobilisés. C'est ainsi que mon père se retrouva dans la famille d'Elie Ansely à Plaigne (Aude), où nous pûmes le rejoindre. C'est la première fois que j'ai vu mon père pleurer, à la gare de Carcassonne où il nous attendait.

Au village, tout le monde était gentil avec nous, surtout la famille Ansely. J'allais à l'école, mon père avait tenu à ce que nous sachions lire et écrire, c'était un minimum. J'apprenais mes leçons en français, parfois sans trop savoir ce que ça voulait dire. Nous restâmes à Plaigne jusqu'au 1^{er} novembre 1942.

MES DÉBUTS DANS LA RÉSISTANCE

Nous sommes venus ensuite nous installer comme métayers à Dalou, (lors de l'occupation de la zone sud justement) à la ferme du Fourtet, chez M. Castagné. Il y avait beaucoup de forêts aux alentours où travaillaient les Espagnols réfugiés comme nous. Avec ma mère nous apportions des colis à un ami de mon père emprisonné au camp du Vernet : Oh ! pas grand chose, car nous étions nous-mêmes très pauvres. Les familles Muñoz et Yepes de Dalou, qui faisaient partie de la compagnie des travailleurs étrangers de St-Jean de Verges, solidaires de leurs compatriotes prisonniers au camp du Vernet, nous ont demandé d'apporter aussi des colis à ces derniers. C'était déjà une activité à moitié clandestine.

Celui qui devint plus tard mon mari, Crescencio Muñoz, j'en fis la connaissance parce qu'il passait parfois à notre maison, en allant travailler dans les bois. Il me demanda par l'intermédiaire de la famille Blanco de Varilhes, si je voulais me charger de quelques «commissions» : aller prendre livraison, au bureau de tabac de cette ville, des plaques de vélo, obligatoires à l'époque ; ou aller acheter du pain chez Baldellou, destiné aux bûcherons espagnols je pense. Puis je fus chargée d'aller porter du ravitaillement que j'allais cacher dans un four en ruines, sur la route de Loubens, après Rieux-de-Pelleport ; après avoir déposé mes paquets, je me retirais un peu à l'écart ; quand je voyais que quelqu'un venait en prendre possession, je rentrais chez moi. Je ne savais pas encore que je ravitaillais ainsi le maquis du Portel. J'étais dans ma 17^{ème} année ; mais avec mes jupes courtes, je «faisais» gamine ; et personne ne pouvait se douter que j'aidais les guérilleros.

Début 1944, des responsables des guérilleros (notamment Montero, le commissaire politique) sont venus chez nous demander si je voulais bien devenir un de leurs agents de liaison à temps plein. «C'est d'abord à elle qu'il faut demander !» répondit mon père. J'acceptai aussitôt puisque j'étais déjà dans le coup depuis plusieurs mois. Mon père émit quelques réticences, car j'étais vraiment jeune ; il s'inquiétait de voir une jeune fille parcourir de jour ou de nuit toute seule la campagne, où rôdaient des hommes.

Montero lui expliqua que, pour tous ces hommes, je serais comme une sœur et que les guérilleros étaient prévenus qu'au cas où ils manqueraient de respect à une femme, surtout agent de liaison, c'était le peloton d'exécution. Et je ne fus jamais inquiétée! Par contre on ne cacha pas, ni à mes parents ni à moi-même, le réel danger que constituaient pour moi les Allemands et les miliciens.

Je fus donc recrutée en même temps que Séraphine Velez, de Pamiers, beaucoup plus âgée que moi, et nous accomplîmes souvent des missions ensemble. J'étais donc agent de liaison entre les trois bataillons de guérilleros : le premier, commandé par Fernando Villajos (commandant "Tostado"), autour de Calzan et du Merviel ; le deuxième, commandé par Alfonso Gutierrez à Montferrier ; le troisième, sous les ordres de "Soto" à la Crouzette. Comme les guérilleros opéraient souvent avec les F.T.P.F., je portais également des messages à ces derniers. Ah ! Je le connaissais bien mon secteur : col de Py, col du Portel, Vira et les villages aux alentours, le plateau de Cénant, les haltes SNCF de Verniolle et St-Jean-de-Verges. Je me déplaçais le plus souvent en vélo, puis à pied quand il fallait prendre des sentiers dans les bois.

MISSIONS DANGEREUSES

Avec Séraphine, ou même seule plusieurs fois, nous sommes allées à Toulouse en vélo et retour dans la même journée, car nous faisions aussi la liaison avec «l'agrupacion» des guérilleros toulousains. Je partais (ou nous partions) très tôt le matin, avant le premier train de 6 heures, pour le prendre en cas de panne de vélo, à la première gare venue. De même le soir : j'essayais de quitter Toulouse avant le dernier train, pour la même raison. Un de nos lieux de rendez-vous, à la ville, c'était entre l'hôpital de La Grave et l'Hôtel-Dieu, au bar-restaurant de la Marine ; derrière un grand portail (il y est encore), se trouvait la cour où nous laissons notre vélo.

En cas de nécessité, nous voyagions aussi en train ; une fois avec Séraphine, nous devions aller livrer à Toulouse des cartons pleins de souliers «piqués» à la caserne de gendarmerie de Pamiers ; ces chaussures étaient destinées à des guérilleros toulousains qui en avaient bien besoin. Nous avons fait le voyage dans un wagon plein d'Allemands ! Un jeune soldat nous a demandé, avant de s'asseoir sur un des cartons: «Ça tient ? Ça ne risque rien ? - Vous pouvez !» fut notre réponse. Et, assis sur des souliers destinés à la Résistance, il s'est mis à jouer de l'harmonica... Nous avons gardé notre sang-froid, mais nous avons dû changer de couleur ! On a même un peu sympathisé avec le jeune soldat, à tel point qu'il m'a demandé, à la descente du train : «Mademoiselle, on peut se revoir ?» Nous avons bien ri, et... remis les cartons au destinataire, un cordonnier près de la gare Matabiau.

Je suis même allée, en train, plusieurs fois, à Ria, dans les Pyrénées-Orientales, entre Perpignan et Prades, pour une liaison avec les guérilleros d'un maquis.

Les messages que je transportais, je les dissimulais de mon mieux, à des endroits divers : parfois dans le guidon du vélo, recouvert par la poignée, ou dans l'axe qui supporte la selle (ma mère m'avait confectionné une petite housse en tissu que j'introduisais, avec le message, jusqu'au fond du tube). Mon corsage, ou mes cheveux, grâce à une coiffure haute, étaient aussi des cachettes. Une fois, au début de l'été 1944, j'avais reçu mission d'aller voir ce qui se passait chez les guérilleros à la Crouzette ; après avoir grimpé au col du Portel, je me reposais derrière un buisson, avant de redescendre vers

Cadarcet. J'ai vu arriver Marinette Martinez (que nous appelions Katia), qui habitait au moulin de Castelnau-Durban, et était agent de liaison du maquis de la Crouzette. Elle m'a expliqué qu'elle avait été arrêtée sur la Nationale, par la Gestapo ; elle avait été obligée de se déshabiller car ils se doutaient qu'elle portait un message sur elle. Heureusement, son père, cette fois-là, avait caché le précieux papier dans un pain (dont il avait retiré la mie) qu'elle portait dans un sac simplement accroché au guidon. Et ils ne se sont doutés de rien ! Elle m'a sauvée la vie, car j'allais être moi-même contrôlée, de la même façon sans doute. Alors, nous avons échangé nos messages, et chacune est repartie dans son secteur, en prenant de petites routes et des sentiers que nous connaissions bien.

Une de mes missions était de prendre en charge, à la halte de Saint-Jean-de-Verges, des jeunes de Toulouse qui voulaient rejoindre le maquis du col de Py ou d'ailleurs. Je les attendais à la descente du train, une allumette à la bouche, et une revue appelée «Signal» enroulée dans ma main. Le jeune devait me demander : «Quelle heure est-il, s'il vous plaît ?». Ma réponse était : «Suivez-moi à distance». Nous cheminions ainsi jusque dans les bois de Loubières ou de Vernajoul, où des maquisards attendaient notre arrivée. Ma mission était alors terminée et je rentrais chez moi.

Cette prise en charge fut particulièrement dangereuse dans la période qui suivit l'attaque de la ferme du Portel par les Allemands ; quatre femmes furent déportées ; le maquis craignait que les nazis aient découvert la filière de la halte de Saint-Jean-de-Verges ; dans ces conditions, une jeune fille comme moi pouvait mieux passer inaperçue qu'un homme.

Mais deux guérilleros, Crescencio Muñoz et Félix Caudevila, étaient cachés dans des buissons, près de la halte. Leur rôle, au cas où j'aurais été surprise par des Allemands ou des miliciens, était de lancer des grenades pour les tuer, et moi avec pour que je ne sois pas torturée et que je ne puisse pas parler. Mais cette consigne de tuer une innocente en même temps que des ennemis, leur crevait le cœur. Un jour, ils m'ont demandé : «Tu es capable de garder un secret ? – Evidemment». Ils m'ont alors expliqué quelle était leur consigne ; ils ont ajouté : «Maintenant, si tu veux arrêter ce travail dangereux, tu le peux ; nous trouverons quelqu'un d'autre à ta place». Je leur ai aussitôt répondu : «Je continue - Alors, on va te donner une chance ; convenons ceci : avant de lancer les grenades, nous tirerons un coup de revolver ; profitant de l'affolement, tu devras plonger au sol, ramper sous les wagons, te jeter à l'Ariège et te laisser dériver dans le courant !». Mais tout s'est bien passé et je n'ai jamais entendu ce coup de revolver que je craignais tant...

Entre mon futur mari et moi, est née ainsi une complicité de résistants, puis une solide amitié ; plus tard, nous nous sommes mariés (nous nous sommes



Crescencio MUÑOZ à Dalou pendant l'hiver 1943-1944 et sa nièce, Yvette YEPES.

fiancés à la libération de l'Ariège et mariés en 1947). Mais, très longtemps, nous avons gardé ce secret pour nous deux.

En fait, j'avais fait la connaissance de ma future belle-famille en 1943 ; alors que je venais de coudre chez Mme Laurent à Varilhes (c'était mon premier métier) j'ai rencontré ma future belle-mère qui pleurait ; elle m'a expliqué qu'elle cherchait Jean Bénazet, pour qu'il apporte en voiture, à la maternité de Pamiers, sa fille qui allait accoucher. Je l'ai accompagnée au garage de Jean qui a aussitôt accepté de faire ce transport. «Mais je ne peux pas vous payer ! a précisé Luciana Muñoz - Alors vous ne me payerez pas», a répondu Jean. Notre amitié avec ce grand résistant date de ce jour-là ; quand on se rencontrait, plus tard, il m'appelait : «Ma petite fille !».

LES DEUX FUSILS-MITRAILLEURS

Une des missions les plus mouvementées fut celle du transport, de Toulouse à Verniolle, de deux fusils-mitrailleurs démontés et de leurs munitions, chacun dans une valise en carton. Il avait plu ce jour-là, le carton était mouillé et les valises baillaient, révélant le contenu. «Pourvu qu'elles ne craquent pas», pensions-nous avec Séraphine. Nous les avons donc portées sous le bras pour monter dans le wagon. Il était convenu qu'un homme, que nous ne connaissions pas, nous accompagnerait dans le train, sans entrer en contact avec nous.

Nous sommes descendus tous les trois à la halte de Verniolle ; des maquisards devaient nous y attendre pour prendre possession des précieuses armes ; mais personne n'était au rendez-vous. Ne pouvant pas rester là, nous avons pris un petit chemin direction Joucla. Nous avons camouflé nos valises dans des buissons et avons décidé de rejoindre, Séraphine et moi, notre domicile. Suivie par mon complice, toujours aussi silencieux, en évitant, par de petits chemins, la voie ferrée (souvent gardée par des civils) et la route nationale, j'ai ainsi atteint l'entrée de Varilhes. L'heure du couvre-feu était déjà passée et il pleuvait. J'ai demandé à mon compagnon s'il avait ses papiers sur lui, car nous risquions un contrôle ; moi, j'avais les miens bien en règle. Il m'a répondu : «Les papiers que j'ai, il vaut mieux que je n'ai pas à les montrer !». J'en ai conclu qu'il était armé.

Quand nous sommes arrivés au niveau de l'actuelle «Cité Fleurie», nous avons aperçu quatre phares : c'était la patrouille allemande en vélo, qui se trouvait sur le pont du ruisseau de Dalou. Nous sommes restés cachés en contre-bas de la route et nous l'avons traversée quand les phares eurent disparu. Je me suis même déchaussée pour faire moins de bruit sur le goudron ! Enfin, nous avons franchi la voie ferrée et avons rejoint l'entrée de Dalou à travers champs. «Mais où tu m'emmènes ?» s'inquiétait l'homme. Nous avons contourné le village par la droite, pour déboucher sur le chemin de Villeneuve-du-Bosc.

Cet homme a été pris en charge plus tard par le maquis et je n'ai jamais plus entendu parler de lui. Je pense qu'il était chargé d'une mission importante, dont je n'avais pas à connaître la nature.

J'ai eu l'explication du rendez-vous manqué à la halte de Verniolle : les guérilleros à qui nous devions remettre les valises avaient eu leur véhicule bloqué, sur la route de Villeneuve justement, par un éboulement. Mon père, avec pelles et pioches, les aida à se faire un passage. Ce n'est que le lendemain que Crescencio et un autre guérillero,

(appelé «le Péqué», de son vrai nom Sébastien Martin) m'ont demandé de les accompagner, en pleine nuit, pour aller récupérer les deux fusils-mitrailleurs. Mais la cachette était vide ! En fait, Séraphine et son mari avaient caché les armes chez des amis sûrs, à Joucla, où nous pûmes les récupérer. Je dormis chez ces personnes de Joucla, les deux guérilleros s'en retournant vers leur maquis en pleine nuit. Mais, en traversant Verniolle, une regrettable méprise se produisit : il y eut un échange de coups de feu avec un autre groupe de maquisards qui était en opération dans ce village. «Le Péqué» fut blessé et, plus tard, on dut l'amputer d'une jambe. Crescencio, de son côté, put rejoindre, avec le chargement des deux vélos, son cantonnement du col de Py, complètement épuisé par cette folle nuit...

AUTRES SOUVENIRS

Quelques faits précis me reviennent en mémoire : un jour, fin 1943 ou début 1944, la Milice (tenue bleu-marine et béret) est venue au domicile de mes futurs beaux-parents, à Dalou, route de Gudas. Ils voulaient savoir où se trouvaient le mari de ma belle-sœur, Hermenegildo Yepes Alonso, et son frère, Crescencio Muñoz. Ils la battirent pour la faire parler ; ils la menacèrent même de prendre le bébé âgé de quelques mois. Démétria, courageusement, leur tint tête et affirma seulement que son mari était toujours bûcheron dans le secteur du col de Py (ce qui était vrai, mais il était en règle avec les autorités). Ce qu'elle ne dit pas, (mais elle l'ignorait sûrement), c'est que Hermenegildo servait à l'occasion de contact entre Montero et moi-même ; il m'apportait les messages que je devais ensuite transmettre en tant qu'agent de liaison. Il restait donc à la disposition de la Résistance tout en travaillant. Pour son frère, elle assura qu'elle ignorait où il se trouvait ; en fait, ayant terminé son contrat avec la compagnie des travailleurs étrangers de Saint-Jean-de-Verges, Crescencio savait qu'il pouvait être appelé à partir travailler en Allemagne ; il avait donc rejoint le maquis.

Voici un autre épisode que mon mari m'a raconté après la Libération. Ça s'est passé près du col de Py, à la ferme où travaillait la famille Martinez, aidée par l'ouvrier agricole Pascual (de son vrai nom José-Marie Gutierrez). Deux gendarmes de Varilhes, en vélo, se présentèrent à la ferme pour un contrôle. Les bûcherons du secteur s'activaient autour d'un feu de bois pour le repas, à proximité de la ferme ; à la vue des képis, ils préférèrent disparaître dans la forêt. Mon futur mari et Sébastien Martin, présents eux aussi, mais cachés, constatèrent que les gendarmes emmenaient Pascual, dont les papiers étaient pourtant en règle ; ils voulaient sans doute prouver à leurs chefs que leur «mission» de contrôle avait été remplie.

Les deux maquisards décidèrent d'intervenir ; ils allèrent se poster en bordure de la route et quand les deux gendarmes, encadrant le prisonnier, arrivèrent à leur hauteur, ils bondirent dans leur direction. Sous la menace de leurs armes, ils réussirent à désarmer «les hommes de loi» ; ils exigèrent ensuite que Pascual soit relâché, car, dirent-ils : «Lui n'est pas un maquisard». Ils étaient décidés à laisser repartir les gendarmes, mais en conservant leurs armes de service. Ceux-ci les implorèrent en ces termes : «Si nous revenons à la brigade sans nos armes, c'est comme si vous nous condamnerez à de très sévères sanctions, et peut-être à la déportation». Les deux maquisards acceptèrent finalement de les leur restituer, après leur promesse que cette affaire n'aurait pas de suite. Crescencio précisa : «Vous me connaissez, ma famille et moi. Mais je suis le seul à avoir rejoint le maquis, ma famille ne peut en être tenue responsable. Si les miens sont

inquiétés, prenez garde, c'est vous-mêmes et vos familles qui en paieraient les conséquences».

C'est ainsi que les deux gendarmes purent rejoindre leur brigade avec leurs armes. Effectivement, cette affaire n'eut aucune suite fâcheuse et Pascual lui-même n'eut pas d'autres ennuis. Ceci se passa quelque temps avant un autre événement : les gendarmes de Varilhes (d'autres, je pense) tirèrent sur un guérillero, et le tuèrent, près d'un transformateur, à côté du croisement de la route de Loubens avec celle de la Lèze.

Le jour de la libération de Pamiers, j'étais en ville et j'ai assisté au départ d'un important convoi d'Allemands ; à pied ou en vélo, ce convoi arrivait à Pamiers par la route de Bézac-Escosse, et tournait à gauche, au quartier de Lestang, vers Toulouse. Je me disais que c'était leur «retirada» à eux !

APRÈS LA LIBÉRATION

Je suis partie le même jour pour Foix, rendre compte de ce qui se passait à Pamiers. A la descente de Curbaye (entrée de Varilhes) je constatai que des platanes avaient été abattus, barrant la route aux véhicules. J'avais pris soin de cacher dans ma poche le brassard de FFI, que j'avais depuis quelques jours ; je craignais quelque mauvaise rencontre !

Puis vinrent les combats de la libération de l'Ariège. Crescencio et Hermenegildo, avec leurs camarades, furent de toutes les batailles : à Foix, à Prayols, à Castelnaudurban.



*Crescencio MUÑOZ
en 1945.*

Ma fonction d'agent de liaison consistait maintenant à établir, et tenir à jour, les listes de blessés, français ou espagnols, dans les hôpitaux de Foix, Pamiers et Lavelanet. Je me souviens que Madrilès, blessé à Prayols, n'accepta pas, à l'hôpital de Foix, que j'inscrive son vrai nom...

L'Ariège étant définitivement libérée, je fus rattachée à l'état-major des guérilleros (installé en août au lycée de Foix, puis à Montgauzy). J'étais chargée de l'inspection des hôpitaux où se trouvaient des guérilleros blessés ; je leur rendais visite pour noter leurs demandes. Et toujours en vélo ! Pourtant j'aurais pu disposer, si j'avais voulu, d'une voiture et d'un chauffeur !

Plus tard, sous les ordres de Maquinay Julio, commandant du bataillon de sécurité n°11 de Saint-Jean-de-Verges, je fus secrétaire-dactylo ; ce qui ne m'empêcha pas de participer aux exercices militaires en vue de la future reconquête de l'Espagne que nous espérons tant. Mais on ne voulut pas m'intégrer dans les unités combattantes qui partirent, par la vallée de Vicdessos, jusqu'en Andorre ; simplement je les accompagnai jusqu'à Auzat.

Crescencio était parmi ces combattants qui aspiraient de toutes leurs forces à chasser Franco

d'Espagne. Arrivé en Andorre, il fut blessé au pied par une chute de rochers ; ce qui lui interdit de continuer vers l'Espagne avec ses camarades ; il fut ramené chez lui. Quant à Hermenegildo, il participa à l'opération du Val d'Aran.

Malheureusement, comme on sait, la «reconquista» échoua. Les guérilleros seuls ne pouvaient abattre le régime de Franco ; il leur manqua le soutien des Alliés et notamment celui des Français ; pourtant, mes camarades espagnols avaient tout fait pour chasser les nazis de France.

Mon futur mari fut incorporé au bataillon de sécurité de Saint-Jean-de-Verges, avec le grade de lieutenant. Il fut démobilisé le 31 mars 1945. Malade, atteint d'une pleurésie, il ne put travailler pendant plus d'un an. Entre-temps il fut appelé comme gardien d'un camp de prisonniers allemands à Légrillou, au-dessus de Foix ; cette nouvelle fonction ne lui plaisait pas : la guerre était finie et ces prisonniers lui rappelaient sa propre détention dans les camps de réfugiés espagnols, subie en France après «la retirada».



Crescencio et Hermine en été 1944.

Nous nous sommes mariés le 25 octobre 1947 à Crampagna ; nous habitâmes aux Vergès jusqu'au printemps 1948, puis à Verniolle.

LE DRAME

Crescencio fut employé dans une menuiserie à Vernajoul, puis il fabriqua des piquets de vigne ; après un stage de formation, il devint maçon et s'installa enfin à son propre compte : il construisit des maisons, creusa des puits. C'est alors que se produisit le terrible drame : le 17 octobre 1967, il mourut au fond d'un puits profond de plus de vingt mètres, à la Tourane, (commune de Varilhes) frappé à la tête par un fragment de béton.

Il avait échappé à mille dangers : blessé à la guerre d'Espagne à laquelle il avait, tout jeune, participé, (il garda toute sa vie un morceau de métal dans le bras) il côtoya et il défia la mort, pendant toutes les années de la Résistance, sur le sol français. Il la rencontra, dans son travail, sous terre...

Marcel Vidal, ancien pompier à Varilhes, se souvient :

Nous avons été appelés pour un accident survenu au fond d'un puits chez Maître Tourré.

Grâce à un treuil et un câble d'acier que nous utilisons pour la première fois, Jean-Pierre Cancel et moi-même sommes descendus au fond du puits profond d'une vingtaine de mètres. Nous avons trouvé le corps du puisatier, Crescencio Muñoz, frappé à la tête par des fragments d'une buse en ciment ; il était immergé dans l'eau boueuse qui nous arrivait à la ceinture.

Nous l'avons remonté à la surface ; le Docteur Roger a constaté qu'il ne pouvait pas être ranimé.

Tout le monde pleurait, c'était terrible.

Hermine : A quarante et un ans, j'étais veuve, avec deux garçons de dix-huit et seize ans. Avec Crescencio nous avons vécu une longue route commune, commencée dans les combats du maquis, continuée dans l'exaltation et la joie de la Libération, et puis dans le calme bonheur d'une existence travailleuse...

Hermenegildo connut lui aussi un sort tragique : il mourut dans un accident de moto en 1956, en allant à son travail à l'usine de Pamiers ; il n'avait que quarante deux ans. Presque toute sa vie fut un combat, puisqu'il avait déjà combattu en Espagne, dans les rangs de l'armée républicaine.

Aujourd'hui, je participe à toutes les manifestations du souvenir avec mes camarades espagnols et français de la Résistance ; je suis devenue sans doute le seul porte-drapeau féminin...



Hermine MUÑOZ porte-drapeau féminin, à Prayols en avril 2001.

WILFREDO GUILLÉN : DE MADRID À PARIS, **le combat antifasciste de mon père.**

Dans son livre "En la Resistencia francesa", Sixto Agudo "Blanco" cite un épisode qui s'est déroulé sur la commune de Varilhes, à la Caramille : les gendarmes de Pailhès ont capturé un Espagnol, Severiano Guillén.

Crescencio Muñoz, dans une attestation manuscrite, ci-dessous, datant de 1958, signale également l'arrestation du même guérillero.

Je soussigné Muñoz Crescencio, ex lieutenant, chef de la 4^{ème} section de l'état-major de la 3^{ème} brigade de guérilleros espagnols.

Déclare sur l'honneur que le nommé Guillén Severiano, ex-agent de liaison dans l'E. M. de la 3^{ème} brigade et directement sous mes ordres, fut arrêté en acte de service commandé le 27 mars 1944, conduit au camp du Vernet d'Ariège et déporté à l'île d'Aurigny.

En foi de quoi je signe la présente déclaration à Verniolle le 11 juillet 1958.

WILFREDO GUILLÉN

Mon père est né en 1898 à Corduente, province de Guadalajara. Dès juillet 1936, bien qu'il ait déjà trois enfants, il fut volontaire pour combattre le fascisme espagnol sur le front de sa province. Il fut blessé à la jambe dans les combats de Sigüenza en novembre 1936, ce qui ne l'empêcha pas de participer à la déroute des Italiens alliés de Franco, lancés à l'attaque de Madrid. Puis il fut transféré sur le front de Huesca, avec le titre de sergent de division à l'état-major de la brigade. Au début de 1938, les fascistes réussirent à encercler la 43^{ème} division dans la poche de Bielsa ; malgré une résistance acharnée, les Républicains durent se replier vers la France, après l'évacuation de la population civile ; ma mère et ses trois enfants, nous fûmes installés dans un camp à Morcenx (Landes). Mon père, avec toute la division, revint en Espagne par le Perthus ; et il participa à la bataille de l'Ebre. Après la défaite républicaine, il dut encore repasser la frontière en février 1939. Il connut alors les camps d'internement d'Argelès, du Barcarès et de Bram pendant un an.

Quant à ma famille, fin 1939, nous fûmes refoulés vers l'Espagne, ainsi que tous les autres civils du camp de Morcenx, par les autorités françaises. Nous fûmes donc encore séparés de mon père, qui travailla sur divers chantiers des Hautes-Pyrénées pendant les années 1940, 41 et 42. Fin 1942, il fut embauché comme bûcheron chez Jourda et Barmat, de Varilhes.

C'était une bonne couverture pour ses activités de résistance ; car mon père s'engagea dans la lutte contre les nazis dès 1942, comme l'atteste Victorio Vicuna Ferrero, ancien chef de la 3^{ème} brigade de guérilleros de l'Ariège :

"Severiano Guillén a fait partie de la 3^{ème} brigade, détachement du "col de Py", depuis le mois de mai 1942 ; il fut affecté au groupe de sabotages opérant dans le secteur de Pamiers-Foix. A ce titre il a participé au sabotage de pylônes électriques et de la ligne du chemin de fer entre Perles et Luzenac, en novembre 1942. A cause de ses activités résistantes, il fut arrêté le 23 avril 1943 par la 8^{ème} brigade mobile".

Mon père fut interné au Vernet. Le voilà de nouveau dans un camp ! Avec d'autres camarades, il fut désigné pour aller travailler à Bordeaux dans l'organisation para-militaire allemande TODT, pour la construction du "mur de l'Atlantique". Travailler pour les nazis, ça ne pouvait pas lui plaire ! En septembre il s'évada ; il regagna l'Ariège et rejoignit naturellement le maquis espagnol de la 3^{ème} brigade, commandé par Mateo ; il en devint agent de liaison. Comme il fallait bien gagner sa vie, il fut incorporé à un groupe de charbonniers (parmi lesquels David Herraiz de Rieux-de-Pelleport), qui travaillait dans les bois de la Caramille, sur Varilhes. La même attestation de Vicuna Ferrero précise que mon père participa, en novembre 1943, à un sabotage de l'usine de Pamiers.

En mars 1944, le 27 exactement, mon père remontait vers la Caramille à cheval (celui-ci était très utile pour assurer le ravitaillement du groupe de charbonniers). Il avait rendez-vous avec le commandant Robert ; mais le secteur avait été encerclé par les gendarmes de Pailhès. Mon père a alors proposé à Robert de s'enfuir à cheval, car il ne voulait pas que le chef de la brigade soit capturé. "Moi, je verrai bien !" a-t-il dit. Robert a pu s'échapper avec sa monture ; mais mon père a été arrêté par les gendarmes, amené à Pailhès, puis à la prison de Foix, avant d'être transféré... au camp du Vernet pour la deuxième fois en moins d'un an.



Bûcherons espagnols à Rieux en 1942.

De gauche à droite :

Au premier plan : David HERRAÍZ, Severiano GUILLÉN, Mariano CORDOBA.

Au deuxième plan :

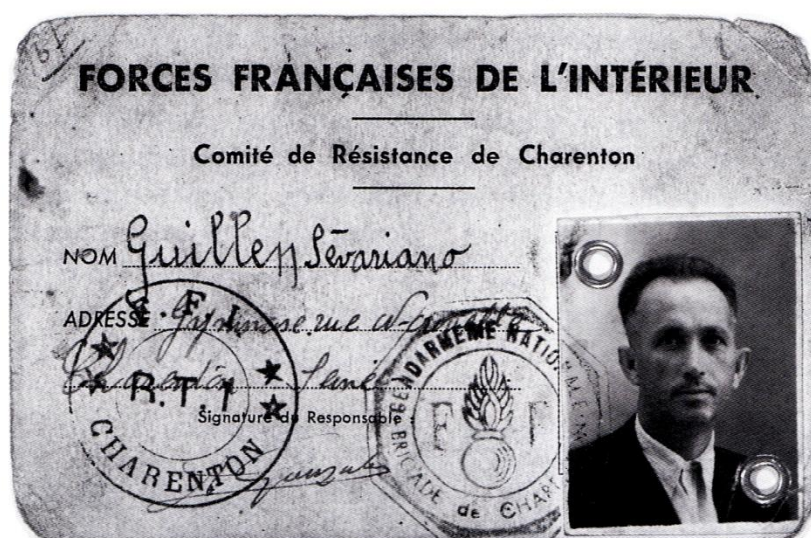
Debout : "Gafas" (avec lunettes) et le "Basque".

Assis : Jésus HERNANDEZ et "Cemento"

Mais cette fois, il fut déporté fin mai au camp d'Aurigny, une petite île au large de la pointe du Cotentin normand. Le hasard voulut qu'il se trouva dans la zone de débarquement des Alliés en juin 1944. Aussi, dès le mois de juillet, les prisonniers furent transférés par bateau à St-Malo puis embarqués sur des camions, direction l'Allemagne. Le 18 août, les camions allemands firent une halte à Charenton, dans la région parisienne ; il en profita pour sauter du camion et fausser compagnie à ses gardiens. Paris est en effervescence ; la libération de la capitale se prépare ; mon père rejoint les FFI de Charenton et a le bonheur de participer à la libération de la capitale les armes à la main (c'est ce qu'atteste ci-dessous le sergent Robert Comte).

Je soussigné sergent Comte Robert, chef des deux groupes de corps-francs international affirme que Guillén Severiano a participé d'une façon effective à la lutte des FFI pour la libération de Paris et de sa banlieue.

Fait à Charenton le 6 septembre 1944.



Ayant combattu le fascisme de Madrid à Paris, mon père a été démobilisé en octobre 1944, et a rejoint son pays d'adoption, l'Ariège... Le 2 novembre, il reprenait son travail chez Jourda et Barmat à Varilhes...

Quant à ma famille, dont j'étais l'aîné, nous connûmes en Espagne une misère noire. Nous n'avons pas voulu rejoindre notre village natal, où les risques étaient énormes ; mon père y avait été condamné à mort.

Après diverses péripéties (j'ai exercé beaucoup de petits métiers pour survivre), j'ai eu des contacts avec la Résistance intérieure espagnole dès 1943. Ayant trouvé un emploi de comptable à Madrid, j'étais chargé de taper des lettres, des consignes pour la Résistance.

C'est en 1947 qu'avec ma famille nous sommes repassés clandestinement en France ; et nous avons retrouvé notre père !

La vie pour nous tous fut désormais plus facile ; mais notre lutte politique, animée par le parti communiste espagnol, contre l'opresseur de notre peuple, continua : je retournai plusieurs fois en Espagne, toujours clandestinement, pour y apporter journaux, films et autre matériel pour nos camarades restés sur notre terre.

Précisions de Jean Herraïz, de Rieux-de-Pelleport :

Mon père, David Herraïz, fut arrêté en même temps que Severiano Guillén et ses camarades présents sur la photo.

Ils furent transférés à la prison de Foix pour y être interrogés, puis au camp du Vernet.

Emmenés en train à Bordeaux avant d'être envoyés dans un camp de concentration, mon père, aujourd'hui décédé, et Jésus Hernandez, résidant actuellement à Varilhes, réussirent à s'échapper et rejoignirent l'Ariège à pied...

KARL SCHNEPPER : l'homme aux multiples évasions.

Je suis né en 1921, à Lindlar, près de Cologne, en Allemagne ; j'étais donc de nationalité allemande. Mes parents possédaient une entreprise de maçonnerie. J'avais trois frères et trois sœurs.

LA WEHRMACHT ? PAS QUESTION...

Déjà, à l'âge de quatorze ans, j'ai dû faire un stage dit «d'instruction politique» dans une organisation des jeunesses hitlériennes ; je n'ai pas du tout apprécié la discipline du camp, imposée par le régime nazi. En 1940, j'ai été affecté dans un camp de jeunesse où l'on effectuait des travaux d'assainissement (asséchage de marais) ; donc des travaux utiles. En février 1941, j'ai été incorporé dans l'armée, dans une unité de l'aviation exactement ; mais il fallait que je rejoigne ma compagnie en Pologne (puisque ce pays avait été envahi par la Wehrmacht en octobre 1939). Après quinze jours de caserne et d'exercices militaires très durs dans la neige et le froid, et sachant que l'Allemagne allait bientôt attaquer l'URSS, je me suis fait porter malade ; mais ma simulation n'a pas convaincu le médecin, et me voilà de nouveau dans la compagnie. Alors j'ai prétexté une crise d'appendicite ; et on m'a opéré ! Ce qui m'a valu six semaines d'hôpital ; autant de gagné. Mais j'ai reçu l'ordre de rejoindre de nouveau la compagnie ; je n'en avais nulle envie. J'ai pris un train et j'ai regagné mon domicile près de Cologne. J'étais désormais un déserteur de l'armée allemande.



*Dans une unité de l'aviation de la Wehrmacht en Pologne en 1941.
Karl SCHNEPPER, le premier à partir de la droite.*

Revêtu de vêtements civils, j'ai décidé de gagner la Suisse. Malheureusement, j'ai été arrêté à la frontière par la police avant de pouvoir pénétrer dans ce pays. Ne voulant surtout pas dévoiler mon identité, j'ai simulé une perte de mémoire. Au terme de quinze jours de prison, ils ont réussi à m'identifier. Deux sous-officiers sont venus me chercher pour me ramener en Pologne. J'ai d'abord écopé de deux mois de prison militai-

re, en attendant le conseil de guerre pour désertion. Mon avocat a eu l'heureuse idée de demander un examen de santé mentale ; et on m'a enfermé dans une maison de fous ! (qui d'ailleurs, faisait partie d'un hôpital où j'ai vu arriver les premiers trains de blessés allemands du front de l'Est. Il fallait voir ça ! Affreux ! Car Hitler, entre temps, avait attaqué l'URSS).

Je suis resté dans cet asile environ deux mois, jusqu'au jour où deux sous-officiers m'ont pris en charge pour me faire réintégrer ma compagnie qui, fort heureusement, avait été transférée en France, à Brest. Ils ne m'ont pas caché qu'en cas de tentative d'évasion, ils tireraient ; je ne portais pas de menottes, le règlement allemand ne le prévoyant pas pour les soldats. Nous voici donc tous les trois dans un train à destination de la France ; pendant le trajet en territoire allemand, j'ai dormi, tranquillement ; mais, dès le passage de la frontière, j'ai ouvert l'œil ; et à Creil près de Paris, le train venant de démarrer, j'ai sauté sur la voie. C'était ma deuxième évasion, pas la dernière... J'ai su plus tard (par un de mes frères enrôlé dans la Wehrmacht) que les deux sous-officiers, en guise de sanction, avaient été dégradés et envoyés sur le front de l'Est. Et mon frère a pu prévenir ma famille que j'étais désormais en France.

PREMIERS ENNUIS AVEC LES AUTORITÉS FRANÇAISES

Mon but, désormais, était de quitter la zone occupée, pour gagner la zone sud, dite «libre» ; pas facile, surtout que je ne parlais pas un mot de français. Je pris la précaution d'échanger ma tenue militaire contre des vêtements civils, trouvés dans une maison bombardée ; je ne gardai que mes bottes. J'ai rejoint Paris ; mais il m'a fallu huit jours pour trouver la gare qui m'amènerait vers le midi ; j'ai pris un train de marchandises qui m'a permis d'atteindre Vierzon, sur la ligne de démarcation. Dans cette gare, un cheminot m'a surpris la nuit, juché sur un tampon entre deux wagons ; il a voulu se saisir de moi ; je m'en suis débarrassé d'un coup de poing ; j'étais costaud à l'époque : 95 kg ! Dès le lendemain je me suis introduit dans un autre train de marchandises, dont j'avais repéré la destination pour Marseille. Dans des cartons, j'avais découvert des biscuits de ration militaire, qui ont suffi à calmer ma faim. Mais quelle chaleur en ce mois d'août 1941 ! Je suis carrément descendu sur le quai, à un arrêt du train, pour aller boire...

Après diverses péripéties, je suis enfin arrivé à la gare de triage de Miramas, en compagnie d'un autre clandestin, français, avec lequel j'avais pu communiquer à l'aide d'un petit dictionnaire franco-allemand. Le soir venu, nous sommes allés en maraude dans les jardins : il fallait bien manger ! Nous avons dormi dans un hangar ; au matin, nous avons reconnu le jardin où nous nous étions ravitaillés la veille à bon compte : c'était celui de la gendarmerie !

Enfin, j'ai débarqué à Marseille... où j'ai été contrôlé par des légionnaires ; ils m'ont amené au camp militaire de Sainte-Marthe, (j'ai compris que leur but était de me faire engager dans la Légion Etrangère). Décidément, partout où je passais, on voulait m'enfermer ! Bien sûr, j'ai inventé n'importe quoi pour ne pas décliner ma véritable identité.

A Ste-Marthe, j'ai fait la connaissance d'un autre déserteur de l'armée allemande ; nous avons convenu de nous évader ensemble. Nous avons rôdé pendant un mois environ sur la côte, au gré des trains que nous prenions, espérant, pour ma part, trouver un moyen pour rejoindre l'Afrique. On se nourrissait, comme on pouvait, «sur le pays». Mais mon camarade fut arrêté à la gare de Nîmes. Me voici de nouveau seul et un train

me ramena vers la Côte d'Azur. A Nice, je fus arrêté à mon tour par des gendarmes ; pour défaut de papiers, je fus condamné à un mois de prison. Personne ne m'a cru, quand j'ai déclaré que j'étais citoyen suisse (puisque dans certains cantons suisses on parle aussi l'allemand).

D'UN CAMP À L'AUTRE

Pourquoi m'a-t-on ensuite transféré au camp de Rivesaltes, dans les P. O., je n'en sais rien ; c'était en été 1941. Je devais y rester trois ou quatre mois. Dans ce camp étaient aussi enfermés beaucoup d'Espagnols ; et j'ai eu le temps de parler assez bien leur langue (ce qui me servira plus tard). Je fis la connaissance d'un jeune juif polonais ; nous décidâmes de quitter ce camp (4^{ème} évasion) pour rejoindre la Suisse (c'était mon idée fixe !). Ce que nous fîmes en février 1942 ; en train, chaussés d'espadrilles que nous fabriquions à Rivesaltes, nous arrivons à Grenoble ; mais ici c'est encore l'hiver ! Quelle neige ! Avec nos espadrilles, nous décidons quand même de parvenir à la frontière suisse, à pied. Nous nous ravitaillons dans les fermes qui veulent bien nous accueillir. Dans une de ces fermes, nous rencontrons un Alsacien qui parle allemand ; il nous dissuade d'aller en Suisse : "La frontière est bien gardée ; même si vous réussissez, la Suisse vous refoulera – Allez plutôt voir les gendarmes, en leur expliquant, qu'étant réfugiés, vous cherchez du travail".

Nous acceptons cette solution. Effectivement, nous sommes dirigés par la Préfecture dans le 517^{ème} groupe de travailleurs étrangers d'Annecy, peuplé surtout d'Espagnols. Nous coupons du bois dans les forêts.

Mais j'avais fait la connaissance d'un réfugié autrichien, dont le père travaillait à Bâle en Suisse ; cela me ramena à mon idée première ! Avec mon camarade autrichien, nous quittâmes le camp d'Annecy, direction la frontière suisse, confiants. Bien sûr les douaniers nous arrêtaient, et nous voilà de nouveau en prison ! (mais une prison confortable, avec douches, cigarettes et chocolat...). Deux jours après, malgré mon insistance lors de l'interrogatoire, nous fûmes remis aux autorités françaises. Celles-ci m'affectèrent, après un passage dans un groupe disciplinaire et un retour au groupe d'Annecy, au camp du Vernet d'Ariège ; sans doute ne savait-on pas trop que faire de moi, car mon dossier établi par la Préfecture de la Haute-Savoie portait la mention "sujet douteux mais pas dangereux". Nous étions en décembre 1942.

AU VERNET D'ARIÈGE

Je devais rester un peu plus d'un an au camp du Vernet. Je fus enregistré sous mon vrai nom, que j'avais dévoilé aux autorités suisses, avant d'être refoulé de ce pays. Pendant quatre mois, j'y ai «crevé de faim», comme les autres détenus ; j'ai perdu 25 kg. Puis j'eus la chance de faire la connaissance du responsable au ravitaillement, un Lorrain ; il m'a pris pour l'aider dans ce service ; j'avais souvent l'occasion de «piquer» quelque supplément. Nous étions logés dans un quartier à part, avec huit autres internés de diverses nationalités. Je lisais beaucoup, il y avait une bibliothèque au camp. J'utilisais un dictionnaire français et je fis des progrès pour parler et écrire cette langue.

Une anecdote montre bien la dureté de la vie au camp : le dimanche, la plupart d'entre nous, croyants ou non, se rendaient au culte protestant... car on y distribuait un morceau de pain ; ce qui était plus substantiel que l'hostie du culte catholique...

Mais je ne me sentais pas vraiment en sécurité ; en effet, presque chaque mois, les autorités allemandes venaient recruter des volontaires pour aller travailler en Allemagne (en remplacement des soldats affectés au front). Quand le nombre des volontaires était insuffisant, les dossiers du camp étaient examinés et des hommes désignés d'office. Un jour, je fus appelé au bureau du chef de camp ; deux officiers allemands commencèrent par «gueuler».

- «Qu'est-ce que vous faites ici ? Pourquoi n'êtes-vous pas soldat en Allemagne ?
- C'est de votre faute ; vous avez expulsé les juifs allemands !»

Ma réponse était plausible, mais inattendue, car elle les a laissés sans voix ! Ils m'ont laissé tranquille, c'était l'essentiel. Mais j'ai bien compris qu'il fallait quitter les lieux, ça devenait trop dangereux pour moi. Sur les conseils de camarades espagnols (j'avais en effet retrouvé au Vernet des anciens d'Annecy), j'ai quitté le camp (6^{ème} évasion, classique celle-là : il suffisait de coucher une couverture sur les fils de fer barbelés, pour ne pas s'y accrocher). J'ai encore en ma possession (en 2001) le dossier établi à l'époque par les autorités du camp et celles de l'Ariège. J'y retrouve la date de mon évasion (nuit du 3 au 4 mars 1944) – mais aussi que Monsieur A., Inspecteur principal de police au camp, a interrogé sept surveillants et trois autres détenus – mais encore que “j'étais célibataire, catholique et maçon” – de plus, j'étais interné pour “activités douteuses” – et enfin “je prétendais être déserteur de l'armée allemande”. D'autres pièces du dossier révélaient qu'un mandat d'arrêt était lancé d'extrême urgence dans toute la région – et que finalement, en audience correctionnelle de Pamiers, j'étais condamné “à un an de prison par défaut, pour évasion”. Ouf !!!

VERS LE MAQUIS

Mes camarades espagnols m'avaient recommandé de rejoindre une compagnie de travailleurs étrangers occupés à couper du bois à Rieux de Pelleport. J'y rencontrai un Portugais, Avelin Paulino, qui me mit en garde.

“Tu n'as pas de papiers en règle, les gendarmes viennent souvent ici ; mais ma tante et son mari, Maria et Manuel Leonor, qui habitent à la ferme du Truillat, commune de Varilhes, ont besoin d'un domestique ; le leur, vient de les quitter pour s'engager dans la Milice.”

Le soir-même, nous étions au Truillat. Mes mains blanches ne firent pas bonne impression au fermier. Mais je leur demandai de me prendre à l'essai ; ce qu'ils acceptèrent. Dès le lendemain matin, je partis couper du bois, à la hache bien sûr. Quand Manuel constata à midi, la quantité d'arbres abattus, il fut convaincu que des mains blanches pouvaient avoir un gros rendement.

Mais le milicien montait souvent à la ferme, pour le ravitaillement. Il se montrait curieux, voulait savoir d'où je venais. Un jour, j'étais descendu à Varilhes, me faire couper les cheveux chez Henri Fauré. Il entra aussi dans le salon. Des soldats allemands patrouillaient dans la rue, probablement à la recherche de maquisards. Je n'étais pas tranquille. Puis il tint à m'amener dans un café où il me présenta plusieurs de ses amis, miliciens comme lui. Tous ces événements m'incitèrent à quitter la ferme de Manuel.

J'avais appris que Avelino Paulino, le père d'Avelin, fermier à Larmaing, commune de Ségura, ravitaillait le maquis. C'était pour moi l'occasion d'entrer enfin en contact

avec la Résistance. Avelin se rendit à Calzan, pour informer les guérilleros de mon intention de les rejoindre. A son retour, il m'expliqua que les Espagnols préféraient pour le moment que je reste à la ferme, n'ayant, de toute façon, pas assez d'armes pour tous. Mais je me méfiais trop des miliciens (qui avaient déjà fait arrêter Armand Paulino, du Barry à Varilhes, le frère d'Avelino). En fait, le milicien de la ferme, ayant un jour tiré un coup de pistolet sur un ressortissant espagnol qui n'avait rien à voir avec le maquis, fut arrêté par les Allemands et remis à la police française, qui l'interna à Foix. A la Libération il était encore en prison et il fut condamné à mort par le tribunal spécial.

CHEZ LES GUÉRILLEROS

Avelin Paulino m'amena enfin à Cénant, au printemps 1944. Coïncidence, j'y retrouvai un ancien interné au camp d'Annecy, qui put rassurer les guérilleros, assez méfiants envers cet étranger allemand que j'étais.

- Tu sais faire un peu de cuisine ? me demandèrent-ils.
- Mais oui (je ne savais pas plus que n'importe qui...)
- Alors tu seras notre cuisinier.

Je devins donc le préposé à la cuisson des nouilles, des haricots, des pommes de terre qu'ils pouvaient se procurer dans les fermes ou ailleurs. Parfois le repas consistait en des tranches de pain et de confiture (ils allaient chercher le pain avec un mulet).

Souvent des moutons étaient tués et débités sur place. Parfois des FTP venaient manger avec nous.

Un jour, avec mes camarades guérilleros, nous nous trouvions sur la route de Ségura à Ventenac. J'étais assis sur une borne. Arrivèrent deux gendarmes à bicyclette ; voyant une tête qu'ils ne connaissaient pas, ils me demandèrent mes papiers ; j'ai sorti mon pistolet, et mes copains, un peu en retrait dans un bois, leur mitraillette. Les gendarmes ont vite compris : "Nous sommes des amis du maquis !" Ils nous ont même invités à la gendarmerie ; le soir même, nous y étions, avec un camarade ; mais nous les avons prévenus : "Les copains sont avertis ; si demain matin nous ne sommes pas de retour, attention !" Ils nous ont reçus dans un appartement, on nous a servi à boire, on a parlé deux heures. Ils nous ont apporté des informations sur la Milice locale. Mais j'avais emporté une musette pleine de grenades, au cas où...

Peu de temps avant la Libération, nous contrôlions la grande route entre Verniolle et Les Pujols, sur le plateau de Millet. Nous avons installé une arme automatique en bordure de la route et arrêtons tous les véhicules qui passaient. Un convoi allemand se présenta. Les guérilleros ouvrirent le feu, il riposta. Le combat ne dura pas longtemps, mais il fut assez violent. Nous eûmes un ou deux blessés ; une jeune femme, qui était passagère d'un véhicule civil, fut également blessée. Mon rôle était de porter les chargeurs du F.M. et d'alimenter cette arme automatique. Nous avons fortifié notre position par des bûches de chêne ramassées sur place ; heureusement, car elles nous protégèrent efficacement des rafales tirées à partir des camions allemands.

Au bout de deux mois environ, les guérilleros m'ont emmené avec eux pour quelques opérations : récupération d'armes parachutées, sabotages. Mais ce dont je me rappelle le mieux, ce sont les expéditions contre les batteuses, l'été venu (le blé étant destiné à

la réquisition, les Espagnols gênaient ainsi le ravitaillement de l'armée allemande). Nous partions à deux, un guérillero et moi, avec une mitrailleuse et des grenades dans une musette. Quand les paysans n'acceptaient pas d'arrêter la batteuse, nous étions obligés de casser quelques pièces. Mais parfois cela menaçait de tourner mal, car les paysans étaient nombreux. Alors je me plaçais le dos contre un mur, la mitrailleuse braquée et je criai : « Que personne ne s'approche ! ». La Milice et les Allemands étaient au courant de nos agissements ; nous ne nous attardions pas trop dans les fermes ; à travers champs et bois, nous allions arrêter d'autres batteuses que nous entendions fonctionner.

Pour ma part, je n'ai jamais tiré un coup de feu. J'avais horreur des armes ; c'est encore le cas aujourd'hui. En cas de nécessité absolue, j'aurais sans doute tiré ; je suis heureux de ne pas avoir eu à le faire. Et puis, en face, c'étaient quand même des hommes de mon pays ; je crois que les guérilleros le comprenaient.

A la libération de Foix, j'étais brancardier ; le camarade qui portait la civière avec moi, à l'avant, fut tué en traversant une rue. Je fus également brancardier lors de la bataille de Rimont.

ET LA LIBÉRATION ARRIVA...

Après la Libération, je suis resté avec les Espagnols. Ils avaient confiance en moi ; ils m'ont même attribué le grade de lieutenant des guérilleros ! J'ai bien connu le commandant Robert, et Tostado. Avec un groupe d'Espagnols, nous avons pendant quelque temps surveillé la frontière d'Espagne, pour empêcher des évasions de miliciens ; j'étais presque devenu douanier (les rôles étaient inversés !) Puis mes camarades m'ont entraîné dans leur opération contre Franco. A partir de Vicdessos, nous avons atteint l'Andorre, en hiver 44 ; quelle neige ! Pour ne pas tomber entre les mains des franquistes, nous avons finalement franchi la frontière au niveau de la mine de Sentein. Quelle expédition ! Heureusement que j'avais une bonne paire de souliers de montagne, récupérés à Foix chez des chasseurs alpins allemands.



Désarmés par les gendarmes, nous avons été regroupés dans des baraquement près de Saint-Amans (près de Pamiers). J'ai été démobilisé, ainsi que tous les sujets étrangers. Où aller ? Tony Paulino me proposa de m'héberger chez lui, au Barry, à Varilhes ; j'acceptai avec plaisir. C'est là que j'ai connu Marie-Hélène Becq, réfugiée lorraine, avec laquelle je me suis marié en 1949.

MES ENNUIS CONTINUENT...

Mais mes ennuis n'étaient pas finis ! Je n'avais toujours pas de papiers et les autorités m'avaient à l'œil ; les gendarmes de Varilhes ont eu du travail avec moi ! Ils m'arrêtaient, me relâchaient après quelques interventions de mes anciens camarades, m'arrêtaient encore. Jean Bénazet, alors conseiller général, s'est bien occupé de moi, à plusieurs reprises. Une anecdote : une fois, cinq ou six gendarmes, mitrailleuse braquée, ont investi le quartier du Barry pour m'appréhender. Marie-Hélène leur a crié de tout, les a traités de lâches... Bénazet est encore intervenu à la gendarmerie ; il fallait entendre ça ! Finalement on m'a emmené... au camp du Vernet avec les prisonniers de guerre allemands ! C'était Aimé Gos qui en était le commandant ; il me reconnut, encadré par les képis.

- Qu'est-ce que tu viens faire ici ?
- Ça, il faut le demander à ces messieurs !

Je suis resté au camp avec Aimé ; lui aussi a fait des démarches pour que ma situation soit enfin régularisée ; car les autorités objectaient que je n'étais pas arrivé en France avant 1939... Finalement, Bénazet m'a emmené à la Préfecture, et il a tapé du poing sur la table : "Tant qu'il n'a pas ses papiers, nous ne sortirons pas d'ici". Une heure après, j'avais enfin ma carte d'identité avec la mention "résident privilégié pour 10 ans"... C'était en 1946...

J'ai alors repris le métier de mon père : ouvrier maçon (entre-temps, j'avais pu entrer en contact avec ma famille restée en Allemagne ; depuis cinq ans, ils n'avaient pas eu de mes nouvelles, et moi non plus).

J'ai bâti plusieurs maisons, notamment celle de Cyprien Rouch, qui avait été détruite par les Allemands.

En 1949, je suis allé habiter dans le Quérigut. Je voulais m'installer à mon compte ; légalement je ne le pouvais pas, n'étant pas Français. Alors j'ai décidé de demander ma naturalisation, en 1960. Quand je l'obtins, je me rendis compte que les ennuis recommençaient : il me fallut passer en conseil de révision, en vue de faire le service militaire ; moi qui n'ai jamais beaucoup aimé l'armée, quelle qu'elle soit, ça ne m'enchantait pas du tout. Je n'ai pas donné suite à la première convocation pour les trois jours ; ni à la deuxième ; j'ai quand même fait le voyage à Carcassonne pour l'enregistrement de mes papiers militaires. L'adjudant-chef s'étonna :

- "A 39 ans et demi, ils vous ont "collé" huit mois de service !
- On verra ça.
- Maintenant vous y êtes, vous les faites".

Et me voilà encore embrigadé malgré moi. Mais quand j'ai décidé de ne pas faire quelque chose, je trouve toujours une solution. Ce que j'avais refusé à 19 ans, je n'al-

lais pas l'accepter à 40. Comme en Pologne, j'ai simulé des maladies : un ulcère à l'estomac, des épanchements de synovie. Enfin, ils m'ont démobilisé et réformé. Il était temps ; j'avais trois ou quatre ouvriers, et des chantiers qui m'attendaient !

Il me semble qu'après tant d'aventures, soucis et tracas administratifs (je me suis échappé huit fois...), le repos du guerrier sans fusil est bien mérité. Et je pense passer une bonne retraite et finir ma vie dans ce pays de Varilhes où le destin m'a fait échouer dans la famille Paulino du Barry après mon retour d'Espagne et où mes aventures se sont enfin terminées par la régularisation de mes papiers. Merci, Jean Bénazet !

TÉMOIGNAGES DE ANDRÉ ET MARIE-LOUISE ROUCH DE VARILHES

André ROUCH : J'ai toujours habité à Varilhes, plus précisément à la route de Foix ; j'étais garçon coiffeur chez Henri Fauré au temps de l'occupation. Je vivais avec ma mère. Né en 1921, c'est à l'âge de 22 ans, donc en mars 1943, que j'ai reçu l'ordre de partir au STO. Je me souviens bien que c'était un mardi. Il fallait que je prenne le train à Pamiers. Ça ne me plaisait pas du tout de quitter mon pays pour aller travailler pour les Allemands. J'ai gardé la convocation de ce 23 mars 1943.

*Préfecture de l'Ariège
1^o Division - 4^o Bureau
Service Obligatoire du Travail*

Etat Français

CONVOCATION

*Monsieur Rouch André
Grand'Rue à Varilhes*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, en application des dispositions de la loi du 16 février 1943 et du décret du 16 février 1943, portant création du service du travail obligatoire, vous êtes désigné pour travailler en Allemagne.

Vous devez vous présenter mardi 23 mars 1943 à la gare de Pamiers au premier train du matin.

Un contrat de travail que vous y souscrirez garantira vos droits. Il vous sera versé une prime de 1 000 F.

Vous devez vous munir :

- des vivres nécessaires à deux jours de voyage.*
- de vêtements de travail.*
- de sous-vêtements chauds.*
- d'une bonne paire de chaussures.*
- de couverts de table et d'un gobelet.*
- de votre carte d'identité avec photographie.*
- de votre carte d'alimentation et de vos tickets.*
- d'une couverture si possible.*

J'attire votre attention sur la gravité des sanctions qu'entraînerait votre abstention.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

*Pour le Préfet,
Le secrétaire général,
illisible*



*Aux chantiers de Jeunesse d'Argelès Gazost en 1942.
De gauche à droite : André ROUCH et Roger SALLES de Varilhes et d'autres camarades.*

Je suis allé me cacher chez des amis à la ferme du Tuquet (commune d'Artix), où j'ai été hébergé trois ou quatre mois. Les gendarmes de la brigade de Varilhes sont venus à la maison ; ma mère leur a affirmé qu'elle ignorait où je me trouvais. Ils n'ont pas trop insisté ; ils ont dû comprendre.

J'ai ensuite trouvé refuge chez Gaston Fauré, au café de l'Union, tout près de chez moi. C'étaient aussi des amis sûrs de la famille. Caché dans une pièce du 2^{ème} étage, je lisais, je passais le temps comme je pouvais ; je m'ennuyais, car j'y suis resté cinq ou six mois. Quelques amis connaissaient ma présence, notamment une voisine, Mme Chausson, qui apportait du pain à ma mère qui me ravitaillait (car je n'avais plus droit aux cartes d'alimentation, évidemment).

Gaston et moi-même nous nous méfions de plus en plus de la Milice, très active en cette fin d'année 1943. Aussi j'ai décidé de me cacher tout simplement chez moi ; je n'étais donc plus au café quand les Allemands sont venus, en janvier 1944, arrêter trois membres de la même famille qui ont été déportés : Aristide Fauré, sa belle-fille Titine et Louis Sabatier.

Gaston a échappé à l'arrestation car il se trouvait hospitalisé à Foix. Il a été sauvé grâce, notamment, à l'intervention du Dr Roger, qui l'a fait évacuer en lieu sûr. (D'ailleurs le Dr Roger a bien aidé le maquis. Je peux citer le cas de Ladgé, garçon coiffeur chez Franc, blessé à Roquefixade ; il fut hébergé chez les Sabatier, de Ségura, où le docteur est allé le soigner).

Et le temps a passé... Ma mère a reçu un jour la visite d'une voisine (c'était une famille d'extrême-droite) qui lui a proposé de me faire rentrer dans la Milice ! Ça aurait été un comble ! Je n'avais pas refusé le STO pour devenir milicien !

Quand les Allemands sont revenus à Varilhes vers la mi-août, j'ai entendu leurs bruits de bottes dans ma rue. J'étais encore caché chez moi à cette époque. "Cette fois c'est pour toi !" ai-je pensé. Mais il n'en a rien été. Par la fenêtre, je les ai vus quadriller tout le quartier. Ils ont frappé chez Mme Luquet (peut-être venaient-ils pour arrêter des Espagnols qui, travaillant dans les bois, venaient parfois coucher chez elle ?). Je l'ai vue ouvrir la porte, et s'écrouler à la vue des Allemands. Ils l'ont portée à l'intérieur ; quelque temps après, un Allemand est ressorti et je l'ai entendu dire : "Kaput". C'était vrai, la pauvre femme était morte. Et les Allemands sont repartis.

Dans les jours qui ont suivi, avec Gaston Fauré, qui, à ce moment-là, était caché chez moi, nous sommes montés au maquis. Partis en vélo de bonne heure, un matin, guidés par Bénéde et Cazenave de Dalou, nous avons été pris en charge par Marcel Eychenne et Louis Mazurié de St-Félix de Rieutort, et d'autres encore dont j'ai oublié le nom. Le soir, nous étions avec ces maquisards pour faire sauter la voie ferrée sur la commune de Varilhes, du côté de Malmarty.

Le lendemain peut-être, nous nous sommes présentés à un maquis français, de la vallée du Crieu, qui ne nous a pas acceptés, parce que nous n'étions pas accompagnés par



*Avec les guérilleros à Auzat en été 1944.
Au premier plan, André ROUCH.*

un agent recruteur. C'est le boulanger de Ventenac, Laugé, qui nous a proposé de rejoindre le maquis espagnol. Un guérillero est venu nous chercher et nous voilà à Cénant. J'ai été étonné par le nombre de jeunes qui affluaient. J'y ai retrouvé Joseph Llebot, mon bon copain de Varilhes, et j'ai fait la connaissance de Charly, le cuisinier allemand. Ils m'ont surnommé «Pyrénéo», et Charly «Carlos». Tostado (malade à ce moment-là) était leur chef.

Comme j'étais coiffeur, j'ai coupé beaucoup de cheveux et rasé beaucoup de barbes à Cénant ! Mais je n'ai jamais participé à un combat, durant les deux ou trois semaines qu'a duré mon séjour. Après la libération de l'Ariège, j'ai gardé les prisonniers allemands, jusqu'à ce qu'ils soient emmenés au camp du Vernet. Je n'ai pas pu assister à la libération de Varilhes, ce que j'ai beaucoup regretté, contrairement à Gaston Fauré, qui était redescendu dans notre village.

J'ai accepté la proposition d'accompagner les guérilleros, quand ils ont quitté Cénant pour se rapprocher de la frontière espagnole. Je faisais partie du groupe stationné à Marc, au-dessus d'Auzat ; Charly et Llebot étaient dans le groupe d'Ax ; nous nous entraînions au maniement des armes. Mais quand les guérilleros ont décidé de passer en Espagne pour combattre Franco, je ne me suis pas senti assez motivé pour cette aventure et j'ai rejoint Varilhes, où j'ai repris naturellement mon métier de coiffeur.

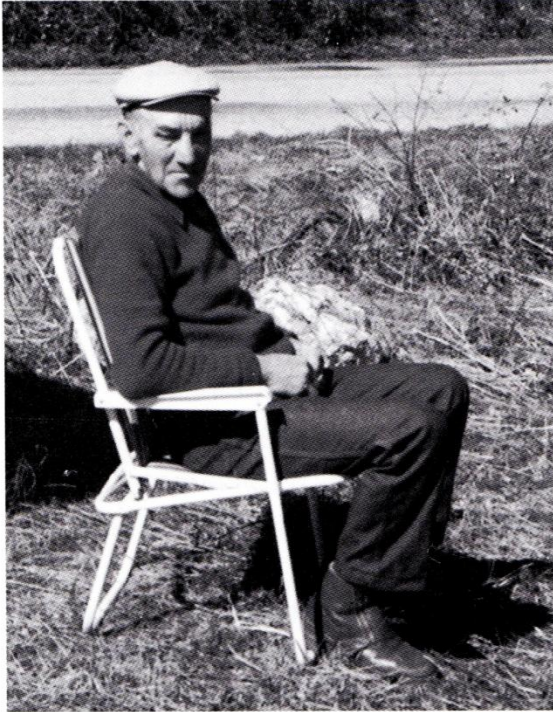
Marie-Louise ROUCH : Pendant l'occupation, nous habitons au Barry, à Varilhes, en face les trois marches du lavoir qui borde l'Ariège. Mon père, Armand Paulino, était bûcheron, ma mère était morte jeune, en 1942. J'avais cinq frères. Moi, la seule fille, j'avais 18 ans en 1944. Trouver de la nourriture était un problème ; heureusement que mon oncle, Avelino Paulino, fermier à Ségura, nous procurait de temps en temps un veau ou un agneau que nous découpons au Barry. Les voisins en profitaient.

Mon cousin Avelin, proche des lieux des parachutages d'armes, me procura de la toile d'un parachute... et je me fis un joli chemisier rouge ! et ma cousine Amélia se tailla un chemisier bleu ciel !

Il se trouve que X, avant d'être milicien, venait parfois dans notre famille puisqu'il était domestique chez ma tante au Truillat. Mais quand mon père apprit qu'il était d'accord avec les Allemands, il ne voulut plus le recevoir chez nous. Un jour, mon père fut convoqué à la gendarmerie de Varilhes et les gendarmes l'amènèrent à Foix, où il fut interrogé ; les autorités voulaient savoir s'il était en relation avec le maquis ; ce qu'il nia bien sûr. Deux jours après, il fut relâché, rien n'ayant pu être prouvé contre lui. On a toujours pensé que X avait voulu se venger.

MARIUS ESCAICH :

A Saint-Christaut, les Espagnols du Couderc et de Cénant étaient chez eux.



Vous êtes ici à la ferme de Saint-Christaut, commune du Merviel ; le village se trouve à trois kilomètres après le col, mais nous sommes plus près de Ventenac. La ferme du Couderc, où s'étaient installés les guérilleros, est à peine à deux kilomètres, par un sentier ; et celle de Cénant, où ils s'installeront par la suite, guère plus loin, par la crête des collines. Notre ferme, en retrait de la route qui monte au col, est un bon observatoire : nous avons le temps de voir les gens venir ! Mon père exploitait la propriété avec son frère, les deux hommes ayant épousé deux sœurs. Je suis donc né ici le 6 janvier 1925, et je suis allé à l'école du Merviel.

Pouvez-vous nous parler de l'arrivée des guérilleros au Couderc ?

Nous venions de tuer le cochon, au début de l'année 1944. Je me souviens que nous avons eu la visite d'un homme que nous ne connaissions pas. «Je suis bûcheron au Couderc, nous dit-il, et nous voudrions vous acheter un mouton». Mon père fut d'accord ; mais en partant, l'homme a précisé : «Nous nous cachons dans cette ferme ; surtout ne parlez à personne de ma visite». C'était le commandant Robert ; et nous allions avoir l'occasion de le revoir souvent chez nous !

Le propriétaire de cette ferme, je le connaissais bien ; c'était Monsieur Riviale, qui résidait à Paris ; la ferme était donc inhabitée et je suppose que les guérilleros se sont installés sans permission...

Robert a donc pris l'habitude de venir à Saint-Christaut acheter ce que nous avions : des œufs, des poulets, quelques moutons. Bien sûr, nous savions que nous prenions des risques de ravitailler ainsi les maquisards, français ou espagnols. Mais c'était la loi du silence, on n'en parlait à personne. Ce qui n'empêchait pas qu'on vivait dans la peur. Un soir, alors que nous savions que mon père travaillait au bois, ma mère et moi avons entendu une espèce de sifflement. Nous avons pensé que mon père voulait nous prévenir de quelque danger. Ma mère a ramassé quelques objets qu'elle estimait devoir emporter et nous sommes sortis précipitamment par derrière... En fait c'étaient nos oies qui avaient sifflé !

Comprenant nos craintes, Robert, soucieux de ne pas nous compromettre, venait toujours la nuit pour le ravitaillement ; mais des maquisards français venaient parfois le

jour et avec leurs armes ; j'ai demandé à Robert de leur expliquer que nous ne voulions plus recevoir des visites de jour ; il a dû faire le nécessaire, et eux aussi devinrent des visiteurs nocturnes. Quant au pain, c'était le boulanger de Ventenac, Jean Laugé, qui nous le fournissait. On lui apportait du blé, que nous cachions dans un tonneau à cause de la réquisition ; en échange, on avait du pain blanc. C'était un brave homme et une forte personnalité ; il ne se gênait pas pour apostropher tout le monde, clients ou pas. Il ravitaillait aussi le maquis, français ou espagnol ; il fallait le faire, car il risquait gros.

Un jour du printemps, mes parents, mon oncle, un voisin et moi-même étions allés travailler dans une forêt près du cantonnement des Espagnols ; nous faisons basculer dans la pente des arbres abattus. Dans la journée, je me suis dirigé vers la ferme du Couderc pour vérifier des lacets à lapins que j'avais posés. (En effet, la chasse étant interdite, et le gibier abondant, nous ne nous gênions pas pour capturer lapins et lièvres ; c'était plus difficile pour ces derniers : alors nous lâchions nos chiens et nous prenions les lièvres poursuivis à certains passages que nous connaissions bien... Le gibier complétait ainsi notre table).

A un moment donné, j'ai vu un canon de fusil à travers des branches. C'était Robert qui tenait l'arme ; il m'interpella : «Où allez-vous ?». Nous nous reconnûmes ; il m'expliqua que les guérilléros avaient été intrigués par notre présence dans ces lieux habituellement déserts...

Prudent, il l'était ! En voici une autre preuve. A une certaine période, des voisins me dirent : «Tu as remarqué cette moto qui passe souvent, conduite par un Anglais ? Il a les cheveux blonds !». En réalité, c'était Robert qui s'était teint les cheveux, pour donner le change...

Et intrépide aussi ! Il m'a lui-même raconté ceci :

- Allant à Pamiers en moto, j'ai aperçu, à la côte de Millet, des Allemands qui avaient établi un poste de contrôle ; j'ai un peu ralenti, comme si j'allais m'arrêter ; avant d'arriver à leur hauteur, j'ai lâché une rafale de mitraillette ; ils se sont couchés dans le fossé ; j'ai accéléré à fond et j'ai pu me dégager ; mais j'ai eu chaud !

Vers minuit, un jour de printemps, on a entendu frapper à notre porte : ma mère, par la fenêtre, a reconnu Robert. «Mais c'est encore vous» ! s'est-elle écriée. Il faut dire qu'elle émettait parfois quelques réticences, car elle mesurait peut-être mieux le danger que les hommes.

- C'est moi ! Il faut que vous nous ouvriez, nous avons deux blessés.

Ils les avaient transportés en voiture jusque dans notre chemin. Des sentinelles avaient pris position autour de la ferme. Bien sûr, nous avons ouvert notre porte. Ils les ont allongés sur la grande table de la cuisine. Un guérillero leur a extrait des éclats de grenades, sans les endormir. Ils criaient, en espagnol : «Ne me pique plus !», car on les a recousus à vif... Je crois qu'ils avaient été blessés vers Pamiers.

Comment avez-vous vécu la bataille de Vira ?

- Quelques jours avant cette bataille, Aimé Gos et Roger Bosc sont venus à Saint-Christaut ; ils recrutaient des jeunes. Ils nous ont décidés à rejoindre le maquis, Jeannot Bédrède de Ventenac, et moi-même. Mais, avant de partir, j'ai préféré en parler à Robert, chez qui j'aurais préféré aller. «Nous sommes un maquis espagnol, nous

n'avons pas le droit de prendre des Français», m'a-t-il répondu. Mais il m'a remis une lettre de recommandation pour Calvetti, le chef des F.T.P.F.. Le jour de notre départ, ce fut justement le 9 juin. Quand nous avons entendu la fusillade, nous sommes restés chez nous ; et, par prudence, j'ai détruit la lettre le surlendemain.

Après les événements de Vira, les Allemands sont revenus au Merviel pour semer la terreur. Quand ils sont montés au col, venant de Foix par le col de Py et le Bousquet, (je l'ai su plus tard), je les ai vus passer ; il y avait une dizaine de camions et des jeeps. Il me semble que je les vois encore ! Aussitôt je me suis sauvé dans les bois ; c'est ce que Robert m'avait recommandé. Il avait aussi prévenu ceux du village, mais apparemment les habitants n'ont pas tenu compte de cet avertissement.

Je connaissais bien Cyprien Rouch ; son café était fréquenté par tous les jeunes des alentours, et par les maquisards aussi, ce n'était pas un secret ; peut-être même que ceux-ci, surtout les Français, ne prenaient pas assez de précautions, se baladant avec leurs armes. Des témoins m'ont raconté plus tard que les Allemands ont frappé Cyprien sauvagement en lui disant : «Tu connais bien Robert, il vient chez toi !». Mais lui n'a jamais voulu avouer. Ils l'ont tué, avant d'incendier sa maison. Je ne comprends pas la sauvagerie de ces soldats.

Quand les Allemands ont pris le chemin du retour, j'ai entendu des coups de feu au col ; c'est là qu'ils ont tué Théophile Charry, je l'apparis plus tard. Un paysan de Ventenac, Jean Cathala, était venu faucher son pré, non loin du col. Il s'est enfui ; mais les Allemands l'ont aperçu et l'ont mitraillé ; il a eu la vie sauve en se cachant dans un ruisseau ; c'est lui-même qui me l'a raconté par la suite.

Robert, quand je l'ai revu, m'a précisé que les guérilleros étaient prêts à tendre une embuscade ; c'était facile sur ces petites routes bordées de bois. Mais le maire du Merviel, Félicien Bosc, le leur avait déconseillé, par crainte de représailles sur la population ; et les guérilleros se sont abstenus.

Vous avez d'autres souvenirs précis de cette époque ?

- Oui, même si je ne peux pas les situer exactement les uns par rapport aux autres. Le curé Mouchard, de Malléon, m'a raconté qu'un jour, il fut accosté par des Allemands arrivés en camions ; ils lui demandèrent :

- Où est le maquis ?

- Là-haut ! Mais c'est les Espagnols !

Ce curé était un ami des résistants ; et il n'avait nullement l'intention de les dénoncer ; les guérilleros eux-mêmes souhaitaient que leurs ennemis montent à Cénant, où ils avaient de quoi les recevoir.

Je connaissais bien aussi Eugène Bédel, maçon, aujourd'hui décédé. Il habitait au hameau de la Barrière, à la limite des deux communes de Ségura et Malléon. Voilà ce qui se passa dans ce petit hameau : une femme, très pauvre, surnommée «la Polaino», recevait les maquisards chez elle. Un soir, les Allemands, sans doute prévenus, s'avancent vers la Barrière ; un maquisard les a aperçus ; il ouvre le feu avec sa mitrailleuse, puis s'enfuit vers le Crieu. Les Allemands tirent un peu partout, puis entrent dans la maison de Bédel ; ils commencent à le frapper pour lui faire avouer qu'il hébergeait des maquisards. Sa voisine, «la Polaino» intervient alors et déclare aux Allemands :

- Les maquisards étaient chez moi ; mais comme je les ai reçus, je vous aurais aussi bien reçus vous-mêmes.

Bédel ne fut plus inquiété, mais la femme fut emmenée ; elle fut relâchée plus tard, je ne sais pas exactement dans quelles conditions.

- Un autre épisode ? Robert me demanda un jour d'aller jusqu'à la cabane de Mangin, pour prendre en charge des cartons pleins de tabac, que des grenades avaient éventrés, et pour les cacher à Saint-Christaut. Nous avons fait le transport, de jour, avec une carriole tirée par notre jument. Mais un voisin, Aristide Mangin justement, qui gardait ses bœufs à proximité, a été le témoin de ce transport clandestin. Je m'en suis inquiété. Les guérilleros sont allés le trouver et ont obtenu la promesse de son silence ; d'ailleurs Mangin n'aurait sans doute rien dit, n'étant pas pétainiste.

Le commandant Robert est devenu notre ami. Même aujourd'hui, 56 ans après, de temps en temps il nous rend visite. Voici sa dédicace au dos d'une de ses photos.



A 17^{me} mai
et les 6^{me} Espoirs
pour ce qui ont fait pour moi
et pour la France.
je me souviens de ma plus
grande affection.
Je ne vous oublierai jamais
Robert
Félix G. Loubet
Le 5-6-44

JEAN BÉDRÈDE, de Ventenac

La famille Bédrière est originaire de Ségura, du hameau de Berny exactement ; des recherches aux archives m'ont permis de remonter jusqu'en 1610 ; quelques-uns de mes ancêtres ont été maires de cette commune.

Mon père, agriculteur, s'est marié avec Marie-Jeanne Cathala de Ventenac, où je suis née en 1925. J'avais donc 19 ans en 1944 ; mais mon adolescence, je l'ai passée au vieux collège de Pamiers, où j'étais pensionnaire ; je revenais le dimanche chez moi, avec le plaisir que vous pouvez deviner. Je n'ai donc pas été coupé de la jeunesse de tous ces villages.



L'équipe de football de Malléon, renforcée par des joueurs voisins, en mars 1941.

De gauche à droite :

Au 1er plan : Roger BOSC, André BERDOT, Albert ROUBICHOU, Georges ROUGÉ

*2e plan : Francis CHARRY (debout), Jeannot BÉDRÈDE, Alfred CHARRY, Antoine NAUDI,
Ernest TOURNIÉ (debout).*

*3e plan : Victor MARTELLOZZO, Albert BABY, Léon BAQUIÉ, Rémy DELPECH, Jean NAUDY,
Antoine NAUDY, Guy DELPECH, Rémy MAURY.*

J'ai fait la connaissance du commandant Robert justement lors d'un de ces bals clandestins que nous organisions entre jeunes, au Merviel, dans une grande salle de la famille Bosc ; nous disposions d'un phonographe et de disques, ou bien un de mes

amis, Antoine Naudy (qui disparut tragiquement dans l'incendie de sa ferme détruite par les Allemands en juin 1944) jouait de l'accordéon. Parmi les jeunes danseurs, j'avais remarqué un Espagnol, qui avait une certaine "classe". Un soir la fille des Bosc me tint ces propos :

- Tu as vu, le blouson de ce garçon est très lourd ; je ne sais pas ce qu'il porte là-dedans.

Je suis allé me rendre compte et j'ai découvert dans une poche du blouson un browning de gros calibre et deux ou trois chargeurs...

Nous avons vite sympathisé, avec Robert. Il nous arrivait, le dimanche soir, de discuter très longtemps, dans une maison de mes parents, inhabitée, où nous étions bien tranquilles tous les deux pour passer la soirée. Parfois nous parlions toute la nuit ! Et le lundi matin, je repartais au collège sans avoir dormi ! Nous "refaisons" le monde ! Je peux affirmer que ce jeune Espagnol, un peu plus âgé que moi, qui avait déjà accumulé beaucoup d'expériences, m'a ouvert les yeux, car je n'avais jamais quitté mon «coin»; je baignais dans un monde étroit : celui de la France battue, de la France de Pétain, de la France humiliée et occupée. Il me parlait, carte du monde à l'appui, de l'immense URSS, de la puissance des Alliés ligués contre les nazis. Le coup d'arrêt de Stalingrad, puis l'avancée des troupes soviétiques, en 1943 et 1944, étaient autant d'arguments, pour me persuader de l'inéluctable défaite de Hitler. Bien avant le débarquement des Alliés du 6 juin 1944, il m'affirmait : "La libération est en marche".

Nous n'étions pas d'accord sur tout ; moi, engagé dans les "Jeunesses Catholiques", et lui, communiste ; mais nous nous entendions très bien ; cette flamme, cet espoir de la Libération, il a réussi à me les communiquer.

Robert était aussi très lié avec mes parents ; il venait souvent à la maison. Maman le choyait comme son fils. Et papa, je l'ai su plus tard, avec son cheval ou sa paire de bœufs tirant une charrette, assurait des transports d'objets lourds, de nuit bien sûr, quand les guérilleros changeaient de cantonnement. Je situe ici l'anecdote du pot de tabac, que j'ai découvert un jour posé sur la table de la cuisine (le tabac étant une denrée rare à l'époque, les fumeurs devaient se contenter de feuilles de maïs ou d'armoise séchée). Je demandai à papa : "Qu'est-ce que c'est ? – Ce n'est rien, ce n'est rien !" Et il fit disparaître le pot. J'appris plus tard que c'était un petit cadeau des guérilleros en récompense d'un transport nocturne...

Robert rendait aussi visite à d'autres familles de Ventenac et des environs, notamment aux Escaich de Saint-Christaut ; il venait aussi chez Jean Laugé, boulanger du village qui ravitaillait les Espagnols en pain (le pain ne manquait pas vraiment, car les paysans dissimulaient à la déclaration obligatoire quelques sacs de blé que le meunier du Carla-de-Roquefort, avec son moulin sur le Douctouyre, transformait en farine). Un jour, Robert, de retour d'une mission du côté de Lavelanet, s'arrêta à la boulangerie, portant un sac de montagne bien gonflé ; comme ce sac était mal fermé, Laugé put en apercevoir le contenu : il était plein de billets de banque (les Espagnols venaient sans doute de s'approvisionner à quelque établissement bancaire...). Le boulanger, avec son humour coutumier, apostropha ainsi Robert :

- Alors, tu nous apportes encore des tracts à distribuer ?

L'aide apportée ainsi par la population aux guérilleros n'était pas sans danger ; les gens en étaient conscients. Robert ne le leur cachait pas. Il leur avait recommandé de se

mettre à l'abri, en cas de danger imminent. Les hommes avaient pris l'habitude, dans les semaines qui précédèrent la Libération, de quitter leur maison ; mon père passa ainsi deux ou trois semaines dans les bois.

Le 3 juin 1944, j'ai passé les épreuves du 2^{ème} baccalauréat ; j'étais chez moi le 6 ; à midi, informé par la radio, papa nous annonça : "Ils ont débarqué" - Vous imaginez quelle fut notre joie !

J'ai été contacté par Roger Bosc, du Merviel, qui représentait l'organisation des FTPF, pour rejoindre leur maquis. Avec ma famille, nous avons répondu que nous voulions d'abord demander conseil à Robert ; et je n'ai pas donné suite à cette sollicitation. Puis ce fut la bataille de Vira, à laquelle je n'ai donc pas participé. Après concertation avec Marius Escaich et Edmond Laugé, le fils du maire de Ventenac, nous avons décidé, comme l'ont fait la plupart des autres jeunes du secteur, de nous mettre en sécurité.



Fernand ROUBICHOU en 1942.

Pour ma part, sur les conseils de Jean Marchand, chef de gare à Matabiau, ami de mes parents et réfugié à Ventenac, car en danger d'être arrêté par la Gestapo, j'ai rejoint la gare de Toulouse, où j'ai exercé un emploi de cheminot jusqu'à la Libération.

Entre-temps, j'avais appris la mort de Fernand Roubichou, d'Arvigna, que je connaissais très bien car il venait souvent chez ses cousins, la famille Delpech à Seigneurix ; c'était un ami, dont la mort m'a beaucoup peiné ; garçon brillant, il avait été reçu à l'Ecole des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence. Servant de la mitrailleuse des F.T.P., il fut tué à son poste. Les anciens m'ont assuré, après la Libération, que sa position était mal protégée, et que cette mitrailleuse, d'un modèle léger, il aurait fallu la déplacer, après des séries de rafales, pour éviter qu'elle soit localisée et encerclée par l'ennemi.

Bigéard venait souvent à Ventenac ; vous l'avez bien connu ?

Ce sont plutôt mes parents qui l'ont bien connu ; personnellement je ne l'ai vu qu'une fois, après la Libération.

Un jour de l'été 1944, je rentre chez moi ; mon père m'interpelle : "Viens voir" - Nous nous dirigeons vers la grange ; il retire une valise enfouie dans le foin et me montre son contenu : un short, des demi-bottes fourrées (comme celles que portaient des aviateurs américains, abattus par la D.C.A., et que j'avais vus à la gare Matabiau de Toulouse, emmenés par les Allemands) - et surtout une chemisette kaki portant des insignes dont je me rappelle les détails avec précision : un écusson tricolore sur la

manche gauche ; les trois lettres FFL (Forces Françaises Libres) et la Croix de Lorraine sur une poche ; mais surtout deux galons de lieutenant en métal doré, sur l'épaule. C'était la première fois que je voyais sur un officier français des galons à cet endroit (comme les Américains) car ils se portaient jusque là sur la manche et étaient en tissu. Cette valise était celle de Bigeard ; mon père et lui l'avaient camouflée dans le foin. En compagnie de Robert, Bigeard venait souvent chez mes parents ; comme ma chambre était disponible, il couchait dans mon lit... Mon père le trouvait simple, affable ; ce n'était pas le chef de guerre que l'on connaîtra plus tard, mais "un petit employé de banque à Nancy" disait-il.

Nous avons compris, notamment au moment de la libération de Foix, qu'il y eut certaines tensions au sein des forces de la Résistance. Bigeard a été parachuté dans un secteur où il n'était certainement pas attendu, F.T.P.F. et guérilleros de nos vallées étant engagés dans la lutte armée depuis longtemps.

Les années passant, Bigeard continua à nous donner des signes de vie, adressant de temps en temps à mes parents de petits mots, des cartes de vœux ; et nous nous sommes intéressés à sa carrière militaire : il devint colonel, puis général. On parla beaucoup de lui dans les actualités : Dien Bien Phu en Indochine, puis l'Algérie.

Je ne sais plus quelle année, il devint commandant de la Région Militaire de Toulouse ; le mois de juin suivant, nous vîmes arriver à Ventenac un command'car ; à bord, Bigeard ; beaucoup d'autres véhicules militaires suivaient : les collines du Merviel, de Cénant, de Ventenac - qui avaient connu les activités de la Résistance en 1943 et 1944, allaient être le théâtre des manœuvres militaires de la Région Midi-Pyrénées. Et Bigeard, comme par le passé, est revenu à la maison... dans le command'car, arborant le fanion du général de division.

Vous avez aussi bien connu le curé Mouchard ?

Oui, et je sais qu'il était très lié, lui aussi, avec Robert. Celui-ci a fait appel au prêtre pour soigner des blessés du maquis, et peut-être même des mourants. L'abbé Mouchard a donc vu le maquis de très près. Il est resté, comme moi, très ami avec le commandant Robert que nous revoyons avec beaucoup de plaisir de temps à autre.

Cela nous permet d'évoquer les souvenirs d'une période agitée dans des villages où il ne se passait rien, ou pas grand-chose auparavant. On peut dire qu'à Vira, Engraviès, Le Merviel... les F.T.P.F. et guérilleros avec d'autres innocentes victimes parmi les habitants de ces villages, ont payé un lourd tribut à la libération du pays.

CHAPITRE X

ET CEUX D'AILLEURS

CLAIRE BURG, "MÈRE COURAGE" : Mes parents furent résistants, mon mari aussi.



René BURG en 1945.

Née en 1920, je viens d'avoir 80 ans. J'ai encore des souvenirs très précis concernant mon mari ; mais il est certain que ma mémoire est parfois défaillante. Voilà maintenant 36 ans qu'il est mort ; et je suis heureuse de savoir que mon témoignage accompagnera celui de tous les autres résistants, ses camarades.

Mes parents, Joseph et Pilar Galvan, tenaient un hôtel-restaurant à Lavelanet, rue Frédéric Soulié. C'est là que je l'ai connu, en 1937 ; né lui-même à Bédarieux en 1917, il était venu travailler à Lavelanet. Il a été mobilisé en 1939 et démobilisé après l'armistice. Nous nous sommes mariés en octobre 1940 et avons habité à l'hôtel de mes parents, où je travaillais (plus tard nous avons pris un appartement face à l'établissement). Comme il a été embauché à la "Pyrénéenne", société d'énergie électrique, il travaillait en équipe, en déplacement dans toute la région, ce qui fait qu'il n'était pas souvent à la maison. Enfin, en 1942, il a pu trouver un poste de travail, toujours à la même société, à Lavelanet même.

Notre premier fils André est né en avril 1943 ; cette date me sert de point de repère...

René était adhérent du PCF dès 1942, à un moment où, je pense, ça ne devait pas être facile de l'être ; toute sa vie, il a été militant de ce parti. C'est en 1942 aussi qu'il est entré dans la Résistance, par l'intermédiaire d'un contrôleur des prix de Pamiers, lui-même résistant, qui était venu manger au restaurant. Il est devenu agent de liaison des maquis français et espagnol ; il portait des messages, des armes, accompagnant des jeunes ici ou là. Il me laissait à l'écart de ses activités, sans doute pour me protéger ; je savais bien qu'il était dans la Résistance, ne serait-ce que par les visites qu'il recevait à notre domicile, notamment celle d'André Lacoste, dit "Abel".

Son métier lui permettait d'aller et venir un peu partout : relever les compteurs, monter aux poteaux, effectuer des dépannages ; cela facilitait ses déplacements d'agent de liaison.

Quant à mes parents, d'origine espagnole, leur engagement antifasciste remonte loin : ils accueillirent à leur hôtel-restaurant des réfugiés espagnols après la guerre civile d'Espagne. Quand, plus tard, les juifs furent persécutés par Hitler et pourchassés par le

régime de Vichy, l'hôtel servit aussi de relais pour nombre d'entre eux. Ils couchaient et mangeaient chez nous. Leur couverture, c'était un travail dans des usines de Lavelanet ; et puis, un beau jour, on ne les voyait plus ; ils avaient passé la frontière ou étaient partis se mettre en sécurité. Plus tard, les maquisards espagnols descendaient souvent à notre établissement.



*René BURG et Claire GALVAN à
Lavelanet en 1939.
A l'arrière-plan Jean-Joseph GALVAN.*

Mon père fut arrêté en février 1944 ; nous avons hébergé des aviateurs anglais et américains, dont les avions avaient été descendus par les Allemands ; il s'agissait de les faire passer en Espagne. René et mon beau-frère, Roger Kilman, les prirent en charge et les accompagnèrent jusqu'à Ax-les-Thermes ; d'autres passeurs prenaient le relais pour les faire passer en Espagne ; ceci dans le cadre du réseau Françoise, bien connu aujourd'hui. Pour un convoi, au moins, ça s'est bien passé. Mais pour un autre, ça a mal tourné : un groupe d'aviateurs fut d'abord hébergé à l'hôtel-restaurant de la rue des Vékisses, à Pamiers, en attendant de parvenir chez nous. Mais, par suite d'imprudences (ou de trahisons ?), le groupe fut arrêté par la Gestapo. L'interprète révéla à celle-ci que la filière passait par notre hôtel-restaurant.

Mes parents avaient été avertis de l'arrivée prochaine d'aviateurs ; mais c'est la Gestapo qui se présenta. Je me souviens avoir vu arriver leur voiture, vers onze heures ; comme je n'étais pas au courant de l'existence de cette filière, je ne me suis pas inquiétée outre-mesure ;

je suis quand même allée prévenir ma mère ; mais elle avait déjà compris, elle ; de plus, elle refusa de servir à boire aux agents de la Gestapo !

Quand mon père est rentré du jardin (dont il s'occupait beaucoup, bien qu'il ait été amputé de la main droite suite à un accident du travail), la Gestapo l'a arrêté dans le couloir et fait monter dans une chambre ; là, ils l'ont questionné ; je le sais parce que j'ai aussitôt gravi un escalier, par derrière, qui donnait sur cette chambre. J'ai pu entendre quelques phrases : "Vous, passer Anglais" - puis "habillez-vous, on vous emmène". Comme j'étais revenu devant le restaurant, j'ai pu voir mon père quand il montait dans leur voiture, devant des mitraillettes braquées.

Il a d'abord été emmené à Tarascon ; nous avons appris plus tard, par un témoin, qu'il avait été battu à coup de nerfs de bœufs, sans doute pour le faire avouer. Il fut transféré ensuite à la prison Saint-Michel. Un autre beau-frère allait lui apporter du linge propre chaque semaine, sans jamais pouvoir le rencontrer ; ceci jusqu'au mois de mai, où il apprit que mon père avait été emmené ailleurs.

Deux jours après l'arrestation de mon père, la Gestapo est revenue chez nous vers minuit. Ils ont questionné ma mère et ma sœur, puis ils leur ont ordonné de se préparer, car ils les arrêtaient aussi. Il se trouve que mon frère, qui ne se déplaçait qu'avec des béquilles, suite à une polio, était présent. Est-ce la vue de mon frère handicapé qui les a fait changer d'avis ? Toujours est-il qu'ils ont renoncé à prendre aussi ma mère et ma sœur. Ce qui confirme que mon père, malgré la torture, a su garder le secret et préserver ainsi toute la famille.

René n'en a pas moins continué son travail de résistant, malgré le danger évident. Un soir, en mai 1944 (je nourrissais encore André), de jeunes voisins, après avoir longtemps hésité, m'avertirent que mon mari venait d'être arrêté ainsi qu'Aristide Durand. René était venu à la maison vers 16 heures, avait un peu mangé, puis était reparti avec mon vélo. Vers 19 heures, je décidai d'aller trouver le chef de René, Monsieur Caubet, pour qu'il m'accompagne à la Gestapo ; on n'a rien voulu nous dire et je suis rentré chez moi en pleurs. Vers 22 heures, mon mari est revenu ! La Gestapo n'avait pas trouvé de preuves contre lui : il avait avalé le message destiné au maquis espagnol de Montségur !

Une autre fois, il avait caché des armes, des revolvers je crois, dans les brodequins équipés de grappins qu'il chaussait pour monter aux poteaux. Il fut fouillé, car les Allemands fouillaient tout le monde ce jour-là, m'apprit Paul Bergère, un autre résistant ; mais les armes ne furent pas découvertes.

Une nuit, il rentra à notre rez-de-chaussée par la fenêtre que je laissais ouverte ; c'était notre habitude, car, ainsi, il risquait moins de se faire remarquer à son retour. "Cache-toi les oreilles, me dit-il, car ça va sauter !" Et nous avons entendu une énorme explosion : il venait, avec d'autres camarades, de placer des explosifs au poste principal électrique des Chaubets. Lavelanet a été privée de lumière, habitants et usine, pendant longtemps. René s'inquiétait surtout en pensant au concierge du poste qui risquait d'être atteint dans l'explosion.

Il fit aussi partie de l'équipe qui exécuta un milicien bien connu de Lavelanet, peu de temps avant la Libération. Ils le suivirent en ville, alors qu'il se rendait au domicile d'autres miliciens ; puis ils l'exécutèrent dans un café. Par mesure de sécurité, René m'emmena le lendemain chez des amis à Benaix, où nous restâmes quelques jours.

Le jour de la bataille de Vira (ou le jour où les Allemands revinrent détruire le moulin), René portait un message pour le maquis du secteur. Quand il vit les Allemands, il abandonna le vélo emprunté à son beau-frère et se cacha dans les bois. Il rentra à pied à Lavelanet. Encore un vélo perdu !

Je n'étais pas à Lavelanet pour la Libération ; ce qui fait que je ne peux pas en parler ; d'autant plus que René, comme je l'ai déjà dit, me tenait à l'écart de ses nombreuses activités.

Ce n'est qu'en janvier 1945 que nous avons appris que mon père avait été envoyé à Mauthausen et qu'il était mort dans un four crématoire. Après la Libération, ma famille ayant fait des recherches, nous avons su qu'il était mort le 18 août 1944 ; coïncidence : deux jours avant, Lavelanet était libéré.

Ma mère, après la deuxième descente de la Gestapo, ne se remit jamais du choc qu'elle avait subi. Elle tomba malade et mourut en 1953. A 33 ans, je n'avais plus de parents.



*René, Claire et leur fils André
à la Caserne Cafarelli de Toulouse
en février 1945.*

Cependant la vie continua. René et moi nous eûmes quatre autres enfants ; Martine fut la dernière ; enfin une fille que René avait tant désirée... Nous habitions à Pamiers, rue du Jeu du Mail ; notre maison était en construction à Verniolle. C'était malgré tout une période heureuse dans notre vie...

Le 23 septembre 1964, René partit à son travail, comme d'habitude ; il m'embrassa. Nous ne devions plus le revoir vivant. La veille, il nous avait dit : "Au poste de transformation de Salvayre, il y a un bruit anormal ; les ingénieurs de Valentine n'en ont pas trouvé la cause ; mais moi je la trouverai". Dans la matinée, (alors que je classais une pile d'Humanités), j'ai entendu la sirène, sans trop y prêter attention. Nous ne l'avons pas attendu pour manger à midi, car nous avons l'habitude de ces retards importants, dûs à son travail.

A 13 heures, sont arrivés Poumadère, puis Suard. Avec beaucoup de précautions, ils m'ont annoncé la terrible nouvelle. René venait d'être foudroyé par une décharge de 13 000 volts dans le poste de transformation...

Vingt ans après, en 1984, la municipalité de Lavelanet donna son nom à une rue de la ville, à proximité de la maison où nous avons vécu les premières années de notre vie commune, faites de bonheur et d'angoisse mêlés.

Témoignage de Jean SANNAC : J'ai bien connu René Burg, au moment de la Libération. C'était un type formidable, auquel on pouvait demander d'effectuer n'importe quelle mission ; il ne refusait jamais. Il était agent de liaison au niveau de l'état-major F.T.P.F., entre les responsables André Lacoste, Marcel Fréchou et Amilcar Calvetti. Il se vit confier le commandement du groupe F.T.P.F. de Lavelanet, fort d'au moins vingt-cinq hommes. Ce groupe est devenu la 3203^{ème} compagnie à la Libération, avec quatre-vingts à cent hommes. Plus tard, il fut un syndicaliste à EDF et un homme politique influent et respecté.

RUDI OELBAUM et JOSEPH DORTORT

Les deux adolescents juifs qui ne voulaient plus vivre dans la peur.

Rudi : Je suis né en novembre 1927 en Allemagne ; j’habitais à Berlin avec ma mère, mes grands-parents et ma sœur jumelle. Vous avez entendu parler de la “Nuit de Cristal”, le 10 novembre 1938, la terrible nuit où les SS ont détruit tout ce qui appartenait aux juifs allemands, et arrêté ou massacré des milliers d’entre eux. Ma mère a décidé de nous faire passer clandestinement en Belgique pour nous mettre en sécurité ; c’est un passeur qui nous a fait franchir la frontière. Mon père, qui habitait à Liège (mes parents étaient divorcés) nous a pris en charge ; puis un oncle d’Anvers, qui avait déjà fui l’Allemagne nazie, nous a confiés, ma sœur et moi, à un comité organisé par des juifs américains ; lequel nous a placés dans une espèce de colonie près de Bruxelles.

Ma mère, restée en Allemagne, s’est échappée plus tard ; réfugiée en Angleterre, je ne devais la revoir qu’en 1948.

Quand les Allemands ont envahi la Belgique, le 10 mai 1940, toute la colonie a été évacuée vers la France. Après un long voyage, nous avons abouti à Seyre (Haute-Garonne). Nous avons passé l’hiver dans un grand bâtiment, on dormait sur de la paille ; ce fut très dur. Enfin, début 1941, on nous affecta à une nouvelle résidence : le château de la Hille, à Montégut-Plantaurel.

Joseph : Je suis aussi d’origine allemande ; je suis né près de Hesse, en mai 1928, de parents juifs. J’ai connu les mêmes événements que Rudi. Le 10 novembre 1938, on m’a battu dans la rue, on m’a amené en prison. Une tante de Belgique est venue nous prendre en charge, mon frère aîné et moi. Nous avons été accueillis dans la même colonie que Rudi. J’y ai fait sa connaissance, et nous ne nous sommes plus quittés : Bruxelles, la France, Seyre.

J’étais dans l’équipe des gamins un peu plus âgés qui a été chargée d’aménager un peu le château de la Hille (eau, électricité) qui n’était plus habité. Quelques mois après, tous les enfants de Seyre nous ont rejoints, en mai 1941.

Rudi : Je précise que c’est à partir de cette date-là que nous avons été placés sous la protection de la Croix-Rouge suisse.

Joseph : Les plus jeunes des enfants allèrent à l’école de Montégut, les plus âgés fréquentèrent celle du château. Mais les plus grands travaillaient dans les fermes des environs, où nous étions très bien accueillis ; je garde un excellent souvenir de ces familles de paysans parmi lesquelles nous vivions.

Rudi : J’ai travaillé ici à Bordeblanque, chez Yvette et sa mère Mélanie Saurat ; elles avaient besoin de main-d’œuvre et je travaillais volontiers dans cette ferme, tout en gardant le contact avec le château.

Joseph : Le grand problème, ce fut en août 1942 : un matin, le château fut encerclé par les gendarmes qui emmenèrent ceux d’entre nous qui avaient plus de 16 ans. Mon frère Emile en fit partie. Finalement, Mademoiselle Näf, notre directrice, réussit à faire libérer tout son petit monde. Mais Sébastian Steiger a très bien raconté cet épisode dans son livre.

Début 1943, mon frère Emile âgé de 18 ans, fut convoqué au centre de travail pour étrangers ; cette convocation était un prétexte pour regrouper tous les jeunes juifs. Il fut

dirigé sur le sinistre camp de Drancy, puis déporté en Allemagne ; je n'eus plus jamais de ses nouvelles.

Durant cette période, nous avons vraiment réalisé que nous étions tous en danger ; d'autant plus que depuis novembre 1942, les Allemands avaient aussi envahi l'Ariège.

Rudi : Avec quelques camarades, début 1943, j'ai essayé de passer en Suisse. Quelle aventure ! Je suis parti en train jusqu'à Lyon avec une fausse carte d'identité (j'étais devenu Robert Lavigne, né à Strasbourg), laquelle m'avait été attribuée par une organisation suisse ; nous avions des adresses à Grenoble et Annecy ; mais à Grenoble mes camarades ont renoncé et ont préféré retourner à la Hille. J'ai continué tout seul jusqu'à Annecy (et j'avais un peu plus de 15 ans...). Grâce à un abbé, puis à un boulanger, un guide m'a amené à la frontière suisse. Les gardes-frontière m'ont refoulé, en me précisant que je n'avais rien à craindre, n'ayant pas encore 16 ans. Après diverses péripéties, je suis retourné moi aussi au château...

Nos ennuis n'en ont pas moins continué : accusés d'avoir quitté notre assignation à résidence, nous avons été convoqués au tribunal de Pamiers ; l'avocat choisi par notre directrice nous a bien défendus et nous avons écopé de 15 jours de prison avec sursis...

Mélanie, chez qui j'étais revenu, m'a alors tenu ces propos :

- Rudi, tu es toujours chez toi ici, comme notre fils ; mais mon cousin Roubichou de Varilhes, a besoin d'un gars pour l'aider.

Et me voilà aide-limonadier à Varilhes ; je faisais des livraisons avec vélo et remorque ; je lavais des bouteilles, etc. Et j'ai ainsi passé deux mois avec la famille Roubichou. Mais un jour, je fus convoqué à la gendarmerie. Madame Roubichou, en pleurs, (elle avait compris) me remplit une valise de victuailles ; je me rendis à la convocation, comme "un idiot". Une heure plus tard, un autobus rempli de juifs raflés dans tout le département, s'arrêta à la gendarmerie. Je dus y monter, malgré mon jeune âge, et direction le camp du Vernet. Dès le lendemain, profitant du fait que nous étions peu surveillés par les gendarmes, "je me suis encouru" ; au passage d'un train, j'ai traversé la voie, personne ne m'a rien demandé, et me voilà de nouveau à Varilhes, puis à la Hille. Dès que la directrice fut informée de mon arrestation, elle fit des démarches, faisant valoir mon jeune âge : la Croix-Rouge suisse avait en effet un agrément avec les autorités de Vichy, d'après lequel les enfants de moins de 16 ans étaient sous sa protection. Et Mademoiselle Näf obtint le principe de ma libération, que j'avais déjà réalisée tout seul !

J'ai repris mon travail chez Mélanie et Yvette à Bordeblanque. Mes hôtes, ayant bien réalisé le danger qui me guettait, m'ont gardé chez eux, en me précisant qu'au cas où les gendarmes viendraient me chercher, ils sauraient bien me cacher ; ainsi arriva le printemps 1944.

Joseph : Avec Egon Berlin, Kurt Klein et Georges Herz, nous avons construit une cabane du côté du Pas del Roc, en plein bois ; c'était notre refuge en cas de danger. Mais nous allions travailler à Campourniés, à la ferme de l'Alsacien Schnée, commune de Monesple. Ce brave homme ravitaillait les maquisards ; c'est ainsi que nous avons eu l'occasion, début juin, d'entendre parler de la bataille de Vira ; c'était notre chance à saisir : être libre, dans un maquis libre ! Le paradis pour nous !

Notre décision fut vite prise : avec Egon, Kurt et Rudi, mis au courant, nous irions au maquis ! Dans notre naïveté, nous sommes repassés au château prendre nos cartes

de ravitaillement : nous supposions que nous pouvions en avoir besoin... Munis d'une carte Michelin, nous cherchons Vira ; nous traversons des villages, des vallées ; nous abordons un paysan dans un champ :

- Où est Vira ?

- Ah ! vous voulez rejoindre les patriotes ? (je n'ai jamais oublié ce mot).

Il nous indique la direction. Nous rencontrons bientôt une sentinelle... qui s'est endormie ! Nous la réveillons. Elle nous emmène chez les Espagnols ; ceux-ci, prudents et méfiants, nous entourent ; manifestement ils ne tiennent pas à garder des gosses avec eux. Mais un maquisard français, du nom de Daniel, je crois, nous prend avec lui, et nous découvrons le cantonnement de Pastouret.

A notre arrivée, on a raconté notre histoire, tout le monde autour de nous. On nous a gardés ! Nos futurs camarades se sont mis à nettoyer leurs armes. J'ai réalisé que maintenant je n'aurai plus peur d'être pris par les gendarmes ; oui, j'allais pouvoir me défendre, avec ces armes et mes camarades. Cette peur qui me poursuivait en fait depuis mon enfance, elle était vaincue. Nous étions dans un morceau de France LIBRE !



*De gauche à droite : Rudi OELBAUM,
Kurt KLEIN et Joseph DORTORT.*

Mon premier coup de main, ce fut l'affaire du tabac à Pamiers. Oscar, notre chef, nous ordonna, à l'entrée de la ville, de nous mettre à plat ventre dans le camion. Il plaça des camarades en surveillance autour du dépôt. Mon travail consistait à saisir les cartons pleins de tabac pour les ranger sur le camion ; mais j'étais tellement excité que j'ai laissé ma mitraillette posée sous l'amoncellement de cartons...

Rudi : Vous avez garé le camion, à votre retour, dans un ruisseau, au bas de Pastouret ; nous sommes descendus de la colline pour vous aider à remonter tout ce tabac au cantonnement. Un autre souvenir me revient : un jour, nous avons entendu notre chef parler d'un gars qui rançonnait les paysans pour son propre compte, se faisant passer pour un maquisard. Ce jeune a été retrouvé, amené à Pastouret et la décision de le fusiller fut prise. Il y eut beaucoup de volontaires pour cette exécution, et il fut fusillé.

Joseph : Le maquis captura aussi deux miliciens ; ils furent également fusillés à Pastouret. Pour ma part, j'ai été heureux qu'on ne m'ait pas demandé d'exécuter ces hommes ; on ne devrait jamais demander aux jeunes de tuer.

Rudi : Nous avons tendu une embuscade sur la grande route Foix-Tarascon ; une voiture allemande se présenta ; nous l'avons mitraillée ; un officier fut tué, un autre s'en-

fuit. Un camarade a jeté une grenade dans le moteur, pour détruire le véhicule. Mais, lors de l'attaque, un d'entre nous a lancé sa grenade sans la dégoupiller ... ce qui a provoqué quelques moqueries...

Joseph : Ceci montre bien l'inexpérience mais aussi la détermination de ces jeunes Allemands que nous étions, lancés dans un combat auquel rien ne nous avait préparés.

Mon baptême du feu, ce fut lors de l'embuscade de Celles. Quelques Allemands furent tués ou blessés ; mais ils ripostèrent. Les balles qui sifflent, j'ai découvert ça ; deux jours après, à Roquefixade, j'étais déjà habitué à ces sifflements étranges.

Rudi : Etant dans le groupe de Robino, je n'ai pas participé à cette bataille ; nous étions placés en protection de la retraite. Puis on a perdu le contact avec la compagnie pendant plusieurs jours. C'est là que je situe l'épisode de la Barrière avec Barthes.

Joseph : J'étais dans la 2^{ème} section, commandée par Oscar, envoyée par nos chefs pour aller nous rendre compte de la situation, après que nos sentinelles aient aperçu des hommes armés qui s'approchaient de notre cantonnement. Très vite, des camarades ont été pris sous le feu d'armes automatiques des miliciens. J'ai aperçu Oscar, qui se dirigeait vers le haut de la colline ; il me fit signe de me replier ; ce que je fis en me faufilant entre les rochers. Nous nous sommes regroupés dans un bosquet, avec quelques camarades. Nous étions encerclés, on nous tirait dessus à la mitrailleuse. Puis on nous cria : "Rendez-vous !".

De temps en temps, des miliciens se rapprochaient de notre position. Nous les repoussions à coups de mitraillettes et de grenades. Oscar envoya un de nos gars avertir les chefs de notre situation. A un moment donné, sa mitrailleuse s'enraya. "Donne-moi la tienne" ! me dit-il. Près de moi était un jeune de Varilhes ; il était blessé au pied ; il portait un gros sac de grenades. Personne n'a jamais pu me dire le nom de ce camarade coiffeur à Varilhes, que je n'ai jamais revu¹.

Et cela dura des heures. Enfin, vers le soir, nous entendîmes tirer de la crête : c'étaient les nôtres qui venaient nous dégager. Tout à coup, tout devint calme autour de nous : nos assaillants s'étaient retirés.

Nous sommes un peu descendus ; et alors, quel spectacle ! Des morts un peu partout ! Nos camarades tués là... Sannac est passé et m'a demandé :

- Tu n'as pas vu mon frère ?

- Non, je ne sais pas où il est.

J'ai appris plus tard qu'Egon avait été également tué et que Kurt avait été fait prisonnier par les GMR (il fut libéré peu de temps après). Je revis Rudi quand nous fûmes installés du côté de Bélesta².

1. Il s'agit de René Ladgé, dont parlent, par ailleurs, André Rouch et Augustin Sabatier.

2. Pour plus de détails, consulter les 2 livres de Jean-Jacques Pétris : "Le maquis de Roquefixade" - "Egon Berlin, l'enfant juif de Roquefixade" et celui de Sebastian Steiger : "Les enfants du château de La Hille".

Nous quittâmes ces lieux tragiques la même nuit, direction le col de la Lauze. J'ai été aussi dans l'affaire du boulanger que nous attendions route de Lavelanet ; mais il était accompagné par les Allemands. Nous n'avons pas eu de pain, mais les balles ont sifflé tout autour de nous...

Rudi : Une nuit, nous nous déplaçons sur la route de Bélesta ; avec un camarade, nous étions éclaireurs, un peu en avant de notre groupe. Après un temps de repos, notre chef Robino nous dit : "Allez, les éclaireurs, en avant !" Aussitôt, une fusillade a éclaté ; nous étions tombés dans une embuscade. Robino fut tué. Je me suis enfui dans la nuit ; j'ai perdu mon sac qui contenait quelques affaires, mais surtout des photos de famille. Voilà qu'après la Libération, le maire de Bélesta a remis mon sac, que quelqu'un avait récupéré, à un responsable du maquis. Et j'ai retrouvé mes précieuses photos...

Joseph : Un événement tragique se produisit plus tard du côté de Rapy ; nous étions sur la route de Lavelanet à Pamiers, que nous allions occuper. Nos camions avaient stoppé, car nous attendions des ordres. Arrive une voiture de Lavelanet ; quelques maquisards voulurent la contrôler ; les occupants, membres des milices patriotiques, se croyant attaqués, tirèrent. De nos camions, nous avons aussitôt ouvert le feu sur la voiture. En quelques instants il y eut plusieurs morts, dont un gars de Pamiers qui allait rentrer chez lui ; on m'a dit plus tard qu'il s'appelait Jules Blandinières.



*Un groupe de jeunes juifs et leurs professeurs à Pamiers après la Libération.
De gauche à droite : Devant : Geati, Rita, Trude, Berthe.
Derrière : Edgar CHAIM, Joseph DORTORT, Georges HERZ, Sébastian STEIGER,
Eugen LYRER, Kurt KLEIN.*

A Pamiers, j'ai passé plusieurs jours avec des camarades, à garder la route qui rejoint Toulouse ; elle était encombrée d'arbres abattus. On m'avait peut-être oublié là ? Une fois, Calvetti m'a fait appeler, pour servir d'interprète car des déserteurs de l'armée allemande avaient été capturés. Je parlais l'allemand bien sûr, mais aussi le français, et même quelques mots du patois ariégeois...

Enfin, l'Ariège fut libérée. Que faire ? Où aller ? Je me suis engagé dans l'armée. J'ai accompli une préparation militaire à Montauban ; puis à Hyères, au centre d'instruction de la coloniale. Enfin, je fus affecté dans une division de montagne, au sein de la 1^{ère} armée française. J'ai fait la campagne d'Alsace, et j'ai terminé la guerre en Autriche !

Rudi, quant à lui, a été intégré dans la Légion Etrangère ; on lui avait donné ce choix : "tu t'engages dans la Légion ou on t'enferme dans un camp de prisonniers allemands !" Incroyable, mais vrai ! Et il a fini sergent-chef en Indochine.

A ma démobilisation, la guerre finie, je me suis retrouvé seul au monde... Et l'Angleterre est devenue mon pays...

En 1993, pour la première fois, je suis revenu avec Rudi à Roquefixade ; Alex Frank avait emmené une équipe de la télévision allemande. J'ai retrouvé à cette occasion des camarades français et avec quelle émotion !

L'année suivante, pour le cinquantenaire, nous étions encore plus nombreux ; mais il y avait aussi des gendarmes en uniforme. J'ai demandé à un copain : "Ils sont avec nous aujourd'hui ?"

Cet entretien a été réalisé à Montégut, le 9 juillet 2001 ; Rudi et Joseph, venus d'Angleterre, avaient tenu à assister la veille à la 57^{ème} commémoration des combats de Roquefixade, comme ils le font désormais chaque année. En septembre 2000, j'avais eu le plaisir de les accompagner, à leur demande, à la cabane du Tambour, sur le plateau de Pastouret. Ils ont reconnu les lieux, 56 ans après... De même Rudi a bien reconnu le hameau de la Barrière, à la limite des communes de Ségura et de Malléon.

- Oui, c'est bien là, dans ce fossé, que les Allemands se cachaient pour nous surprendre. L'affaire avait commencé l'après-midi. Avec Pierre Barthes, nous étions allés chercher chez une femme du hameau, un agneau, destiné au maquis espagnol. Elle nous a dit : "Revenez ce soir, l'agneau sera prêt". Ce qu'on a fait dans la soirée. Mais Pierre se méfiait : "Allons voir si la route est libre ; j'ai aperçu dans la journée un milicien qui rôdait". Et dans le fossé, malgré le soir qui tombait, nous avons aperçu des hommes armés : des Allemands !

Barthes leur cria : "Haut les mains!" et il lâcha une rafale de mitraillette. Mais nous n'étions que deux ! Et en face, sans doute des dizaines, venus en camion ! Lui s'est enfui dans un champ de maïs, et moi, tout en courant, j'ai sauté par-dessus une baie. Quelle fusillade dans notre direction ! J'avais tellement peur que je crois que je n'ai jamais couru aussi vite de ma vie !

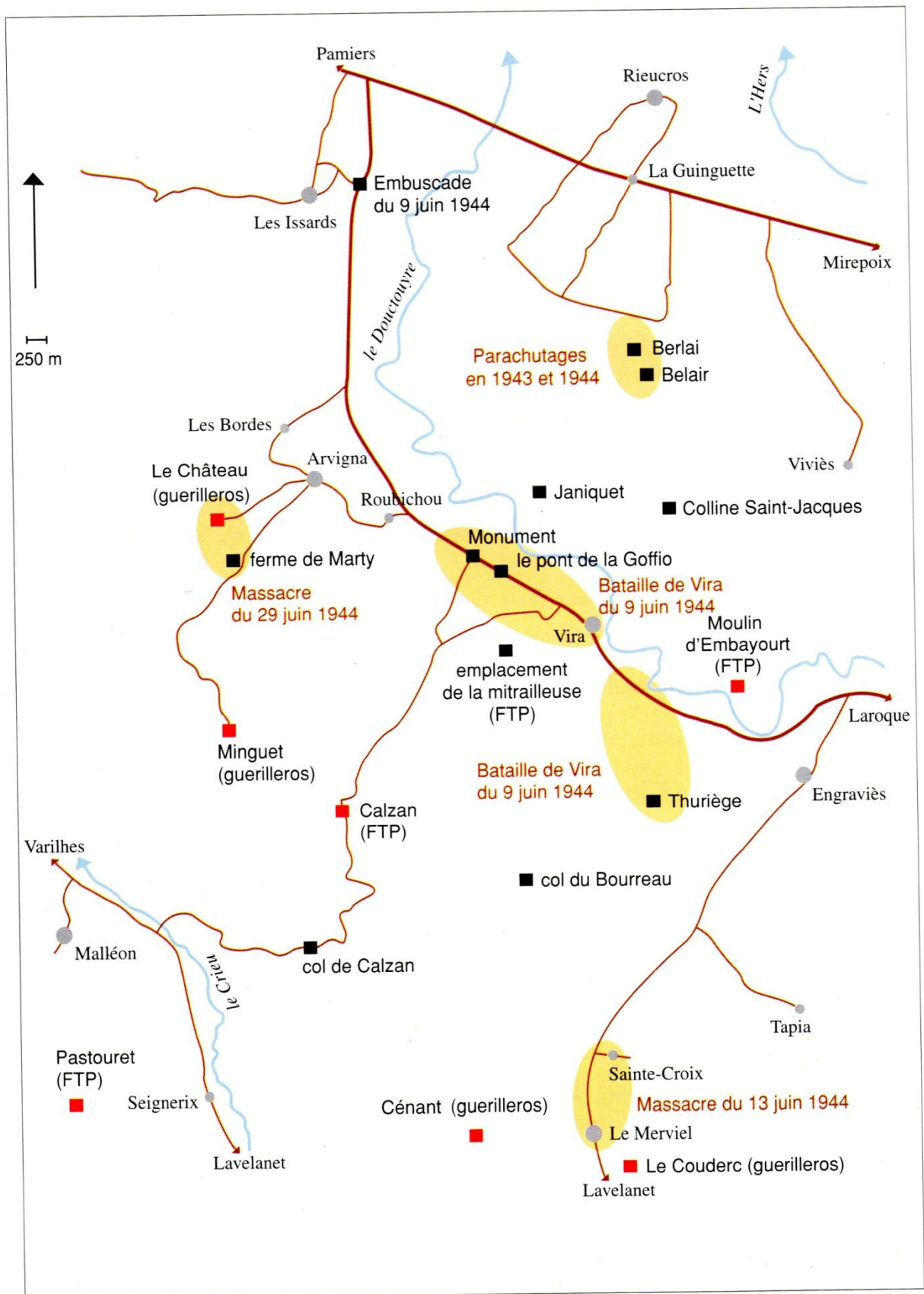
Puis je suis tombé dans un trou qui contenait un peu d'eau ; je n'ai plus bougé de cette cachette et j'y suis resté toute la nuit. Le lendemain matin, je suis monté sur une

colline, pour m'orienter. A un paysan rencontré, j'ai demandé : "Où sont les patriotes ?" Il m'a indiqué, ce n'était pas loin. A mon arrivée au maquis, les camarades m'ont dit : "Oh ! on te croyait mort" !



*A la cabane de Pastouret (Malléon) le 18 septembre 2000.
De gauche à droite : Olivier NADOUCE, Jean-Jacques PÉTRIS, Joseph DORTORT,
Claude DELPLA, Rudi OELBAUM, Marcel FOURNIÉ et les deux fils de Rudi.*

VALLÉE DU DOUCTOUYRE ET ENVIRONS



CHRONOLOGIE

La plupart des dates concernent des événements liés aux maquis, qui se sont produits dans la vallée de l'Ariège, les secteurs de Pamiers, Mirepoix, Lavelanet, (événements qui nous intéressent plus particulièrement ici).

Pour une meilleure cohérence, d'autres événements sont cependant mentionnés. Il est certain que d'autres encore, locaux ou non, auraient mérité de l'être...

N.B. Quelques petites erreurs peuvent subsister...

1922

Mussolini accède au pouvoir en Italie et ouvre la voie au fascisme.

1933

30 janvier Hitler est nommé chancelier du Reich.

26 avril Création de la Gestapo par Hitler.

Printemps 1933 Ouverture en Allemagne des premiers camps de concentration où sont internés les antifascistes.

1936

Février Le Frente Popular remporte les élections législatives en Espagne.

Printemps 1936 Le Front Populaire remporte les élections législatives en France. Puissantes grèves et nombreuses conquêtes sociales.

Juillet Soulèvement des généraux rebelles en Espagne, dont Franco, contre la République.

Automne Début de l'intervention des Brigades Internationales en Espagne.

1937

Le gouvernement de Léon Blum préconise "la pause sociale" en France et la non-intervention en Espagne.

1938

Mars Annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie.

Avril Les troupes franquistes aidées par Hitler et Mussolini coupent les forces républicaines du nord et du sud.

28 septembre Les gouvernements allemand - français - anglais - italien signent les accords de Munich autorisant Hitler à s'emparer d'une partie de la Tchécoslovaquie.

10 novembre "Nuit de Cristal" en Allemagne : arrestation et internement de 30 000 juifs

1939

Vernet Janv. - Fév. - Mars Des centaines de milliers de républicains espagnols cherchent refuge en France. Internement au camp du Vernet et à la briquetterie de Mazères d'environ 15 000 d'entre eux.

15 mars Hitler annexe la Tchécoslovaquie.

23 août Pacte de non-agression germano-soviétique.

- 1^{er} septembre Hitler envahit la Pologne.
- 3 septembre La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne.
- 26 septembre Dissolution du parti communiste français.
- Automne Daladier supprime par décret les conquêtes sociales du Front Populaire.
- Sept. à mai 1940 "La drôle de guerre" : les armées françaises et anglaises n'attaquent pas l'Allemagne nazie.

Vernet à partir de fin 1939 Internement au camp du Vernet (avant la déportation pour beaucoup) de milliers d'antifascistes étrangers de toutes nationalités.

1940

- Mai - juin Hitler envahit la Belgique, la Hollande et la France.
- 17 juin Le maréchal Pétain appelle à cesser les combats contre l'occupant nazi.
- 18 juin Appel à la BBC du général de Gaulle à la Résistance française.

... Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français... les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas...

- 10 juillet Le parlement vote les pleins pouvoirs à Pétain, chef de l'"Etat Français".
- 10 juillet Appel du parti communiste français au peuple de France pour l'organisation de la Résistance.

... Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclavesLa France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé... Elle ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prête à toutes les besognes... ...C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale...

11 octobre Discours radio-diffusé de Pétain : *... Le régime nouveau ... remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui ... se dépasse pour atteindre la collaboration internationale. Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins ...*

Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne rep sera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des "chances" données à tous les Français de prouver leur aptitude à "servir"...

- 18 octobre Lois répressives de Vichy sur le statut des Juifs en France.
- 23 octobre Rencontre Hitler - Franco à Hendaye.
- 24 octobre Rencontre Hitler - Laval - Pétain à Montoire : mise en place de la collaboration entre la France vaincue et l'occupant nazi.
- 11 novembre Manifestation à Paris par les groupes universitaires de Résistance.

Varilhes Décembre Dissolution de la municipalité de gauche conduite par Louis Siret et Georges Costedoat.

1941

Toulouse 11 avril *Après la débâcle de 1940, dans toute la France, des militaires n'acceptent pas la défaite. Ils camouflent du matériel, malgré les commissions de contrôle de Vichy. Dans la région militaire de Toulouse, un réseau CDM R4 (camouflage du matériel) est créé. L'association pour le Mémorial des Martyrs du CDM (dont le siège est à Muret) précise dans son bulletin de 1988 :*

Au 11 avril 1941, le service du CDM disposait du matériel suivant : 65 000 armes individuelles, 10 000 armes collectives d'infanterie, 400 bouches à feu de 55 et de 75, 1 000 tonnes de munitions d'infanterie, 10 000 coups de 75, 150 000 grenades, 15 000 véhicules disposant de 1 000 tonnes de carburant.



La poignée de mains de Montoire : Pétain-Hitler
du 24 octobre 1940



Parade Hitler-Franco à Hendaye
du 23 octobre 1940

Lasserre	1 ^{er} mai	Assassinat de François Camel, le seul député ariégeois à avoir refusé les pleins pouvoirs à Pétain.
	15 mai	Appel du PCF pour la création d'un Front National de lutte pour l'indépendance de la France.
	22 juin	Hitler envahit l'URSS.
Varilhes	14 juillet	Tracts (voir ci-dessous) collés par J. Bénazet sur platanes et murs

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

VIVE LA REPUBLIQUE

Foix	21 août	Attentat au métro Barbès à Paris : Fabien exécute un officier allemand.
	31 août	Arrestation de Noël Peyrevidal par la police de Vichy.
	22 et 23 octobre	Les Allemands exécutent 88 otages à Chateaubriand, Nantes et Bordeaux.
Rieucros	Octobre	Création du Mouvement Francs-Tireurs (gaulliste) par Jules Amouroux et Ernest Giret.
	Décembre	Entrée en guerre des Etats-Unis après la destruction de leur flotte à Pearl Harbour par les Japonais.
1942		
	Janvier	Structuration des FTPF (Francs-Tireurs et Partisans Français) en organisations de combat (à direction communiste).

	8 juin	A Auschwitz, les nazis débent l'extermination massive des Juifs.
Pamiers	12 juillet	Arrestation d'antifascistes, dont Basile Sannac qui sera déporté.
	16 -17 juillet	A Paris, le régime de Vichy procède à la rafle des Juifs enfermés ensuite au Vél d'Hiv.
Vira	Courant de l'année	Rémy Maury et Aimé Gos constituent le 1 ^{er} groupe de FTPF de la vallée du Douctouyre.
Aulus	26 août	Arrestation à Aulus par les autorités de Vichy de centaines de Juifs étrangers qui seront déportés.
Montégut	26 août	45 enfants juifs du château de la Hille sont convoyés par les gendarmes au camp du Vernet pour être déportés.
Foix	Octobre	Création du mouvement "Combat" par Irénée Cros, Ernest Gouazé et d'autres.
	8 novembre	Débarquement américain en Afrique du Nord.
Pamiers	11 novembre	La police de Vichy disperse des dizaines de personnes qui voulaient manifester au Monument aux Morts.
	11 novembre	Les Allemands envahissent la zone sud de la France ; les Italiens, la Corse.
	Novembre	Début de la bataille de Stalingrad, dans le cadre de la contre-offensive de l'Armée Rouge.
Ariège	Novembre	Création de la 3 ^{ème} brigade de guérilleros (commandant José Rios de Dalou).
Rieucros	Fin 1942	Ernest Giret contacte Aimé Gos pour former une équipe de réception d'armes parachutées.

1943

Aulus	9 janvier	Deuxième rafle de Juifs.
Pamiers	9 janvier	Albert Busa, responsable PCF, fait sauter le bureau de placement allemand.
	30 janvier	Fondation par Vichy de la Milice française.
	2 février	Capitulation allemande à Stalingrad.
	16 février	Loi de Vichy portant création du STO.
Rieucros	nuit du 12 au 13 avril	1 ^{er} parachutage d'armes pour l'organisation Combat.
Dalou	mai	les FTP, avec Elie Bénédié, Louis Mazurié et d'autres, sabotent la ligne à haute tension.
Aulus	13 juin	Capture dans la montagne du passeur Jean Bénazet de Varilhes et d'une partie des jeunes qu'il conduisait en Espagne.
	21 juin	Arrestation de Jean Moulin (président du Conseil National de la Résistance) à Caluire par la Gestapo.
Varilhes	23 juillet	Georges Costedoat est arrêté par la police de Vichy et interné.
	Été	Débarquement des Alliés en Sicile et Italie du Sud.
Port-Ézès	9 septembre	Anéantissement du maquis MUR.
Pamiers	11 septembre	1 ^{er} sabotage de l'usine par les FTP de Rimont.
Ilhat	18 septembre	Destruction du maquis FTP du Bac d'Ilhat.
	5 octobre	Libération totale de la Corse par les résistants.
Varilhes	Octobre	Formation d'un groupe de résistants FTP (Marcelin Celma, Gaston Fauré, Marcel Eychenne, Louis Mazurié).
Varilhes	11 novembre	Sabotages par les FTP de la voie ferrée et des lignes haute-tension.

Pamiers	Novembre	Destruction de moteurs à l'usine par les guérilleros.
Camarade	17 novembre	Destruction du maquis.
Rieucros	14 décembre	Jules Amouroux est arrêté et déporté.
Foix	14 décembre	Irénée Cros est assassiné par la Gestapo. Ernest Gouazé est arrêté et déporté.
Le Merviel	Hiver 43-44	Les guérilleros s'installent au Couderc (commandant Robert).

1944

	Toute l'année	L'offensive soviétique se poursuit sur le front de l'Est en URSS, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie.
Rieucros	6 janvier	Ernest Giret échappe à l'arrestation. Parachutage d'armes à "Pamplemousse".
Varilhes	8 janvier	La Gestapo arrête 9 personnes qui sont déportées (voir le livre de Suzel Nadouze : "Et un train noir les emporta").
Mirepoix	29 janvier	André Gaucher est arrêté par la Gestapo et déporté.
Rieucros	janvier ou février	3 FTP enlèvent des armes parachutées.
Varilhes	2 février	La Gestapo arrête encore 9 personnes qui sont déportées.
Rieucros	5 février	Parachutage d'armes à "Pamplemousse".
Lavelanet	Février	Arrestation de Joseph Galvan par la Gestapo.
Foix	26 février	Deuxième arrestation de Noël Peyrevidal.
Rieucros	Mars	Un parachutage d'armes est abandonné et récupéré par l'équipe d'Aimé Gos.
Lavelanet	Février à mars	Le groupe de Tostado multiplie sabotages et opérations.
Pérelle	Fin mars	Les Allemands incendient la base du groupe de Tostado.
Ariège	Mars-avril	Formation de deux bataillons de guérilleros : au Merviel-Calzan et à La Crouzette.
	26 mars	Destruction du maquis de Glières en Haute-Savoie.
Rieux de Pt.	27 mars	Arrestation de huit Espagnols par la gendarmerie.
St-Félix de R.	Avril	Le groupe de Gos sabote la ligne à haute tension.
Manses	26 avril	Le maire Albert Vidal est arrêté par la Gestapo et assassiné.
Ariège	Avril-mai	Arrivée de nouveaux cadres FTP parmi lesquels : Amilcar Calvetti, Marcel Fréchou, André Lacoste, Casimir Lucibello.
	Printemps	Bataille de Cassino en Italie et prise de Rome par les Alliés le 4 juin.
Tarascon	1 ^{er} mai	Le groupe de Tostado sabote une conduite forcée de Péchiney.
St-Paul de J.	17 mai	Les FTP de Mercus font télescoper une locomotive et des wagons sous le tunnel.
Gudas	24 mai	Arrestation par la Milice d'une quinzaine d'Espagnols et de Juifs. Jésus Rios est mortellement blessé, 3 femmes déportées.
Dalou	Mai	Sabotage de la ligne haute tension par les FTP.
Loubens	Mai	Le guérillero Alcazar Medina est tué par les gendarmes.
Mercus	Mai	Le groupe Tostado tue un Allemand près du Pont du Diable.
Le Merviel	Fin mai	L'état-major des FTP s'installe au Couderc.
Arvigna	Fin mai	Le 1 ^{er} bataillon de guérilleros s'installe au Château puis à Minguet.
Rieucros	Fin mai	Parachutage d'armes, dont une mitrailleuse pour les FTP.

Le Vernet	Fin mai	2 convois de femmes et d'enfants juifs partent pour les camps de la mort.
Pamiers	Début juin	Le groupe de Tostado réquisitionne un camion du Vernet et capture deux policiers.
Pamiers	3 juin	FTP et guérilleros récupèrent des uniformes aux chantiers de jeunesse de la marine.
Pamiers	4 juin	FTP et guérilleros sabotent l'usine.
	6 juin	Débarquement des Alliés en Normandie.
Engraviès	6 juin	L'état-major des FTP s'installe au moulin d'Embayourt.
Vallée du Douctouyre	7 juin	Les FTP occupent les villages et forment 3 détachements avec les centaines de jeunes qui affluent : à Dun, à Vira et à Calzan.
Varilhes	7 juin	FTP et guérilleros sabotent la voie ferrée (pour bloquer le train de munitions allemand) et des pylônes de lignes à haute tension.
Lavelanet	7 juin	Un milicien est exécuté par les résistants.
Pamiers	8 juin	Les FTP attaquent l'école de gendarmerie pour récupérer des armes.
Mirepoix Rieucros	9 juin	Les FTP attaquent les gendarmeries pour récupérer des armes.
Vira	9 juin	FTP et guérilleros livrent bataille aux Allemands et miliciens. <ul style="list-style-type: none"> • 4 FTP sont tués : Fernand Roubichou, Paul Balasc, Raoul Bonnafous, Jean-Jacques Neuville ; ainsi que 4 civils : Emilienne Authié, Joseph Roujas (mort plus tard) ; Alphonse Rescanières et Fernand Gaudonville. • Des dizaines d'Allemands sont tués ou blessés.
	9 juin	Pendaisons dans les rues de Tulle de 99 otages par les nazis.
Betchat et environs	10 juin	SS et miliciens attaquent le maquis. Des résistants et beaucoup de civils sont massacrés.
	10 juin	Massacre de 642 habitants d'Oradour-sur-Glane (en Haute-Vienne) par la Division Das-Reich.
Vira	11 juin	Retour des Allemands qui terrorisent le village, font sauter le moulin et incendient une ferme voisine.
Foix	11 juin	La Gestapo arrête Léon Barras et René Faucon ; ils seront déportés.
Ax les Thermes	11 juin	La Gestapo arrête le maire, Albert Durandeaup (il sera déporté) et 3 autres personnes.
Merviel Engraviès	13 juin	Les Allemands terrorisent les habitants ; ils assassinent Théophile Charry, Cyprien Rouch et Antoine Pons ; ils pillent et incendient des maisons.
Rieucros	15 juin	Les Allemands arrêtent Juliette Giret ; elle sera déportée.
Lavelanet	15 juin	Le maquis sabote un transformateur électrique et désarme 3 gendarmes.
St-Jean de Verges	16 juin	La Gestapo arrête André Grèzes ; il sera déporté.
verniole	Mi-juin	Le groupe Tostado, à la côte de Millet, intercepte 5 camions allemands, en récupère 2 ; des Allemands sont tués.
Pamiers	17 juin	La Gestapo arrête l'ex-maire, Joseph Rambaud, membre de l'O.R.A. ; il sera déporté.
Verniolle	17 juin	Elle arrête aussi le maire Henri Calmon.
Foix	17 juin	Elle arrête aussi Robert Borios (fusillé plus tard à Bordeaux).

<i>Pamiers</i>	19 juin	Joseph Maurette meurt dans sa maison incendiée par les Allemands et les miliciens, après avoir abattu un collaborateur.
<i>Verniolle</i>	20 juin	La Milice assassine Aimé Balussou, Louis Jalabert et Paul Strauss à Fiches.
<i>Le Vernet</i>	20 juin	Environ 90 internés sont déportés.
<i>Lavelanet</i>	21 juin	Le maquis exécute un Allemand.
<i>Mirepoix</i>	21 juin	Le maquis exécute 2 collaborateurs.
<i>Pamiers</i>	23 juin	Les FTP enlèvent 1200 kg de tabac.
<i>St-Paul de Jarrat</i>	24 juin	Les FTP venus de Pastouret attaquent une voiture allemande ; un officier est tué.
<i>Foix</i>	25 juin	La Gestapo arrête 5 ouvriers résistants ; ils seront déportés.
<i>Mirepoix</i>	26 juin	Les FTP enlèvent 2 miliciens ; ils seront exécutés.
<i>Justiniac</i>	26 juin	Les SS fusillent 6 résistants (pour plus de précisions sur ce massacre, et sur les 5 ou 6 parachutages de l'hiver 43 et printemps 44 près de Saverdun, se reporter au livre "Bon papa a cassé sa pipe" de Pierre Frayssines et Jean Vergé).
	28 juin	Philippe Henriot, ministre de la propagande de Pétain, est exécuté par des résistants.
<i>Arvigna</i>	29 juin	Allemands et miliciens terrorisent le village, assassinent Jean Naudy, son fils Antoine et François Soler ; la ferme de Marty est incendiée. Augustin Aragni est arrêté.
<i>Foix</i>	29 juin	La Gestapo fusille le garde-champêtre Léonard Arnaud.
<i>Le Vernet</i>	30 juin	Environ 400 internés, dernier convoi, sont déportés ; ils feront partie du "train fantôme".
<i>Malléon</i>	30 juin	Le maquis FTP quitte Pastouret pour Roquefixade.
<i>Calzan</i>	30 juin	Le 1 ^{er} bataillon de guérilleros quitte Minguet pour Cénant.
<i>Montségur</i>	Fin juin début juillet	Création du 3 ^{ème} bataillon de guérilleros (commandant Alphonse Gutierrez).
<i>Rimont</i>	1 ^{er} juillet	Le maquis de la Crouzette tend une embuscade aux Allemands.
<i>Pamiers</i>	2 juillet	Récupération de fûts de confiture par un groupe de FTP.
<i>St-Jean de Verges</i>	2 juillet	La Milice assassine 3 otages pris à la Bastide de Sérrou.
<i>Foix</i>	2 juillet	La Milice boucle le centre ville, effectue des contrôles et arrête plusieurs personnes.
<i>Lavelanet</i>	3 juillet	FTP et guérilleros occupent la ville pendant plus d'une heure, réquisitionnent vivres et matériel.
<i>Mirepoix</i>	5 juillet	La Milice cerne la ville ; elle aligne contre un mur une vingtaine d'otages ; elle en emmène quelques uns en prison.
<i>Verniolle</i>	5 juillet	Des guérilleros exécutent un milicien à la halte.
<i>Roquefixade</i>	6 juillet	Les FTP de la 1 ^{ère} compagnie sont attaqués par la milice, les GMR et les Allemands. 11 maquisards sont tués ainsi qu'un nombre indéterminé d'assaillants.
<i>Roquefixade</i>	7 juillet	6 autres FTP sont tués par les Allemands (Pour plus de précisions, consulter le livre de J.-J. Pétris : "le maquis de Roquefixade").
<i>Pamiers</i>	7 juillet	Léon Castel, membre de l'O.R.A. est arrêté par la Gestapo.
<i>Montferrier</i>	8 juillet	Opération des Allemands contre le maquis qui peut se dégager sans pertes.
<i>Freychenet</i>	9 juillet	Les FTP de la 1 ^{ère} compagnie se regroupent au-dessus du village.

<i>Aigues-Juntas</i>	10 juillet	Le maquis exécute 2 informateurs de la Gestapo.
<i>Loubens</i>	10 juillet	Le maquis exécute 1 informatrice de la Gestapo.
<i>Montségur</i>	10 juillet	Opération allemande contre les guérilleros du 3 ^{ème} bataillon qui peuvent se dégager ; les granges de la Reboule sont incendiées ; un civil est tué.
<i>Rimont</i>	13 juillet	“La Gestapo française” de St-Girons assassine l’ancien ministre Paul Laffont et le docteur Léon Labro.
<i>Varilhes</i>	14 juillet	Les FTP de la 3101 ^e compagnie de Jean Sannac sabotent la voie ferrée.
<i>Pamiers</i>	1 ^{ère} quinz. de juillet	Les guérilleros du 1 ^{er} bataillon attaquent l’école de gendarmerie et s’emparent d’uniformes, de ravitaillement et d’armes.
<i>Montferrier</i>	15 juillet	Les guérilleros exécutent 2 informateurs de la Gestapo.
<i>Secteur</i>	15 juillet	Le maquis de la Crouzette exécute une douzaine de collaborateurs (quelques erreurs).
<i>Rimont</i> <i>Castelnau Durban</i>		
<i>Saverdun</i>	16 juillet	Les Allemands occupent la ville et terrorisent la population ; pillages.
<i>Foix</i>	18 juillet	Robert Fines, de l’A.S. est arrêté par la Milice.
<i>Varilhes</i>	18 juillet	Les guérilleros du 1 ^{er} bataillon sabotent la voie ferrée.
<i>La Crouzette</i>	21 juillet	Allemands, miliciens et GMR attaquent le 3 ^{ème} bataillon de guérilleros et la 3102 ^e compagnie de FTPF qui peuvent s’échapper après une résistance acharnée. Furieux, les assaillants pillent et incendient fermes et villages. 1 guérillero et un Polonais sont tués.
	20-23 juillet	Anéantissement du maquis du Vercors.
<i>Bélesta</i>	27 juillet	Jacques Miquel, FTP de Mirepoix, est tué lors d’un accrochage avec une colonne allemande.
<i>Pamiers</i>	30 juillet	Milice et Allemands fêtent la fin de stage de formation des cadres de la Milice, à la caserne Sarrut.
<i>Madière</i>	1 ^{er} août 1 ^{er} août	La Milice fusille 2 prisonniers espagnols : Herrera et Torero. 52 otages sont fusillés au camp de Souge près de Bordeaux ; parmi eux Noël Peyrevidal de Foix.
<i>Castelnau Durban</i>	2 août	Clovis Dedieu est arrêté et torturé par la Milice ; il mourra le 4 août.
<i>Manses</i>	2 août	Le maquis exécute 2 miliciens.
<i>Pamiers</i>	4 août	Louis Caillaba, de l’O.R.A. est arrêté par la Milice.
<i>Bélesta</i>	6, 7, 8 août	Les Allemands attaquent le maquis de Picaussel (Aude) et terrorisent la ville.
<i>Rieucros</i>	8 août	2 avions parachutent Marcel Bigeard, 2 officiers anglais et 1 canadien, 2 Français, Grangeaud et Canovas, ainsi que des armes et du matériel.
<i>Rieucros</i>	Début août	2 parachutages d’armes et de matériel pour les guérilleros.
<i>Cénant</i>	Début août	Parachutage d’armes.
<i>Bélesta</i>	11 août	Au Pont-du-Prince, Georges Ferrié et Emile Dussart, de la 3101 ^e compagnie, sont tués dans une embuscade.
<i>Varilhes</i>	13 août	Jean Alexandre et sa famille sont arrêtés par la Gestapo ; on ne le reverra plus.
<i>Rieucros</i>	13 août	Jean Sutra, résistant, est tué par erreur par une sentinelle espagnole, après un parachutage d’armes.

<i>Ariège</i>	14 août	Les Allemands et la Milice préparent leur repli, réquisitionnant des chauffeurs français.
	15 août	Débarquement des forces franco-américaines dans les Maures et l'Esterel.
<i>Ariège</i>	15 août	Responsables FTP et guérilleros décident de libérer le département.
<i>Foix</i>	16 août	La Milice, déjà repliée à Foix, quitte l'Ariège direction Toulouse.
<i>Pamiers</i>	16 août	Les Allemands évacuent la ville.
<i>Verniolle</i>	16 août	Les guérilleros attaquent une colonne allemande et lui infligent des pertes.
<i>Les Pujols</i>		
<i>Lavelanet</i>	17 août	Les FTP occupent la ville et tout le pays d'Olmes que Milice et Allemands ont quittés.
<i>Rieucros</i>	17 août	Parachutage de 2 officiers anglais et du capitaine français Aussarresse.
<i>La Penne</i>	17 août	Parachutage de 4 militaires anglais ou français.
<i>Calzan</i>	17 août	Les guérilleros exécutent un médecin du camp du Vernet.
<i>Rieucros</i>	18 août	Dernier parachutage d'armes.
<i>Pamiers</i>	18 août	Occupation de la ville sans combat par les FTP de la 3101 ^e compagnie.
<i>Rappy</i>	18 août	Tragique accrochage dans la nuit entre FTP et un barrage de milices patriotiques de Lavelanet. Jules Blandinières, Louis Boulbès et Jean Loeuillet sont tués.
<i>Foix</i>	19 août	La ville est libérée par les guérilleros du 1er bataillon commandé par Madrilès ; le 3 ^{ème} bataillon de Gutierrez et les FTP de la 3101 ^e compagnie arrivent en renfort. 3 guérilleros sont tués.
<i>St-Martin de Caralp</i>	20 août	Le poste de guet allemand se rend au maquis A.S. de la Bastide-de-Sérou.
<i>Prayols</i>	20 août	FTP et guérilleros arrêtent une forte colonne allemande qui est mise hors de combat.
<i>St-Girons</i>	20 août	FTP et guérilleros de la Crouzette attaquent la garnison allemande avant de se replier.
<i>Rimont</i>	21 août	La colonne allemande, attaquée par les maquis, incendie le village et sème la terreur.
<i>Castelnau Durban</i>	22 août	Bataille finale qui oppose environ 2000 Allemands et Mongols à quelques centaines de maquisards. Reddition de l'occupant. (pour plus de détails, consulter : "La bataille de Rimont et de Castelnau-Durban" de Claude Delpla).
	25 août	Les FFI commandés par Rol-Tanguy et la 2 ^{ème} D.B. de Leclerc libèrent la capitale.
	19 octobre	Pénétration en Espagne, par le Val d'Aran, de la 204 ^e division de guérilleros (incluant la 3 ^{ème} brigade de l'Ariège).
	29 octobre	Repli en France des guérilleros.

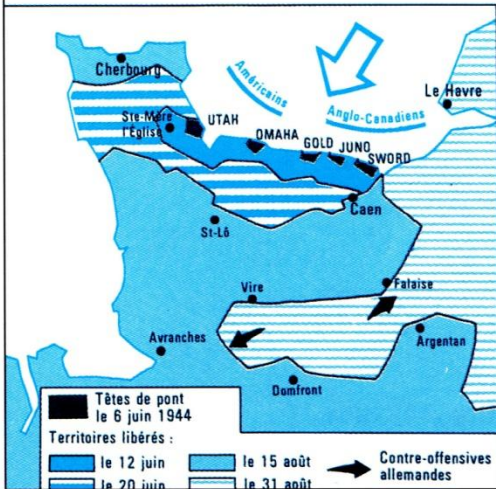
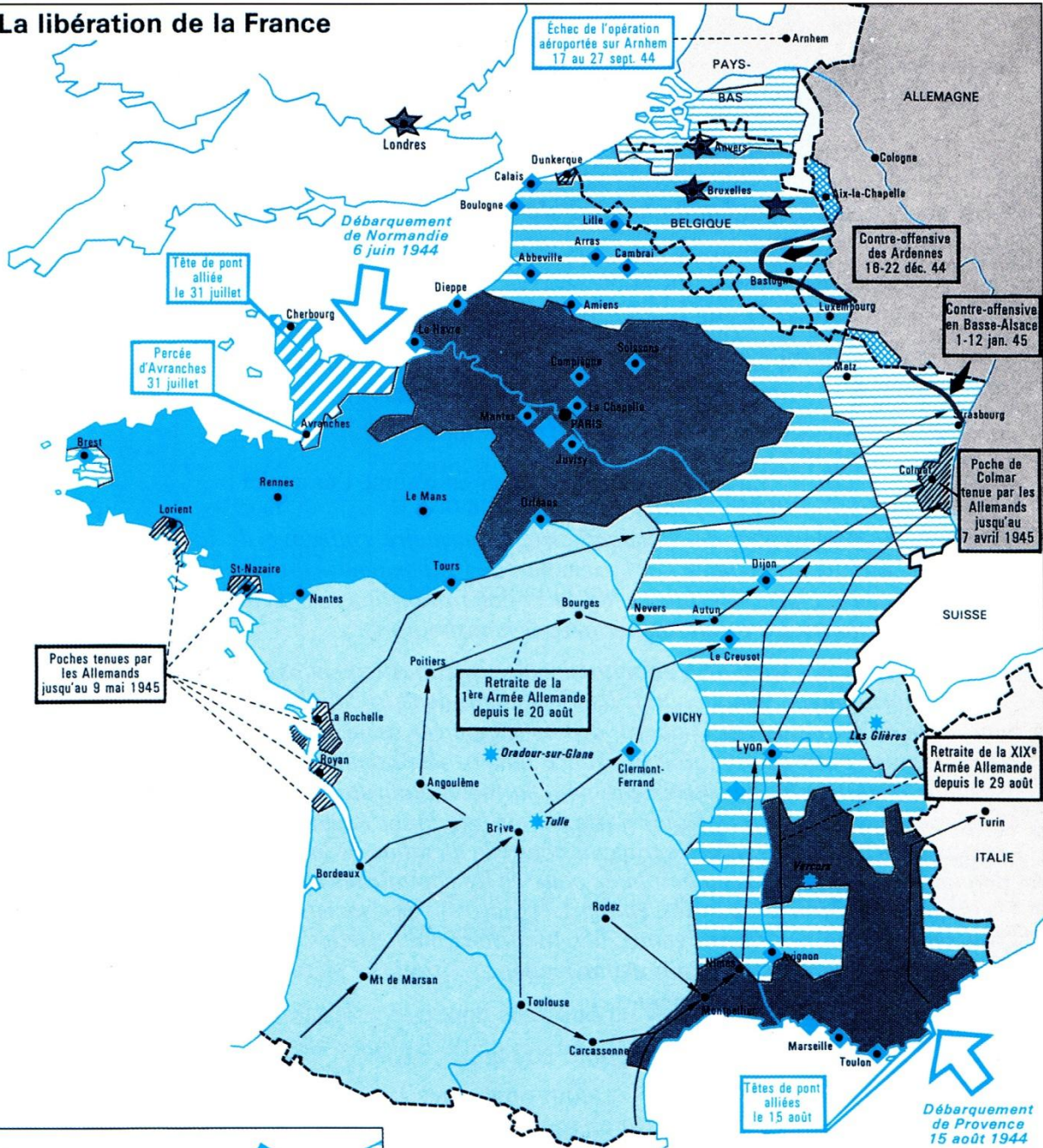
1945

De janvier à mai Les Soviétiques repoussent les Allemands, prennent Vienne le 12 avril et Berlin le 2 mai. La guerre aura coûté à l'URSS environ 20 millions de morts.

Les Alliés franchissent le Rhin en mars et arrivent en Autriche en avril.

- La guerre aura coûté à la France environ 600 000 morts - à l'Angleterre : 400 000 et aux Etats-Unis : 300 000.
- 15 avril Les FFI s'emparent de la "poche de Royan".
- 30 avril Suicide de Hitler. La guerre aura coûté environ 6 millions de morts à l'Allemagne.
- 8 mai Capitulation de la Wehrmacht.
- 6 août Bombardement atomique d'Hiroshima au Japon par les Américains.
- 9 août Bombardement atomique de Nagasaki au Japon par les Américains.

La libération de la France



Opérations des armées alliées

- ◆ Principaux bombardements alliés
 - Territoires libérés par les seules forces de la Résistance (ou évacués par la Wehrmacht)
 - ★ Hauts-lieux de la Résistance
- Territoires libérés de juin à décembre 1944 par les armées alliées, l'armée française et la Résistance :
- ▨ le 31 juillet (têtes de pont)
 - le 15 août
 - le 31 août
 - ▨ le 15 sept.
 - ▨ fin décembre
 - ▨ Territoires allemands envahis par les alliés à la fin de décembre 1944

Opérations des armées allemandes

- Mouvements de retraite
- ➔ Principales contre-attaques
- ★ Objectifs des V1 et des V2
- ▨ Poches de résistance allemande après décembre 1944

Il nous a paru important de terminer ce recueil de témoignages en mentionnant le livre d'Annie Lacroix-Riz :

**“Industriels et banquiers sous l’occupation -
la collaboration économique avec le Reich et Vichy”**
(chez Armand Colin - 1999).

La préface de Jean Ziegler en résume l’essentiel :

Pourquoi depuis plus de cinquante ans la mémoire collective de la quasi-totalité des peuples d’Europe occidentale – à l’exception de l’Allemagne – a-t-elle refusé d’appréhender, dans sa cruelle clarté, l’évidence de la collaboration intense, déterminée, volontaire des classes dirigeantes des pays occupés avec le monstre nazi ?...

En été 1940, les banquiers et industriels français participent avec conviction à la liquidation des institutions républicaines. Ils s’installent dans la collaboration comme poussés par une sorte de loi naturelle. D’abord, depuis les années trente, la minorité restreinte d’opérateurs économiques qui contrôle la France nourrit une admiration solide pour les prouesses techniques du Reich. Et, notamment, pour la façon autoritaire, mais efficace qu’a Hitler de sortir son pays de la crise. Et puis, il y a 1936 : le Front Populaire, cet inadmissible acte de révolte et de liberté des salariés français contre la dictature de la synarchie reste un fait impardonnable ! Vichy n’a pas eu besoin de pousser les capitalistes à la collaboration : des cartels “européens” (dominés par les entreprises nazies), des sociétés mixtes franco-allemandes poussent comme des champignons. Les livraisons industrielles françaises au Reich et à sa machine de génocide, les crédits astronomiques, tout cela se met en place avec une rapidité et une bonne volonté impressionnantes.

Achévé d’imprimer en octobre 2001
sur les presses de l’Imprimerie NUANCE - 09120 VARILHES
Dépôt légal 3^{ème} trimestre 2001
N° ISBN : 2-9512229-2-0

CORRECTIONS ET COMPLÉMENTS

La réimpression du livre nous permet de corriger des erreurs ou des imprécisions signalées par des lecteurs attentifs. Par ailleurs d'autres personnes apportent d'autres témoignages.

CORRECTIONS

<i>Page</i>	<i>Lignes</i>	<i>Il faut lire</i>
22	23 et 24	Leur tante qui resta à Dun chez ma mère Marie Bonnefont de Septembre 1943 à Septembre 1944.
36	30	Son fils, 26 ans.
42	la photo	Debout à l'extrême gauche : Claude Cortès. debout à l'extrême droite : Gilbert Paquin.
106	6 et 7	Il n'avait rien à voir avec le maquis, il fut déporté.
109	les 2 dernières	Ils ont assassiné ou déporté trois hommes.
110	11 et 12	Et ils l'ont emmené.
114	5	Ces tragiques événements du 12 juin 1944.
116	5	L'attaque du village du Merviel par les Allemands le 12 juin.
116	21	Une semaine après, le 12 juin 1944.
118	la photo	De gauche à droite : accroupis : Maurice Raynaud...
130	23, 24 et 25	Barnola et Antoine Naudy faisaient partie de la même jeunesse : est-ce que Barnola, d'une façon ou d'une autre, n'a pas été à l'origine de la dénonciation des Naudy ?
132	23	Les plus costauds (moi-même j'étais de petite taille).
171	la photo	Armand Respaud au lieu du ?
204	2	Au village de Saint-Laurent de Cerdans.
232	2 et 3	J'avais cinq mois.
250	22 et 23	Nous avons atteint l'Andorre en automne 44 ; quelle neige !
270	40	Mais nous allions travailler à Campauriès.
280	Foix - octobre	Création du mouvement Combat par Irénée Cros et d'autres...
281	11	Varilhes : 20 janvier : la Gestapo arrête neuf personnes qui sont déportées.
282	13 juin	Lire le 12 juin (source : acte de décès de Théophile Charry).
282	Merviel 12 juin	Ils assassinent Théophile Charry, Cyprien Rouch et déportent Antoine Pons.

RAOUL BONNAFOUS, le jeune révolté d'Argeliers.

De Raoul Bonnafous, nous n'avions qu'une photo. Un ami d'enfance, qui l'a bien connu, Joseph Astros de Montgailhard (Ariège), nous apporte son précieux témoignage¹.

“Raoul Bonnafous est né à Argeliers (Aude) ; il était le fils de Louis dit “Carretou” (apprenti charretier) et de Rose Roumieu, ouvriers viticoles, puis petits exploitants, dans ce village au passé historique. En effet, c'est à Argeliers qu'est né, en 1907, le grand mouvement protestataire viticole, appelé “la révolte des gueux”. Le “comité des 87” (tous habitants du village), avec à leur tête Marcelin Albert, eut le mérite par son action dans tout le Languedoc-Roussillon, de rassembler à Montpellier, en juin 1907, plus de 500 000 viticulteurs, venus en trains, en charrettes, ou à pied. Les manifestants n'acceptaient pas la ruine de leur exploitation et se dressaient contre le gouvernement du “Tigre” Clémenceau.

Raoul est bien le digne descendant de ces révoltés de 1907. N'acceptant pas la défaite et le régime de collaboration de Pétain, à 20 ans, il prend les armes, rejoignant ces “soldats de l'ombre” qui veulent libérer leur pays du joug nazi. Plein de courage, fidèle à son idéal patriotique et à ses convictions politiques, il a fait le sacrifice de sa jeune vie, tout comme les 75 000 communistes fusillés et tant d'autres, pour que vive la France, libre, forte et dans l'honneur.”

1. Joseph Astros, lui-même originaire d'Argeliers et petit-fils d'un des secrétaires du “Comité des 87”, fut engagé volontaire en juin 1943 ; il rejoignit l'armée d'Afrique pour poursuivre le combat contre les hitlériens : campagne de Tunisie en 1943, corps expéditionnaire d'Italie, débarquement en Provence le 16 août 1944, campagne des Vosges, d'Alsace et d'Allemagne.

“L'esprit patriotique n'est pas éteint, il est dans le sang des travailleurs, des victimes du capitalisme et des fauteurs de guerre” ajoute-t-il.



Bénéto Pérez en mars 1945.

Bénéto Pérez, dit «Oscar», fut un des chefs des maquisards FTPF en Ariège. Son nom est souvent cité dans ce livre par ses anciens camarades de la Résistance. Jean-Jacques Pétris, avec lequel il entretient des relations régulières (Bénéto Pérez vit actuellement au Canada) lui a adressé «Combattants sans uniforme». Dans une lettre récente il écrit :

J'ai un immense plaisir à lire votre livre, car il me fait revivre des moments inoubliables et parfois tragiques. Sur les photos je retrouve des visages familiers ; j'ai côtoyé ces camarades, mangé, couché avec eux ; ensemble nous avons fait le coup de feu face à l'ennemi. Que de souvenirs ! ...

J'ai été muté en Ariège en février 1944, après six mois passés dans un maquis FTP du Lot-et-Garonne. Nous avons eu un violent combat contre des GMR et des Allemands ; une dizaine de mes camarades furent tués...

A 21 ans je me suis donc retrouvé à Croquié, commune de Mercus, pour organiser un groupe de combat avec une demi-douzaine de jeunes qui vivaient dans une grange...

Ayant déjà une certaine expérience de la guérilla, je devins au printemps 1944 le lieutenant de mon grand camarade et ami Calveti...

Je fus présent à diverses opérations : le télescopage et le déraillement d'une locomotive et de wagons dans le tunnel de St-Paul de Jarrat ; le sabotage de l'usine et l'attaque de la gendarmerie de Pamiers...

Et puis ce fut Vira, Roquefixade, Castelnau-Durban. Le 22 août, c'est notre groupe, avec Aimé Gos, qui intercepta la jeep de quatre officiers allemands arborant le drapeau blanc ; mais ils ne voulurent pas se rendre à des maquisards. J'ai envoyé un courrier à Foix en moto pour prévenir Bigeard de la situation ; celui-ci arriva une heure après avec un capitaine anglais pour recevoir l'acte de reddition. Et nous vîmes les soldats mongols briser leurs fusils contre les platanes !

Je m'engageai plus tard dans un bataillon de parachutistes pour la durée de la guerre. Mais, quand il fut question, les hostilités terminées, de partir en Indochine, je me fis démobiliser...

MARCEL ET AUGUSTINE BÉNAZET DE MAZÈRES : “Il fallait faire quelque chose...”.



*Au château de Dreuil en juin 1942
Marcel, Augustine Bénazet
avec leur bébé René*

Augustine : Nous sommes natifs d'Ercé, dans le Couserans ; mon père était monstre d'ours... Nos familles étaient très pauvres.

Marcel : Sur mes 8 frères et sœurs, 7 ont émigré aux Etats-Unis ; et moi-même j'ai dû chercher du travail ailleurs qu'au pays natal.

Augustine : Nous sommes arrivés en février 1942 à Dreuil, petit hameau tout près de Rieucros, mais dépendant de la commune de Teilhet. Marcel avait 30 ans, moi 22 ; notre fils est né peu après, en mai 1942.

Marcel : Je fus embauché chez Bergère, patron textile de Lavelanet, qui possédait un château à Dreuil ; sachant que j'étais paysan, il me demanda d'être ouvrier agricole à sa ferme ; plus tard, je devins son jardinier. A Rieucros, on m'appelait d'ailleurs "le jardinier"...

En novembre 1942, le château fut réquisitionné quelque temps par les Allemands ; ils étaient une vingtaine environ. Pour rentrer à notre domicile, il nous fallait le mot de passe ! Parmi eux se trouvaient beaucoup de Polonais, enrôlés de force. Ceux-là n'étaient pas des hitlériens. Ils venaient parfois jusque dans notre cuisine où on leur donnait à manger. L'un d'eux fut exécuté par les Allemands, je ne sais pas dans quelles conditions.

Augustine : C'est Jules Amouroux qui a été à l'origine de notre engagement dans la Résistance. Avocat à Pamiers, il habitait Rieucros, avec sa mère et sa tante, et il rentrait tous les soirs. Il venait chercher du lait chez le fermier du château, Jean Ignace. Je suppose qu'il a dû prendre des renseignements sur nous avant de contacter Marcel ; puis nous n'eûmes plus de contacts avec lui.

Marcel : Oui, je n'ai vu Jules Amouroux qu'une fois, quand il me demanda de faire partie de l'équipe de réception des parachutages. Puis c'est Louis Dumon qui m'avertissait quand il fallait aller sur le terrain. L'autre responsable que je connaissais était Ernest Giret. L'équipe du début était composée de Jean Ignace, de Jean Sutra, le boulanger de la Guinguette, de Louis Rivière l'instituteur. Lavigne, le cantonnier, François Blazy, le plâtrier (maire de Teilhet à la Libération) ainsi que Balussou le chef-cantonnier, nous rejoignirent plus tard, avec les jeunes Roger Sutra et Georges Léotard.

A la Toussaint 1943, je fus embauché pour travailler sur les routes ; je côtoyais donc Balussou tous les jours, dans mon travail, mais aussi certaines nuits...

J'ai dû participer à une dizaine de parachutages d'armes ; à Pamplémousse surtout, mais aussi à Teilhet, ou dans la plaine du Douctouyre ; justement, lors d'un parachutage tombé près de cette rivière, avant le pont, route des Pujols, les Allemands ont dû entendre ou voir les avions. Leurs camions se sont arrêtés sur la route, et, avec leurs phares, ils ont balayé la plaine. Nous étions cachés avec Balussou dans le fossé, et le faisceau des phares trouait la nuit au-dessus de nous. Heureusement que les Allemands ne sont pas descendus des camions...

C'est Dumon qui assurait le plus souvent le transport des armes dans sa charrette à bœufs. Un jour, il croisa une colonne d'Allemands qui l'arrêtèrent :

- Que portez-vous ?
- Mais vous le voyez, du foin !

Il ne fut pas contrôlé, et il put aller livrer les conteneurs, cachés sous le foin, aux Espagnols au-dessus de Calzan...

Chacun de nous avait reçu quelques armes individuelles ; pour ma part, je possédais une mitrailleuse, un fusil et un revolver à barillet... mais je n'ai jamais eu l'occasion de m'en servir. Dumon vint, vers la Libération, récupérer le fusil pour armer un des jeunes qui avait rejoint le maquis.

Nous vivions dans le danger ; nous nous méfions bien sûr du curé Baurès, connu comme milicien. Mais aussi de ce capitaine des miliciens, portant souvent sa mitrailleuse sans se cacher, qui habitait en ce temps-là à la gare désaffectée de Rieucros. Il m'avait demandé d'aller travailler son jardin ; j'effectuai donc quelques journées de travail chez lui. Parfois, il me disait :

- Monsieur Bénazet, il y a eu des avions cette nuit ; sans doute des parachutages ; vous n'avez rien entendu ?
- Oh moi, je dors bien !

Et j'avais passé une partie de la nuit à rassembler, cacher, ou transporter des conteneurs ...

Augustine : Avant la bataille de Vira, j'ai rencontré la femme de ce milicien ; elle m'a demandé :

- Où il est votre mari ?
- Il est allé à Pamiers pour un contrôle dentaire.
- Alors, il va rencontrer une colonne d'Allemands (elle était donc au courant !) ; s'il a des ennuis, vous me le dites ! (ce qui semble prouver que son mari avait des liens avec l'occupant).

Marcel : Le jour de la bataille, Blazy et moi, nous devions conduire deux Espagnols de Manses à Vira. J'ai bien reconnu les rafales de mitrailleuses ; nous avons rebroussé chemin.

Peu de temps avant la Libération, j'étais à la réception de trois officiers : un français, un anglais et un espagnol. Le parachute de l'un d'eux s'est accroché à un arbre ; je m'apprêtais à l'aider à se dégager quand il m'a braqué avec son arme.

– Oh ! Camarade ! me suis-je écrié.

L'Anglais, pour me remercier sans doute, m'a donné son blouson, que j'ai posé à terre ; quand j'ai voulu le récupérer, je me suis aperçu que quelqu'un d'autre l'avait pris...

Un parachutage tragique se produisit peu de temps avant la Libération. Nous étions au-dessus de Teilhet, dans l'attente de l'avion ; nous avions balisé le terrain ; mais le parachutage eut lieu à Pamplémousse ; nous n'avons pas compris pourquoi et nous sommes rentrés chez nous. Avec Blazy, nous avons entendu un coup de feu dans la nuit. Nous avons pensé à une intervention des Allemands et nous nous sommes cachés dans une cabane. Ce n'est que le lendemain que nous avons appris que Jean Sutra, que nous venions de quitter, avait été tué par une sentinelle espagnole.

Dès 1943, vous étiez donc engagés dans la Résistance. Vous étiez motivés ?

Augustine : Oui, nous étions motivés, car nous étions des gens de gauche ; jeunes, mais décidés ; de voir toute cette misère, causée par la guerre et l'occupation, ça nous touchait. De plus, un frère de Marcel était prisonnier en Allemagne ; il fallait faire quelque chose.

Marcel : Nous n'avons peur de rien, dans cette période. Ce n'est que plus tard qu'on a réalisé le danger que nous courions. Et aujourd'hui, je me demande ce que j'aurais fait, si j'avais été arrêté et torturé ; j'en éprouve de la peur à retardement.

Augustine : Il nous est quand même arrivé d'avoir peur. Un jour de 1944, je pense, nous avons vu arriver des camions allemands à Dreuil. Marcel faisait la sieste, car il y avait eu des parachutages la nuit précédente. Je me trouvais avec la voisine, Louise Blazy, dans notre maison. Je me suis précipitée à la chambre où dormait Marcel : "Les Allemands sont là ! Sauve-toi !". Il a sauté par une fenêtre haute, qui ouvrait derrière ; il a traversé l'Hers (lui qui ne sait pas nager !).

Vite redescendue, je me suis avancée vers les Allemands ; ils m'ont fait comprendre qu'ils voulaient acheter des œufs ! Quel soulagement ! Avec mon plus grand sourire, je leur ai expliqué où ils pourraient en trouver... Car, s'ils avaient fouillé la maison, ils auraient pu découvrir des vêtements que j'avais confectionnés avec de la toile de parachute ; ou même les armes qui étaient quand même bien cachées dans une double cloison de la soue à cochons de la ferme.

Marcel : Et puis ce fut la Libération ; la vie reprit son cours. Nous quittâmes Dreuil pour Mazères en février 1946. Augustine fut nommée employée des Postes dans cette ville où nous sommes encore ; et moi, j'obtins un emploi de cantonnier.

Nous avons ainsi été coupés de tous ceux avec lesquels nous avons vécu cette belle aventure de la Résistance. Et comme nous n'avons pas "couru" après les commémorations et les médailles... Nous avons quand même gardé vivace le souvenir de Jules Amouroux et de Juliette Giret.

Ce que nous avons fait, nous ne le regrettons surtout pas. Car ça correspondait bien, et ça correspond toujours à nos idées..., même à 89 ans !

LUCETTE ET JEANNETTE, du Merviel.

Lucette Cabal, née Parent

En 1944, j'avais 20 ans ; mes parents étaient cultivateurs. J'ai vécu toute mon enfance et toute ma jeunesse dans ce petit village ; et je connaissais bien sûr toutes les familles.

Le jour de la bataille du 9 juin, le maire de Vira, Authié, (à moins que ce ne soit le secrétaire de mairie), a entendu des soldats allemands employer le terme de "kaput" au sujet du village du Merviel ; il leur aurait alors tenu ces propos : "Mais vous n'allez pas détruire le village !" Réponse d'un officier : "Monsieur, le Merviel est un nid de terroristes, il sera rasé!" Il est un fait que les guérilleros étaient souvent invités dans des familles ; je me rappelle en avoir vu déjeuner à notre table.

Le maire de Vira a fait connaître cette menace à quelqu'un d'Engraviès, qui l'a transmise à des habitants de Sainte-Croix. Et cette menace a notamment été retransmise à ma tante (qui vivait chez nous), car, infirme, elle recevait beaucoup de visites. Elle a aussitôt réagi en demandant qu'on avertisse Cyprien Rouch, car elle savait que les guérilleros avaient entreposé beaucoup de matériel, dont des munitions, dans une petite maison désaffectée appartenant au cafetier. J'étais présente quand Cyprien, le soir même, alerta le commandant Robert (teint en blond à cette période !) qui passait en moto. Celui-ci comprit la gravité de la situation : la même nuit, des camions de guérilleros, en plusieurs rotations, enlevèrent ce matériel compromettant.

Il était temps, les Allemands et les miliciens firent irruption au Merviel le lendemain après-midi. Ce 12 juin, avec d'autres personnes, j'assistais aux obsèques de Mimi Authié, à Vira. A notre retour, le maire d'Engraviès, Elie Eychart, nous a recommandé de ne pas rentrer chez nous ; nous avons effectivement entendu des coups de feu et des explosions.

Je n'étais donc pas présente lors du drame du 12 juin. Mais mes parents et tous les habitants du village ont raconté cette terrible journée tellement de fois que les faits que je vais citer sont authentiques.

Avant de descendre en camion dans le village, les Allemands l'avaient totalement encerclé en postant des soldats sur les collines environnantes ; de sorte que quand deux jeunes ont cherché à s'enfuir, ils ont été pris à un de ces postes : c'étaient René Raynaud et Joseph Tor.

Le premier camion est arrivé au hameau de Sainte-Croix ; les Allemands ont raflé tous ceux qui y habitaient et tous ceux qui y travaillaient dans les champs : c'était le cas de mes parents et de deux journaliers : Marcel Raynaud et Antoine Pons. Ce groupe de 15 à 20 personnes fut amené au lieu-dit "Mangefér", à 1 km et demi au-dessus du Merviel.

Pendant ce temps, d'autres Allemands et miliciens ont investi le village ; ils ont fait sortir tous les habitants, dont beaucoup de femmes, et les ont regroupés sur la place ; ils les ont longtemps tenus en joue, mitrailleuses pointées. Vous imaginez la peur de toute la population. Pendant ce temps, un certain nombre de maisons ont été fouillées et pillées ; mais pas toutes. Chez Léon Rouch, les soldats ont simplement demandé du

pain ; chez nous, à la vue de ma tante seule et paralysée sur son fauteuil, ils ne sont pas entrés non plus. Certains soldats étaient manifestement saouls ; ils avaient dû trouver les bouteilles d'eau-de-vie dans les caves...

Cyprien fut d'abord emmené à la mairie ; puis les voisins virent les Allemands et un milicien le reconduire chez lui, où ils l'enfermèrent. Il avait le visage en sang ; donc il avait été violemment frappé. Les Allemands ont essayé d'incendier le café avec de la paille ; le feu n'a pas pris ; alors ils ont utilisé des explosifs. Je veux apporter ici un détail peu connu. Avant de mourir, Cyprien a pu téléphoner au central téléphonique de Pamiers (le seul téléphone du village se trouvait en effet au café).

- Ma maison brûle et moi je vais mourir ; venez au secours de ma famille, a-t-il dit.

Ces paroles m'ont été rapportées par une sœur de Cyprien, habitant Pamiers, laquelle les tenait de la postière.

Enfin les camions sont repartis vers Foix. La plupart des habitants, dont mes parents, ont été relâchés. Mais Théophile Charry a été emmené dans une traction avant. Sept hommes, parmi les plus jeunes, ont été chargés sur un camion : deux Andorrans, Antoine Pons et Joseph Tor ; un Espagnol, Manuel Carrillo ; trois Français, Marcel Raynaud, René Raynaud, François Garros ; j'ai oublié le nom du septième¹.

Au col de St-Christaut, Théophile a été extrait de la voiture ; il avait été frappé, il saignait ; mon père a vu des traces de sang jusqu'à la cabane de Mangin, par la suite. D'autres ont raconté comment le cadavre a été découvert, entouré de dynamite non explosée ; mais je peux préciser que c'est Jeanne Bosc, la fille du maire, qui a apporté ces explosifs à Foix, à la villa Lauquié ; elle était accompagnée par Yvonne Serres, institutrice au Merviel. Je vois encore les deux femmes quitter le village en vélo...

Les sept jeunes ont été emmenés à Lauquié, où ils sont restés deux ou trois jours. cinq d'entre eux ont été libérés et sont rentrés à pied ; j'ai assisté à leur retour. Nous sûmes plus tard qu'Antoine et Manuel avaient été transférés à St-Michel à Toulouse, où on les a torturés ; ce dernier nous l'apprit, à son retour, après la Libération. Quant à Antoine, il fut déporté et mourut en déportation.

Compléments de Jeanne Tremesaygues de Tourtrol, née Bosc.

Mon père, Félicien, était le maire du Merviel en 1944.

Le 12 juin, en début d'après-midi, il s'était rendu à Foix, en vélo. Après avoir pris l'avis de la population, il avait tenu à rencontrer le préfet, pour voir avec lui ce qu'il convenait de faire pour protéger les habitants du village, après la bataille de Vira. Il a croisé le convoi d'Allemands et de miliciens au col de Py.

A son retour, au niveau de la ferme de Saint-Christaut, il a encore croisé le convoi des camions. Il a été contrôlé ; quand il a décliné son identité, un milicien lui a lancé ces paroles : "Puisque vous êtes le maire, allez voir comment on a arrangé votre village".

1. Raymond Charry précise : il y avait aussi Emile Lassalle.

Quand le cadavre de Théophile fut découvert, le lendemain sans doute, et que les explosifs furent désamorçés, mon père prit possession des 4 kg de dynamite. Nous nous sommes demandés au village si les Allemands n'avaient pas volontairement abandonné ces explosifs pour nous tendre un piège : qu'allaient en faire les habitants ? Quelqu'un a téléphoné aux autorités allemandes de Foix pour leur demander la conduite à tenir ; elles ont répondu : "Amenez-nous le matériel". Je crois qu'il faut bien comprendre à quel point la population avait été terrorisée le 12 juin.

Je n'ai pas voulu que mon père aille à Foix ; j'estimais que j'étais moins en danger que lui pour ce transport. Nous avons déposé les bâtons dans une petite "panière", arrimée sur le porte-bagages de mon vélo. L'institutrice m'a accompagnée. Nous avons atteint Foix avec mon dangereux chargement. La peur de ma vie ! Yvonne m'a attendu au café Gros ; je suis donc arrivée toute seule au château de Lauquié ; en l'absence de gardes, j'ai pénétré dans le parc. Je n'étais pas rassurée ! Je me suis avancée vers une fenêtre ouverte, d'où provenait de la musique. Des Allemands, officiers je pense, m'aperçurent et portèrent aussitôt la main à leur arme. Ils me demandèrent ce que je voulais. Je leur expliquai. Ils me débarrassèrent de mon chargement puis me questionnèrent un certain temps sur les "terroristes" de mon village et des environs. Je leur ai affirmé que je n'en avais jamais vu. Enfin, ils me permirent de me retirer. Ouf !



Ecole du Merviel (en 1935 ?)

De gauche à droite : 1^{er} rang : Marilys Rouch (la plus jeune)

*2^e rang : Marcelle Lassalle - Laurence Garros - Yvette Rouch - Jean Faverjon - René Raynaud
Yves Lassalle - Claude Gouzy - Eliette Rouch - Lola Bordes - Georges Boy.*

*3^e rang : l'instituteur Louis Alzieu - Roger Allard - Camille Rouch - Noémie Rouch - Ginette Bosc
Jeanne Bosc - Angèle Bordes - Lucienne Rouch - Roger Boy - Lucette Parent.*

Quel a été votre itinéraire ?

Mon itinéraire, c'est toute une histoire ; car il faut auparavant parler de celui de mes parents, de mon père surtout. Il est né en Andorre, au petit village d'Erts, dans la vallée d'Arinsal. Il s'est marié avec une Espagnole, originaire d'une vallée voisine, celle de la Noguera de Valferrera (village d'Alins).

Le couple émigra en France dans les années 1920, pour chercher du travail. Je suis né en 1925 à Carbone (Haute-Garonne). En 1933, je pense, nous sommes retournés habiter en Espagne. Pas pour longtemps : en 1934 mes parents ont repassé la frontière pour s'installer à Pamiers. Mais ce fut un voyage original pour moi. Alors que ma mère et mon jeune frère prenaient le train ou l'autobus, mon père et moi-même, malgré mes 9 ans, nous rentrâmes en France par la montagne (sans doute pour économiser les frais du voyage...) : remontée du Valferrera, Port de Bouet, vallée de Soulcem, Vicdessos.

Arriva la guerre d'Espagne. Mon père s'engagea dans les Brigades Internationales ; la République espagnole lui tenait au cœur. Il a notamment combattu dans la division Durutti, sur le front d'Aragon. A la dissolution des Brigades, il rentra en France.

Nous avons déménagé pour Rieux-de-Pelleport en 1939. Ma famille continuait de fréquenter les nombreux Espagnols de Rieux et de Varilhes. Le café de la Paix, dans cette ville, tenu par Justine Servant, sœur de Marcelin Celma, qui sera déporté, était un de nos lieux de rendez-vous. Et mon père fut amené, lui qui connaissait bien la montagne, à guider quelques passages à travers la frontière, vers l'Espagne ; parfois en compagnie d'un cousin, Valentin Montané, de Saint-Jean de Verges. Un jour, il passa des officiers belges ; et l'un d'eux lui laissa son revolver... Je suppose qu'il empruntait l'itinéraire de Soulcem, vers l'Andorre ; mais le secret était de rigueur, et je ne peux donner de détails.

A 17-18 ans, j'entrai à l'usine de Pamiers comme ajusteur-tourneur ; jusqu'en 1943, car nous apprîmes que les autorités de Vichy et les Allemands recherchaient des hommes pour aller travailler en Allemagne : des Français pour le STO, mais aussi des étrangers (nous étions toujours Andorrans). Par mesure de sécurité, avec mon père, nous sommes devenus bûcherons, les bois étant plus sûrs que l'usine ! Nous nous sommes installés à la colline de la Caramille, entre Varilhes et Rieux. Avec les arbres abattus, nous fabriquions du charbon de bois, indispensable aux gazogènes de l'époque. Daraud, de Bénagues, faisait partie de notre groupe ; requis pour le STO, il n'avait pas voulu revenir en Allemagne après une permission. De temps en temps, nous quittions nos cabanes pour descendre à Rieux.

Et nous voici au printemps 1944. Les maquis devenaient de plus en plus offensifs. Malgré l'avis de mes parents, je décidai de rejoindre les guérilleros. Remontant la vallée du Crieu, j'atteignis Ségura ; à Joulieu, je pris un chemin dans les collines qui m'amena au cantonnement espagnol du "Château", commune d'Arvigna. On me surnomma Tito...

Je n'ai pas participé à la bataille de Vira mais je me rappelle l'incendie du moulin. Un détail me revient : nous avons essayé un fusil-mitrailleur dans la cave d'une ferme

d'où l'on pouvait apercevoir le plateau des Pujols ; mais cette arme était défailante, il manquait une pièce...

C'est pourtant avec cette arme automatique que nous sommes allés attaquer la gendarmerie de Pamiers ; commandés par Robert, avec deux camions, nous sommes entrés en ville par la route de Belpech, aux environs de midi. Un camarade et moi avons reçu la consigne de nous diriger vers le passage à niveau de la route de Mirepoix, en protection. Un train passa, direction Foix ; des voyageurs étaient accoudés aux fenêtres, ainsi que deux Allemands. Nous reçûmes bientôt l'ordre de rejoindre les camions. Les camarades avaient, pendant ce temps, pris chez les gendarmes des armes, des vêtements, des chaussures. Au retour, un camion tomba en panne sur une petite route avant Saint-Amadou. Nous dûmes transférer son contenu sur l'autre véhicule. Et nous pûmes rejoindre "le Château".

Mais mes parents (tous les deux, oui !) sont venus me récupérer... Ils estimaient que j'étais trop en danger !

Peut-être pour m'empêcher de repartir au maquis, ils décident de m'envoyer en Andorre, chez un oncle. Voyage délicat (à pied, bien sûr), car la frontière est bien gardée par les Allemands. Valentin Montané me prend en charge à Foix ; nous évitons une sentinelle allemande près de l'Ecole Normale ; direction Prat d'Albis, descente sur Saurat, passage à Lapège, traversée du Vicdessos, remontée par la vallée de Siguer ; puis petit sentier au-dessus du barrage de Gnioure ; haute vallée du torrent du même nom jusqu'au col - frontière. Enfin descente par la vallée du Serrat jusqu'aux Escaldes. Durée du voyage : 2 jours.

Je restai donc en Andorre jusqu'à la libération de l'Ariège en août 1944 ; et je rejoignis Rieux... par la route ! Je repris contact avec les camarades espagnols de Varilhes. J'eus envie de continuer l'aventure avec eux ; et me voilà de nouveau chez les guerrilleros pour la "Reconquista".

Nous nous sommes regroupés en septembre à Vicdessos. Quel paquetage ! En plus de la nourriture et des armes (j'avais une sten), il fallait prévoir de dormir en montagne plusieurs jours. L'itinéraire avec un guide espagnol fut le suivant : montée par la vallée de Soulcem, direction l'Andorre par le Port d'Arinsal (nous avons dormi juste avant le col, avec les premières neiges). Nous avons longé vers le sud la frontière espagnole, que nous avons passée, il me semble, au col de la Botella ; mais nous sommes restés sur le flanc est de la vallée de la Noguera Pallaresa ; toujours vers le sud, nous avons cheminé dans les collines, notamment celle du bois de Boumort.

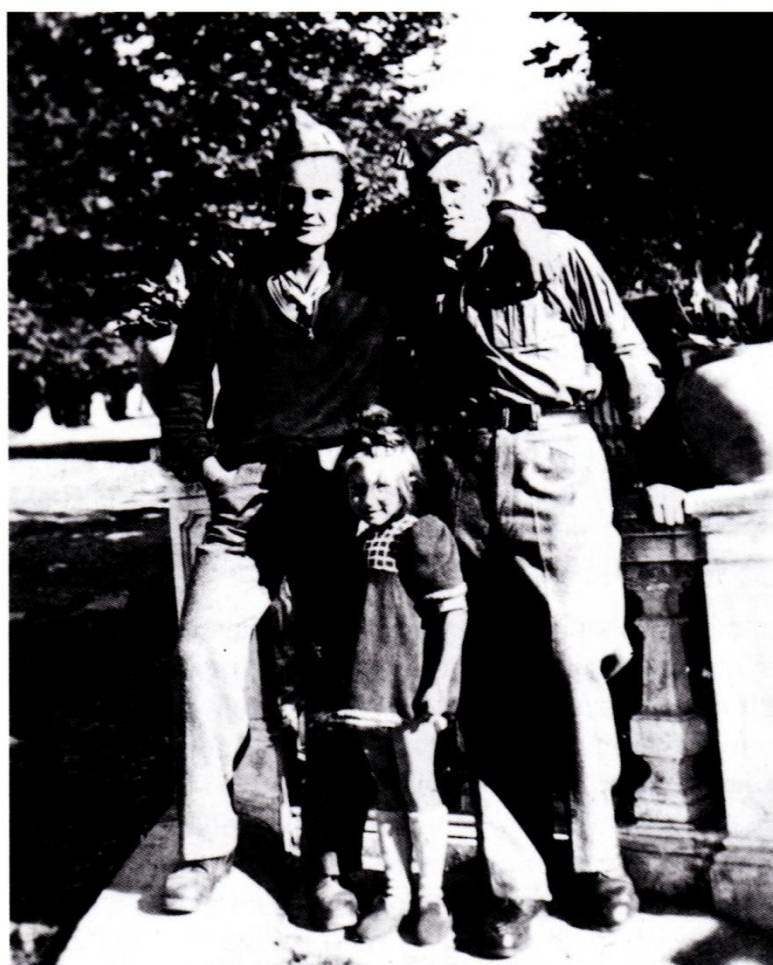
Nous sommes une bonne vingtaine dans notre groupe ; mais les franquistes nous ont repérés et nous mitraillent, d'assez loin heureusement. Nous avons un blessé que le guide laisse dans une ferme ; je récupère son colt 45. Nous pouvons nous échapper. Nous traversons la Noguera Pallaresa et atteignons les environs de Tremp. Nous avons pénétré d'environ 80 km en Espagne (à vol d'oiseau).

Mais nos poursuivants, ou d'autres, ont retrouvé notre trace. Nous nous cachons dans un bois de noisetiers ; ils tirent dans toutes les directions pour nous obliger à sortir ; nous ne bougeons pas, et ne ripostons pas. La nuit venue, nous quittons le bois. Quelques jours plus tard, nous sommes à nouveau repérés dans une autre forêt : nou-

velle fusillade. Un "Maure", (car nous sommes poursuivis maintenant par des Marocains engagés dans l'armée franquiste) m'a aperçu ; sa balle érafle mon mollet...

Nous avons bien compris que nous ne pouvons pas nous battre à armes égales ; il faut nous replier vers l'Andorre ; cette aventure aura duré un peu plus d'un mois. Nous atteignons enfin les environs d'Andorre-la-Vieille. Quelqu'un prend contact avec le Consul de France, lequel nous permet de rejoindre le Pas de la Case, après avoir abandonné nos armes. Et j'ai une nouvelle fois repassé la frontière...

Je devais en franchir beaucoup d'autres, car en 1956 et pendant 25 ans, je fus embauché par des sociétés pétrolières, dans des équipes de forage. J'ai parcouru la plupart des pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole... Ce qui a contribué à me couper davantage encore de mes anciens camarades de la Résistance...



*A Ax-les-Thermes en septembre 1944.
Tout un symbole : Raymond Montané, Andorran,
et Charly Schnepfer, Allemand, prêts à partir
avec les guérilleros combattre le régime de Franco.*

**YVETTE PARRE et GERMAIN RIVIÈRE,
de MONTÉGUT-PLANTAUREL, terre d'hospitalité.**

Une centaine d'enfants juifs, pour la plupart allemands ou autrichiens, (dont les parents ont été déportés, assassinés par les nazis, ou ont pris la fuite) trouvent refuge au château de la Hille, commune de Montégut-Plantaurel, sous la protection de la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants. Les premiers arrivent au château au début 1941, les derniers le quittent en automne 1945.

Une centaine d'enfants rassemblés... Il faut vivre, survivre plutôt. Les plus petits vont à l'école du village ; les moyens reçoivent des cours des enseignants suisses ; certains, parmi les plus grands, travaillent dans les fermes voisines ; ils se dissimulent dans une tour du château quand les guetteurs signalent le képi des gendarmes ; car les autorités de Vichy font la chasse aux filles et garçons qui atteignent leur 16^{ème} année : ils ont l'âge d'être déportés à leur tour.

Yvette Saurat, 21 ans en 1944, et sa mère Mélanie, sont paysannes à Bordeblanque, petit hameau à l'écart du village ; elles ont accueilli Rudi Oelbaum chez elles ; au moins il mangera à sa faim et surtout il pourra mieux échapper aux gendarmes. (voir le témoignage de Rudi et Joseph p. 269 à 275).

Germain Rivière, 15 ans en 1944, est le fils du maire ; il habite tout près, à la ferme de Couronne.

Yvette : Pour deux femmes seules, les travaux des champs, les soins aux bêtes, c'était assez dur ; je pense que ma mère s'est entendue avec la directrice du château pour qu'un adolescent vienne à la fois nous aider dans notre travail et aussi trouver chez nous une certaine sécurité. Pendant un été, nous avons eu le jeune Werner Eppstein, qui fut déporté plus tard, et sera le seul rescapé des 11 déportations ; puis ce fut Rudi, de 1942 à 1944. On pouvait leur faire confiance. Ils faisaient partie de la famille, travaillant, mangeant et habitant avec nous.

Germain : Tous ces jeunes étaient "vaillants" ; aucun d'entre eux n'était habitué aux travaux des champs ; mais ils apprennent très vite. Quand je pense à tous les malheurs que ces enfants avaient déjà connus...

Yvette : L'été, à la campagne, beaucoup de travaux se faisaient en commun : sarcler, "dépiquer" ; des équipes se formaient, et Rudi en faisait partie, comme les autres jeunes paysans.

Germain : Il se trouve que mon père était le saigneur des cochons du village ; et il allait naturellement tuer et découper les cochons élevés au château ; de la bonne viande pour tous ces enfants, car je pense qu'ils ne devaient pas chaque jour manger à leur faim. Quand nous ramenions du maïs - fourrage pour nos bêtes, parfois des jeunes du château prélevaient des épis, encore tendres, dont ils mangeaient les grains...

Quand nous gardions nos bêtes dans les prés, parfois de jeunes juifs nous rejoignaient ; ils étaient intégrés au village. Il existait d'autres familles d'accueil : les Déjean à la Hillette, les Soula à la Hille, les Schnée à Campaurières, les Schmutz à Tambouret...

Personne, au village, ne les dénonça, même pas le milicien de Montégut, car il y en avait quand même un : un jeune, d'une famille très pauvre, sans doute payé ; avec son revolver, il faisait le malin avec nous, les autres jeunes.

Et les gendarmes ?

Yvette : J'ai gardé un souvenir très précis : c'était un soir d'hiver, il avait neigé. Le premier directeur de la colonie, Alex Franck (très recherché par les autorités de Vichy), sa femme et Inge Berlin (la sœur d'Egon), passèrent chez nous ; ma mère leur fit cuire des côtelettes sur le gril ; puis ils partirent dans la nuit.

Alex Franck réussit à passer en Espagne ; pour plus de précisions sur ce passage réussi, consulter le journal Le Patriote (numéros du 7.11.93, du 28.11.93, du 9.01.94, du 8.05.94).

Peut-être une demi-heure après, deux gendarmes frappèrent à notre porte.

- Depuis combien de temps Franck est parti ?

Ma réponse fut sans doute évasive ; ils insistèrent :

- Vers où est-il parti ?

Je leur ai indiqué une direction opposée. L'un d'eux m'a entraînée sous la lampe, pour mieux voir sur mon visage, en pleine lumière, si je mentais... Le lendemain nous avons trouvé leurs traces dans la neige ; ils avaient fait le tour du pâté de maisons, sans doute pour repérer la direction qu'avaient prise les fugitifs.

Germain : Ce gendarme très zélé, à la Libération, se dit résistant... alors qu'il venait parfois, avec un collègue, se cacher derrière des meules de paille, près du château, pour mieux surprendre les jeunes juifs. De plus, il surveillait les petits bals clandestins qu'organisaient les jeunes du village dans les fermes ou au Moulin-Neuf, sur la Lèze ; dans un local de ce moulin se retrouvaient garçons et filles de Montégut, de Gabre et d'Aigues-Juntes.

En tant que maire, mon père reçut un jour sa visite ; avec un collègue, il cherchait des hommes pour aller travailler en Allemagne.

- Ce n'est pas mon affaire, répondit mon père.

- Mais vous n'avez pas des indésirables dans la commune ? C'est le moment de vous en débarrasser.

- Ici, il n'y a pas d'indésirables !

- Mais cet Espagnol ?

- Il n'est pas plus indésirable qu'un autre...

L'affaire en resta là.

Yvette : Je me permets d'ajouter que celui qui devint plus tard mon mari, gendarme en poste à Foix, en 1944, préféra partir au maquis en Dordogne, plutôt que d'obéir à des ordres de répression envers la Résistance ; puis il revint en Ariège, au maquis de Manses ; il participa à la bataille de Prayols.

L'hospitalité vous la viviez au quotidien...

Yvette : Quand Rudi est parti au maquis, maman lui a préparé une musette de ravitaillement et donné un peu d'argent. C'est le laitier, en faisant sa tournée de ramassa-

ge, qui l'a emmené en direction de Foix ; plus tard, j'ai su qu'il avait rejoint ses copains, Joseph, Kurt et Egon.

Germain : Un jour, le maire de Madière a téléphoné à mon père, pour lui demander d'aller chercher à la limite des deux communes (au lieu-dit "Nom de Dieu"), les cadavres de deux hommes, sans doute assassinés par les Allemands ou la Milice. Avec une charrette, tirée par des bœufs, mon père et un voisin, Noël Galy de Château-Vieux, transportèrent les corps qu'ils firent enterrer au cimetière du village ; ils furent inhumés dignement.

Il s'agissait de deux Espagnols, Herrera et Torrero, assassinés par la Milice, le 1^{er} août 1944 (source : la Milice française en Ariège, par André Laurens, page 167).

A Couronne, nous avons gardé un certain temps, à la demande de la directrice du château, une femme juive, assez âgée, qui était peut-être la mère de Franck ; elle aussi était recherchée par Vichy.

Il faut dire que sur cette grande route dite de la "vallée de la Lèze", passaient souvent des vagabonds, même avant la guerre ; on les accueillait pour la nuit ; ils dormaient à la grange ou à l'étable. Le matin, on les faisait manger, puis ils reprenaient leur route.

Yvette : C'est certain qu'il était dangereux pour nous d'accueillir ces enfants juifs ; mais nous ne nous posions pas de questions. Nous trouvions normal de les aider ; c'était humain...



La centaine d'enfants juifs réunis au château de la Hille (Montégut-Plantaurel) en 1941.



6 juin 1944 : le débarquement des Alliés en Normandie est en cours ; mais son succès est loin d'être assuré ; un appel est lancé à toutes les forces de la Résistance intérieure pour empêcher le maximum des troupes d'occupation d'affluer sur les côtes normandes.

Dans la vallée du Douctouyre, en Ariège, les jeunes répondent en masse à l'appel, venant renforcer les maquis F.T.P. et guérilleros déjà sur le terrain depuis des mois.

Mais où sont les armes indispensables ? Cruel paradoxe ! Il faudra attaquer un ennemi supérieurement armé avec des grenades, des revolvers, des mitraillettes, quelques fusils et une seule arme automatique, récemment parachutée.

Quelques-uns des hommes et des femmes, parmi ceux et celles qui, le **9 juin 1944**, ont vécu le premier grand affrontement en Ariège entre maquisards et armée d'occupation, livrent ici leurs témoignages.